

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1990-1991**

2 JUILLET 1991

**Projet de loi concernant un droit d'action
des associations protectrices de
l'environnement**

**RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE
PAR M. VAN ROMPAEY**

La Commission de la Justice a décidé de confier le soin de procéder à un premier examen du projet de loi à un groupe de travail composé d'un nombre limité de membres, lequel y a consacré quatre réunions et proposé à la Commission un texte amendé.

La Commission a examiné à son tour, lors de sa réunion du 2 juillet 1991, le texte présenté par le groupe de travail.

Ont participé aux travaux de la Commission :

1. Membres effectifs : MM. Lallemand, président; Arts, Barzin, Cerexhe, Cooreman, Mme Delruelle-Ghobert, MM. de Seny, Erdman, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Minet, Pataer, Stroobant, Suykerbuyk, Verhaegen et Van Rompaey, rapporteur.

2. Membres suppléants : M. Aerts, Mme Cahay-André, MM. Content, Flagothier, Hatry, Seeuws et Van Nevel.

3. Autres sénateurs : MM. Desmedt, Dierickx et Vaes.

R. A 15292*Voir :***Document du Sénat :**

1232-1 (1990-1991) : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT**ZITTING 1990-1991**

2 JULI 1991

**Ontwerp van wet betreffende een vorde-
ringsrecht van milieuverenigingen**

**VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER VAN ROMPAEY**

De Commissie voor de Justitie besliste een eerste onderzoek van het voorgestelde ontwerp van wet toe te vertrouwen aan een werkgroep, samengesteld uit een beperkt aantal leden, die er vier vergaderingen heeft aan gewijd en aan de Commissie een geamendeerde tekst heeft voorgesteld.

Op haar beurt heeft de Commissie de door de werkgroep voorgestelde tekst onderzocht tijdens de vergadering van 2 juli 1991.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Lallemand, voorzitter; Arts, Barzin, Cerexhe, Cooreman, mevr. Delruelle-Ghobert, de heren de Seny, Erdman, Henrion, mevr. Herman-Michielsens, de heren Minet, Pataer, Stroobant, Suykerbuyk, Verhaegen en Van Rompaey, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heer Aerts, mevr. Cahay-André, de heren Content, Flagothier, Hatry, Seeuws en Van Nevel.

3. Andere senatoren : de heren Desmedt, Dierickx en Vaes.

R. A 15292*Zie :***Gedr. St. van de Senaat :**

1232-1 (1990-1991) : Ontwerp van wet.

La discussion proprement dite du projet de loi est précédée de deux exposés introductifs.

I. EXPOSE INTRODUCTIF DU SECRETAIRE D'ETAT A L'ENVIRONNEMENT ET A L'EMANCIPATION SOCIALE

L'accord de gouvernement stipulait que « le Gouvernement examinera dans quelles conditions des associations auront légalement le droit d'intenter des actions en justice ». Il convient de souligner que le projet de loi est le résultat de deux ans de concertation avec la Justice dans le but de trouver une formule susceptible d'être intégrée dans notre ordre juridique. Pour une bonne compréhension du présent projet de loi et pour éviter toute interprétation fautive, il semble essentiel de passer en revue ses principales caractéristiques. A cet effet, le commentaire portera sur l'évolution du texte au cours des deux années écoulées afin d'expliquer les raisons pour lesquelles d'une part, il se présente dans sa forme actuelle et, d'autre part, des formulations alternatives ont été remplacées par le libellé actuel.

1. Le premier élément à citer pour une bonne compréhension du projet de loi, est que la mission exposée par l'accord de Gouvernement est le résultat d'une lente évolution de la doctrine et de la jurisprudence depuis plus de dix ans, et s'inspire, en outre, de précédents relevés en droit belge.

— Depuis de nombreuses années, la doctrine belge faisant autorité (comme par exemple Van Compernelle, Lindemans, Bocken et Lemmens) affirme que le droit d'action des associations protectrices de l'environnement, est un droit qui prévaut, dès à présent, étant donné qu'une interprétation correcte du Code judiciaire doit aboutir à la conclusion que les associations ont toujours un intérêt personnel à ester à l'encontre des actes contraires à leur but statutaire, même si elles ne sont pas personnellement lésées. Les auteurs se basent le plus souvent sur l'interprétation de l'article 17 du Code judiciaire qui impose comme condition l'intérêt personnel.

Cette doctrine fut celle du congrès de l'Association belge du droit de l'environnement, réuni le 18 décembre 1986, qui s'est prononcé pour un élargissement du droit d'action des associations de défense de l'environnement.

— Dès les années 70, la jurisprudence a abouti à de nombreux arrêts et jugements rendus par les cours et tribunaux belges reconnaissant l'intérêt personnel — et donc pas les dommages personnels — des associations protectrices de l'environnement. La nécessité de prendre l'actuel projet de loi n'est apparue — ne l'oublions pas — qu'après l'arrêt de la Cour de cassation du 19 décembre 1982, qui stipulait que la seule poursuite d'un but n'entraîne pas la naissance d'un

De eigenlijke bespreking van het ontwerp van wet is voorafgegaan door twee inleidende uiteenzettingen.

I. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE STAATSSECRETARIS VOOR LEEFMILIEU EN MAATSCHAPPELIJKE EMANCIPATIE

Het regeerakkoord stelt dat de Regering diende te onderzoeken onder welke voorwaarden een wettelijk vorderingsrecht in milieuaangelegenheden kan worden verleend. Er moet worden onderstreept dat het thans ingediend wetsontwerp het zorgvuldige resultaat is van een twee jaar durend overleg met Justitie, teneinde een formulering te vinden welke optimaal in onze rechtsorde kan worden ingepast. Het is dan ook essentieel, voor een goed begrip van het huidige wetsontwerp en tot vermindering van talloze foutieve interpretaties die men zou kunnen geven, de karakteristieken van dit wetsontwerp toe te lichten. Hierbij zal worden ingegaan op de evolutie van de tekst in de afgelopen twee jaar, teneinde aan te duiden waarom de tekst er thans zo uitziet, en waarom alternatieve formuleringen door de huidige werden vervangen.

1. Eerste element voor een goed begrip van dit wetsontwerp is, dat de opdracht van het regeerakkoord de weerslag is van een rijping in de rechtsleer en de rechtspraak sinds meer dan tien jaar, en zich steunt op bestaande precedents in het Belgisch recht.

— Sinds vele jaren stelt gezaghebbende Belgische rechtsleer (zoals Van Compernelle, Lindemans, Bocken en Lemmens), dat een vorderingsrecht voor milieugroepen zelfs nu reeds geldend recht is, daar een correcte interpretatie van het Gerechtelijk Wetboek moet leiden tot de conclusie, dat verenigingen altijd een persoonlijk belang hebben bij de aanwending van handelingen die tegen hun statutair doel ingaan, zelfs al is de vereniging niet persoonlijk geschaad. Zij steunen zich hierbij meestal op de interpretatie van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek dat de eis stelt van een persoonlijk belang.

Deze rechtsleer culmineerde in een congres van de Belgische Vereniging voor Milieurecht op 18 december 1986, dat zich uitsprak voor een vorderingsrecht voor milieuverenigingen.

— De rechtspraak leidde reeds vanaf de jaren '70 tot talrijke vonnissen en arresten waarbij het persoonlijk belang — en dus niet de persoonlijke schade — van milieuverenigingen voor de rechtbanken en hoven werd erkend. Huidig wetsontwerp is enkel noodzakelijk geworden — laten we dit niet uit het oog verliezen — tengevolge van het arrest van 19 december 1982 van het Hof van Cassatie dat stelde « dat het nastreven van een doel alleen niet volstaat

intérêt propre. Fait à noter : le Conseil d'Etat défend, depuis des années, la thèse opposée; même dans l'affaire visée (Eikendaal), le Conseil d'Etat décidait que « la défense de l'environnement peut être assurée par les associations qui œuvrent pour la protection de l'environnement et qui sont mues par des intérêts collectifs, se situant sur le plan des idées plutôt que par des intérêts propres ». La Cour de cassation se trouve dans une position isolée; je n'en veux pour preuve supplémentaire que le fait qu'au cours des dernières années, quelques dizaines de jugements ont été rendus reconnaissant le droit d'action des associations environnementales.

Le cabinet de l'Environnement peut, le cas échéant, donner un aperçu de ces jugements. Le présent projet s'inscrit donc dans le contexte du droit « vivant » et répond à un besoin social. Une intervention du législateur est, en effet, indispensable pour mettre un terme à l'insécurité juridique qui est le résultat de la jurisprudence de la Cour de cassation d'une part, de jugements et d'arrêts contradictoires d'autre part.

— De nombreuses propositions de loi ont été introduites à la Chambre et au Sénat au cours des dernières années, prévoyant un droit d'action soit pour toutes les A.S.B.L., soit pour des associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, soit uniquement pour les groupements de défense de l'environnement. Toutes ces propositions sont postérieures à l'arrêt Eikendaal de la Cour de cassation.

— Il ne faut pas non plus présenter le système légal proposé comme un régime d'exception en droit belge. Cet argument n'est rien d'autre qu'une preuve de mauvaise foi car notre législation ne comporte pas moins de sept précédents :

* L'article 10 de la loi du 21 mars 1898 sur les unions professionnelles introduit un droit d'action pour la défense des droits de ses membres.

* L'article 24, § 1^{er}, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie introduit un droit d'action pour les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs.

* L'article 1^{er}, § 4, de la loi du 10 juin 1952 concernant les comités de sécurité, introduit un droit d'action similaire.

* Les organisations concernées peuvent aussi ester en justice dans tous les litiges situés dans le champ d'application de la loi sur les C.C.T. du 5 décembre 1968.

* En ce qui concerne l'égalité de traitement des hommes et des femmes, les organisations représentatives des employeurs, des travailleurs et des travailleurs indépendants peuvent ester en justice, en application de la loi du 4 août 1978.

* Toutes les organisations de consommateurs peuvent, en outre et en application de l'article 57 de la loi sur les pratiques du commerce, ordonner l'action en cessation contre 8 catégories d'infractions à la loi visée.

om het bestaan van een eigen belang aan te tonen ». Merkwaaardig is evenwel, dat de Raad van State sinds meerdere jaren de tegenovergestelde mening is toegedaan, en trouwens zelfs in dezelfde Eikendaal-zaak besliste dat « voor de zorg voor het leefmilieu kan worden opgetreden door verenigingen die zich voor de bescherming van het milieu inzetten, en die gemotiveerd zijn door ideële collectieve belangen, eerder dan door eigen belangen ». Hoe geïsoleerd het Hof van Cassatie wel is, blijkt bovendien uit het feit dat in de voorbije jaren weer enkele tientallen vonnissen werden geveld waarbij aan milieuverenigingen voldoende belang werd toegekend.

Een overzicht kan door het kabinet voor Leefmilieu desgevraagd worden verstrekt. Huidig wetsontwerp sluit dus aan bij levend recht, en gaat in op een maatschappelijke noodzaak. Om de rechtsonzekerheid die volgt uit de cassatierechtspraak en uit andersluidende vonnissen en arresten, weg te nemen is een tussenkomst van de wetgever essentieel.

— Talrijke wetsvoorstellen werden in Kamer en Senaat ingediend in de voorbije jaren waarbij hetzij voor alle V.Z.W.'s, hetzij voor milieu- en consumentengroepen, hetzij enkel voor milieugroepen, een vorderingsrecht werd voorgesteld. Deze voorstellen situeren zich allemaal na het genoemde Eikendaal-arrest van het Hof van Cassatie, waartegen men zich afzet.

— Laat men het ook niet voorstellen alsof huidige wettelijke regeling een uitzonderingsregime invoert in het Belgisch recht. Dit argument getuigt van kwade trouw, daar liefst zeven voorgaanden bestaan in onze wetgeving :

* Artikel 10 van de wet van 21 maart 1898 op de beroepsverenigingen voert een vorderingsrecht in voor de verdediging van de rechten van haar leden.

* Artikel 24, § 1, van de wet van 20 september 1948 i.v.m. de organisatie van de economie voert een vorderingsrecht in voor de representatieve werkgevers- en werknemersverenigingen.

* Artikel 1, § 4, van de wet van 10 juni 1952 op de veiligheidscomité's voert een analoog vorderingsrecht in.

* Zo ook mogen de betrokken organisaties optreden in rechte voor alle geschillen binnen het toepassingsgebied van de C.A.O.-wet van 5 december 1968.

* Inzake gelijke behandeling van mannen en vrouwen kunnen de representatieve organisaties van werkgevers, werknemers en zelfstandigen optreden in rechte, in toepassing van de wet van 4 augustus 1978.

* Elke consumentenorganisatie kan verder, in toepassing van artikel 57 van de wet op de handelspraktijken, de vordering tot staken bevelen van 8 categorieën overtredingen van deze wet.

* Enfin, la loi du 30 juillet 1981 permet à toutes les organisations qui combattent la discrimination raciale et qui jouissent de la personnalité juridique depuis au moins 5 ans, d'ester en justice.

2. De plus, on parle constamment du retard accusé par la Belgique par rapport aux pays voisins, pour ce qui est de la protection de l'environnement. Cet argument, qui est fortement exagéré, semble effectivement s'appliquer aux possibilités des associations protectrices de l'environnement en matière de procédure.

— Tous nos voisins ont mis en place l'une ou l'autre variante du droit d'action élargi.

La législation française prévoit plusieurs cas où les droits de la partie civile peuvent également être défendus par les organisations environnementales lorsqu'elles poursuivent la réalisation de leurs buts statutaires. Les associations peuvent agir en justice lorsque le ministère public ne le fait pas et ont ainsi la possibilité d'introduire une procédure en droit pénal. Tel est notamment le cas de la loi du 15 juillet 1975 sur l'élimination des déchets et la récupération des matériaux, de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature et de la loi du 31 décembre 1976 sur l'urbanisme.

La loi luxembourgeoise du 27 juillet 1978 sur la protection de la nature introduit une « action associative » similaire.

La loi néerlandaise du 21 août 1979 portant des dispositions générales en matière d'hygiène de l'environnement permet aux organisations privées « de belangen met het oog waarop ze in het leven zijn geroepen te verdedigen in administratierechtelijke procedures ».

En Allemagne, il n'existe pas encore de droit d'action élargi pour les associations, ni en matière civile, ni en matière pénale. Quant aux juridictions administratives, les *Länder* peuvent élargir la participation des groupements environnementalistes dans le domaine de la protection de la nature et des paysages. Quatre *Länder* ont réagi en accordant un droit d'action élargi aux juridictions administratives.

— En 1979 déjà, le Conseil européen du Droit de l'Environnement adoptait une résolution qui insistait explicitement sur la nécessité d'élargir le droit d'action des associations environnementales :

« Les associations doivent être admises sous réserve des droits des intéressés et des tiers à agir ou à intervenir devant les instances de recours judiciaires ou administratives et à se porter partie civile devant les juridictions répressives... »

* Tenslotte laat de wet van 30 juli 1981 toe aan alle verenigingen die tegen rassenhaat opkomen, in rechte op te treden, mits zij 5 jaar bestaan.

2. Ten tweede heeft men voortdurend de mond vol over de achterstand van België op milieugebied t.o.v. het buitenland. Dit argument, dat sterk overtrokken is, lijkt wel te gelden inzake de procedurele mogelijkheden van milieuverenigingen.

— Al onze buurlanden kennen verschillende varianten van een verruimd vorderingsrecht.

De Franse wetgeving voorziet in een aantal gevallen dat de rechten van de burgerlijke partij ook door milieuverenigingen kunnen worden uitgeoefend wanneer deze aldus de verwezenlijking van hun statutaire doelstelling nastreven. De verenigingen kunnen in deze hoedanigheid ook optreden wanneer het openbaar ministerie dit niet doet en hebben aldus de mogelijkheid een strafrechterlijke procedure in te leiden. Dit is onder meer het geval in de wet van 15 juli 1975 op de werking van afvalstoffen en de recuperatie van materialen, de wet van 10 juli 1976 op de bescherming van de natuur, en de wet van 31 december 1976 op de stedenbouw.

De Luxemburgse wet van 27 juli 1978 op de natuurbescherming voert een gelijkaardige « action associative » in.

De Nederlandse wet van 21 augustus 1979 houdende algemene bepalingen inzake milieuhygiëne laat privaatrechtelijke organisaties toe « de belangen met het oog waarop ze in het leven zijn geroepen » te verdedigen in administratierechtelijke procedures.

In Duitsland bestaat nog geen verruimd vorderingsrecht voor verenigingen in burgerlijke of strafzaken. Inzake administratieve rechtscolleges mogen de *Länder* inzake natuurbeschoud- en landschapsbescherming de participatie van milieugroepen verruimen. Vier *Länder* hebben hierop gereageerd door een verruimd vorderingsrecht voor administratieve rechtscolleges te erkennen.

— Reeds in 1979 nam de *Conseil européen du Droit de l'Environnement* een resolutie aan, waarin duidelijk werd aangedrongen op verbreding van het vorderingsrecht van milieuverenigingen :

« Les associations doivent être admises à agir ou à intervenir devant les instances de recours judiciaires ou administratives et à se porter partie civile devant les juridictions répressives ... »

La Déclaration de clôture de la deuxième Conférence européenne sur l'environnement et les droits de l'homme, tenue à Salzbourg les 2 et 3 décembre 1980, insiste aussi sur l'introduction d'un droit d'action.

Le quatrième programme d'action de la C.E.E. stipule également que « l'existence d'organisations privées susceptibles de représenter les intérêts généraux de l'environnement, est essentielle ».

Très importante est, par ailleurs, la résolution adoptée à l'unanimité par la Conférence interparlementaire sur l'environnement organisée par l'Union interparlementaire du 26 novembre au 1^{er} décembre 1984. L'une de ses recommandations est rédigée comme suit :

« Il conviendrait de faire en sorte que les particuliers et les groupements de citoyens intéressés aient légalement le droit de saisir la justice lorsqu'une menace pèse sur l'environnement ou que des dommages lui sont occasionnés. »

Enfin, le principal argument qui fait que le contexte international nous contraint en quelque sorte à adopter un droit d'action est la proposition de directive C.E.E. concernant la responsabilité légale des dommages causés par les déchets qui sera adoptée cette année par le Conseil C.E.E. L'article 4 fait expressément référence à la défense des intérêts collectifs par des groupements ou associations. Cette directive devra être transposée en droit belge.

3. En troisième lieu, il y a lieu d'évoquer le contexte légal de la réglementation proposée. Quatre options étaient proposées.

A l'instar de certaines propositions de loi, on aurait pu introduire un article séparé dans chaque compartiment de la législation environnementale; cet article introduirait un droit d'action dans le domaine d'action concerné. Cette solution a plusieurs désavantages comme par exemple le morcellement de l'initiative.

Une seconde solution consistait à introduire — comme le faisaient d'autres propositions de loi — de nouveaux alinéas à l'article 17 du Code judiciaire, ou à l'article 18 des lois sur le Conseil d'Etat qui définit le concept « d'intérêt ». Amender ce texte uniquement pour les considérations environnementales, serait cependant déplacé.

Une troisième option aurait pu consister en l'introduction d'un nouvel article dans la loi de 1921 sur les A.S.B.L. Cette solution a été retenue initialement dans le premier projet de juin 1988. Après concertation avec la Justice, cette solution a été abandonnée, surtout en raison de l'asymétrie ainsi créée dans la loi de 1921.

De Slotverklaring van de Tweede Europese Conferentie inzake het Leefmilieu en de Rechten van de Mens te Salzburg op 2 en 3 december 1980, drong eveneens aan op de invoering van een vorderingsrecht.

Ook in het vierde E.E.G.-milieuactieprogramma wordt gesteld dat van groot belang is, « het bestaan van particuliere organisaties die kunnen worden geacht de algemene milieubelangen te vertegenwoordigen ».

Zeer belangrijk is verder de resolutie, aangenomen bij eenparigheid door de Interparlementaire Conferentie Leefmilieu, georganiseerd door de Interparlementaire Unie, van 26 november tot 1 december 1984. Eén der aanbevelingen luidt als volgt :

« Il conviendrait de faire en sorte que les particuliers et les groupements de citoyens intéressés aient légalement le droit de saisir la justice lorsqu'une menace pèse sur l'environnement ou que des dommages lui sont occasionnés. »

Tenslotte ligt het belangrijkste argument waarom in buitenlands opzicht tot het vorderingsrecht zal moeten worden overgegaan, in het voorstel van E.E.G.-richtlijn inzake de wettelijke aansprakelijkheid voor schade veroorzaakt door afvalstoffen, dat dit jaar door de E.E.G.-Raad zal worden aangenomen. Artikel 4 verwijst uitdrukkelijk naar de verdediging van collectieve belangen door groepen. Die richtlijn zal moeten worden omgezet in Belgisch recht.

3. Ten derde moet worden ingegaan op de wettelijke context waarin huidige regeling wordt ingevoerd. Ter zake werden vier opties voorgesteld.

Zoals sommige wetsvoorstellen kon eventueel, per afzonderlijke milieuwetgeving, een artikel worden ingevoerd dat het vorderingsrecht regelde voor het betrokken toepassingsgebied. Deze oplossing biedt meerdere nadelen waaronder dat van de versnippering van het initiatief.

Een tweede oplossing, zoals sommige wetsvoorstellen, had kunnen bestaan in de invoeging van nieuwe leden bij artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek of bij artikel 18 van de wetten op de Raad van State, welke de belang-vereiste definiëren. Een amendement, enkel voor milieu-aangelegenheden, zou in deze wetten echter wat « misplaatst » overkomen.

Een derde optie had kunnen zijn, een invoering van een nieuw artikel in de wet van 1921 op de V.Z.W.'s. Deze oplossing werd oorspronkelijk gekozen in het eerste ontwerp dat dateert van juni 1988. Na overleg met Justitie werd deze oplossing verlaten, hoofdzakelijk wegens de asymmetrie die aldus in de wet van 1921 zou ontstaan.

On a finalement opté pour une réglementation légale séparée et distincte, comme par exemple la loi réprimant le racisme. Cette manière de procéder est parallèle à celle adoptée par les propositions de loi introduites au cours des dernières années, que l'on peut classer parmi les plus élaborées (par exemple proposition Van Velthoven).

4. Un autre aspect qui mérite quelques commentaires est l'objectif que le projet a poursuivi au travers de toutes les versions mises au point depuis 1988; il s'agit notamment de permettre aux organisations de défense de l'environnement d'obtenir des mesures directes sans qu'il soit, en aucune manière, question pour elles de réclamer des dommages-intérêts.

En effet, si le projet permettait aux associations d'obtenir réception sur la base d'atteintes à l'environnement qui ne les touchent pas directement, on pourrait effectivement parler d'une initiative qui va à l'encontre de notre sens de la justice: un reproche que d'aucuns croient devoir alléguer à l'encontre du projet actuel. Mais tout comme la doctrine et la jurisprudence le stipulent univoquement, un dommage personnel dans le chef d'une association qui n'est pas lésée dans son patrimoine ou dans ses activités, est en fait fictif. Le présent projet n'autorise donc pas les associations protectrices de l'environnement à réclamer réparation devant le juge civil, ni à se constituer partie civile devant le juge pénal, ni d'ailleurs à citer directement devant le juge pénal.

De plus, il ne s'agit pas non plus pour les associations environnementales d'obtenir des dommages-intérêts en raison d'activités perturbant l'environnement; ce dont il s'agit, c'est de mettre, aussi rapidement que possible, un terme à ces activités. Trois méthodes permettaient de réaliser cet objectif.

Une première version du projet datant de 1988 stipulait que « les associations se proposant d'agir pour la défense de l'environnement bénéficient d'une présomption d'intérêt personnel ... ». Cette formulation reprenait la notion « intérêt personnel » au sens de l'article 17 du Code judiciaire, élevé au rang de présomption légale. Cela implique la recevabilité d'une demande en cessation, mais ne fournit pas une présomption du bien-fondé du dommage personnel.

Suivant l'avis des experts, ce libellé a été modifié dans les versions ultérieures par une formulation correspondant textuellement à la formulation claire et nette de la loi sur les unions professionnelles (art. 10, loi du 21 mars 1898) ou de la loi sur le racisme (art. 5, loi du 30 juillet 1981), et stipulait: « Les associations se proposant d'agir pour la défense de l'environnement ... peuvent agir en justice ».

Sur l'avis explicite de la Justice, on y a ajouté « en application de l'article 584 du Code judiciaire et de l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat ». La voie

Er werd dan ook gekozen voor een afzonderlijke en losstaande wettelijke regeling, zoals bijvoorbeeld deze van de wet tot bestraffing van het racisme, welke duidelijk en herkenbaar is. Deze werkwijze komt overeen met deze van die wetsvoorstellen uit de voorbije jaren, welke men als de meest uitgewerkte kan beschouwen (bijvoorbeeld voorstel Van Velthoven).

4. Een volgend aspect dat toelichting behoeft, is de bedoeling die het ontwerp in zijn verschillende versies sinds 1988 steeds heeft gehad, de milieuverenigingen toe te laten directe maatregelen te bekomen, maar in geen deelen hen toe te laten, schadevergoeding te eisen.

Inderdaad, indien het wetsontwerp de verenigingen zou toelaten, persoonlijke schadevergoeding te eisen op basis van milieufeiten die hen niet direkt raken, dan zou inderdaad van een initiatief sprake zijn dat tegen ons rechtsgevoel indruist, zoals sommigen menen te moeten aanvoeren over het huidig ontwerp. Zoals ook de rechtsleer en de rechtspraak eenduidig stellen, is een persoonlijke schade in hoofdte van een vereniging die niet geschaad werd in zijn vermogen of in zijn activiteiten in feite fictief. Het huidig wetsontwerp laat dus niet toe dat milieugroepen schade eisen voor de burgerlijke rechter, laat niet toe dat zij zich burgerlijke partij stellen voor de strafrechter, en ook niet dat zij rechtstreeks dagvaarden voor de strafrechter.

Bovendien komt het er voor de milieugroepen ook niet op aan, vergoeding te bekomen tegen milieustorende feiten, maar wel deze zo snel mogelijk stop te zetten. Aan dit objectief kon langs drie verschillende methoden worden tegemoet gekomen.

In de eerste versie van het ontwerp d.d. 1988 werd gesteld « dat de verenigingen die zich de bescherming van het leefmilieu tot doel hebben gesteld, genieten van een vermoeden — persoonlijk belang... ». Door deze formulering werd verwezen naar het begrip « persoonlijk belang » uit artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek, dat tot een wettelijk vermoeden werd verheven. Dit impliceert ontvankelijkheid van een eis tot stopzetting, maar verschaft niet een vermoeden van gegrondheid van persoonlijke schade.

Op advies van experts werd deze formulering in latere versies vervangen door een formulering die tekstueel overeenkwam met de klare formulering van de wet op de beroepsverenigingen (art. 10, wet van 21 maart 1898) of de wet tegen het racisme (art. 5, wet van 30 juli 1981), en stelde: « verenigingen, die zich de bescherming van het leefmilieu tot doel hebben gesteld..., kunnen in rechte optreden ».

Op uitdrukkelijk advies van justitie werd hieraan toegevoegd: « met toepassing van artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek en in toepassing van artikel 14

était ainsi à nouveau ouverte aux mesures en référé ou à l'appel en annulation, sans litige sur les dommages-intérêts.

Après une longue concertation avec la Justice, cette option a également été abandonnée, par crainte de problèmes d'interprétation; ceux-ci pourraient surgir dans le cas où, après une procédure en référé, l'A.S.B.L. serait citée à comparaître « sur le fond » devant le tribunal civil, par la partie défenderesse initiale.

Les possibilités d'action élargies prévues par le projet ne sont, en effet, d'application qu'en référé. De quelle possibilité sur le fond dispose l'A.S.B.L. dans la position de partie défenderesse ?

Même si, dans ce cas, l'A.S.B.L. peut être attaquée dans l'ensemble de son patrimoine par le requérant, cette formulation a été abandonnée.

La version actuelle opte pour « l'action en cessation » devant le tribunal de première instance. Ce type d'action spécifique implique une procédure au fond, contrairement à la procédure en référé qui n'introduit que des mesures provisoires en attendant la décision sur le fond. L'action en cessation bénéficie cependant des autres avantages de procédure de l'action en référé, notamment examen très rapide devant le président du tribunal de première instance (art. 1035 à 1041 du Code judiciaire). Le Conseil d'Etat n'est plus mentionné.

5. Très important: le champ d'application matériel du projet de loi: quelles sont les atteintes à l'environnement visées ?

Les versions antérieures prévoyaient un droit d'action contre tous les faits « contraires aux buts statutaires », c'est-à-dire « la défense de l'environnement ».

L'exposé des motifs précise actuellement que la sécurité juridique est mieux servie par un critère plus objectivable. Ce critère est celui selon lequel « l'acte dont la cessation peut être demandée doit être constitutif d'une violation aux dispositions des lois, décrets ou ordonnances relatifs à la protection de l'environnement ».

Les craintes relatives à un « rétrécissement » du champ d'application suite au libellé actuel ne sont pas non plus fondées. Comme l'exposé des motifs le précise, les lois, décrets, ordonnances ou règlements relatifs à la protection de l'environnement peuvent avoir trait à la qualité de l'air, du sol, de l'eau, aux déchets, au bruit, mais aussi aux réglementations en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, au classement des sites et des paysages et à la conservation de la nature. Le projet permet ainsi d'agir, par exemple,

van de wetten op de Raad van State ». Aldus werd opnieuw enkel toegang verleend tot kort gedingmaatregelen of tot het vernietigingsberoep, zonder geschil inzake schadevergoeding.

Ook deze optie werd vorig jaar, na langdurig overleg met justitie, verlaten. Interpretatiemogelijkheden zouden immers kunnen rijzen, wanneer, na de kort gedingprocedure, de betrokken V.Z.W. « ten gronde » voor de burgerlijke rechtbank zou worden gedagvaard door de oorspronkelijke verweerder.

De verruimde aktiemogelijkheid geldt immers in het ontwerp enkel voor de kort gedingprocedure. Welke aktiemogelijkheid bezit de V.Z.W. ten gronde in de positie van verweerder ?

Ook al kan worden gesteld, dat de V.Z.W. in dit geval met volle inzet van zijn vermogen aangesproken zou kunnen worden door de eiser, werd deze formulering verlaten.

De huidige versie kiest voor een zogenaamde « vordering tot staking » voor de rechtbank van eerste aanleg. Deze specifieke rechtsfiguur impliceert dat een procedure ten gronde wordt gevoerd, in tegenstelling met het kort geding dat enkel voorlopige maatregelen invoert in afwachting van het bodemgeschil. Wel geniet de vordering tot staking van de andere procedurele voordelen van de kort gedingprocedure, namelijk zeer snelle behandeling voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg (art. 1035 tot 1041 van het Gerechtelijk Wetboek). De Raad van State wordt niet langer vermeld.

5. Zeer belangrijk is de bepaling van het materiële toepassingsgebied van het wetsontwerp: welke milieufeiten kunnen worden aangevochten ?

In vroegere versies werd het vorderingsrecht verleend voor alle feiten « die tegen de statutaire doelstelling » ingingen, namelijk « de bescherming van het leefmilieu ».

Zoals de memorie van toelichting thans verduidelijkt, is de rechtszekerheid meer gediend met een duidelijk objectiveerbaar criterium. Dit criterium bestaat erin dat enkel de staking kan worden aanbevolen van een handeling, « die een overtreding is van één of meer bepalingen van wetten, decreten of verordeningen betreffende de bescherming van het leefmilieu ».

Angst voor een te grote versmalling tengevolge van huidige redactie is echter evenmin gefundeerd. Zoals de memorie stelt, kunnen de wetten, decreten, ordonnances, of verordeningen betreffende de bescherming van het leefmilieu zowel slaan op reglementering inzake bijvoorbeeld lucht, bodem, water, afval, geluid, als op reglementering inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw, klassering van landschappen, en natuurbehoud. Aldus kan, bij toepassing van huidig wetsontwerp, bijvoorbeeld worden opgetreden

contre des modifications du relief réalisées sans autorisation, contre le déboisement ou contre l'abattage d'arbres isolés à haute tige dans les espaces verts prévus par les plans d'aménagement communaux (art. 44, loi urbanisme).

6. De quelles associations s'agit-il ?

La définition des conditions de représentativité d'une association constitue, en effet, une composante essentielle du projet.

— C'est ainsi que le groupement visé doit être doté de la personnalité juridique, conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les A.S.B.L.

A l'intention des défenseurs de l'inclusion dans le projet d'associations de fait, je voudrais préciser que notre système judiciaire ne connaît que les personnes physiques et les personnes morales; la seule exception concerne les associations représentatives des employeurs et des travailleurs qui ont obtenu le droit d'action par le biais des législations précitées.

De plus, je voudrais rappeler à ceux qui jugent superflue la disposition qui précise que l'association doit être une A.S.B.L., que l'article 3 de la loi du 27 juin 1921 précise que la personnalité civile n'est acquise à l'association que si toutes les conditions quant à la forme sont remplies: publication des statuts et de la liste des administrateurs au *Moniteur belge*, publication des modifications, dépôt de la liste de membres au greffe du tribunal, renouvellement annuel de ce dépôt et mention sur tous les documents émanant de l'A.S.B.L. Nul n'ignore que les petits groupements locaux éprouvent quelque difficulté à remplir cette condition.

— En second lieu, l'A.S.B.L. doit avoir la personnalité juridique depuis trois ans au moins à la date d'intentement de l'action. Cette condition exclut la possibilité de création fictive d'A.S.B.L., ce que d'aucuns craignent à tort.

— Après concertation avec la Justice, une condition y a été ajoutée: les statuts doivent prévoir un champ d'action géographique délimité.

— Enfin, la preuve doit être faite que les activités réelles correspondent à l'objectif statutaire et qu'en d'autres mots, elles tentent de protéger l'intérêt collectif visés par l'A.S.B.L.

Cette condition a comme conséquence:

* qu'une A.S.B.L. ne peut intervenir en dehors de son champ d'activité territorial;

* qu'une A.S.B.L. locale ne peut ester en justice contre des faits dont tant les causes que les conséquences vont exclusivement au-delà du territoire local;

tegen zonder vergunning uitgevoerde aanmerkelijke reliëfwijzigingen, ontbossingen, of kappingen van alleenstaande hoogstammen in groengebieden van de gemeentelijke plannen (art. 44, wet stedenbouw).

6. Welke vereniging heeft toegang tot de rechter ?

De definitie van de voorwaarden voor representativiteit van de vereniging vormt inderdaad een belangrijk onderdeel van het ontwerp.

— Eerst en vooral moet de betrokken vereniging over rechtspersoonlijkheid beschikken, conform de wet van 27 juni 1921 op de V.Z.W.'s.

Tegenover hen die pleiten voor het opnemen van louter feitelijke verenigingen dient gezegd dat ons rechtssysteem enkel natuurlijke en rechtspersonen kent, en dat de enige uitzondering op die regel geldt ten voordele van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties, welke actiemogelijkheden voor de rechter verkregen via hierboven geciteerde wetgevingen.

Anderzijds, tegenover hen die de voorwaarde dat de vereniging een V.Z.W. moet zijn, betekenisloos vinden, dient gezegd, dat art. 3 van de wet van 27 juni 1921 bepaalt dat de vereniging haar rechtspersoon tegenover derden niet kan inroepen, indien niet aan alle vormvoorwaarden voldaan is: publikatie van de statuten en de beheerderslijst in het *Staatsblad*, publikatie van de wijzigingen, neerleggen op de griffie van de rechtbank van de ledenlijst, jaarlijks hernemen van deze neerlegging, en vermelding op alle stukken die uitgaan van de V.Z.W. Het is bekend, dat kleinere, lokale groepen vaker moeilijkheden ondervinden met dit voorschrift.

— Ten tweede dient de V.Z.W. minstens 3 jaar te bestaan op de dag waarop de vordering wordt ingesteld. Deze voorwaarde sluit totaal de mogelijkheid uit tot gelegenheids-V.Z.W.'s, zoals sommigen nog steeds ten onrechte lijken te vrezen.

— Aan deze voorwaarde van het oorspronkelijk ontwerp werd, na overleg met Justitie, de voorwaarde toegevoegd, dat in de statuten het territoriaal grondgebied moet omschreven zijn waar zijn activiteiten plaatsvinden.

— Tenslotte moet bewezen worden dat de reële bedrijvigheid overeenstemt met het statutair doel en dat deze, met andere woorden, betrekking heeft op het collectief belang dat de V.Z.W. poogt te beschermen.

De consequentie van deze voorwaarde is:

* dat een V.Z.W. niet buiten haar territoriaal gebied kan optreden;

* dat een lokale V.Z.W. geen feiten kan aanvallen die enkel boven-lokale oorzaken en enkel boven-lokale gevolgen heeft;

* qu'une A.S.B.L. dont le ressort géographique couvre par exemple toute une région, ne peut contester des faits dont tant les causes que les conséquences sont exclusivement locales.

— A un moment donné, on a proposé d'imposer un cautionnement (financier) préalable comme condition complémentaire. Celle-ci était cependant contraire à l'article 8 de la Constitution et à la Convention européenne des Droits de l'Homme. La seule exception en droit belge est le *cautio indicatum solvi*, c'est-à-dire le cautionnement pour l'étranger insolvable.

— La même remarque s'impose pour les propositions visant à imposer un agrément préalable par le pouvoir exécutif.

7. Est-ce que ce projet compromet la répression normale des délits environnementaux ?

Comme il appert du projet et de son exposé des motifs, une dérogation est prévue au principe selon lequel « le criminel tient le civil en état », afin d'éviter les décisions contradictoires.

Le fait est qu'il n'y a aucune objection à l'introduction d'une dérogation prévoyant que le juge pénal ne statue pendant la brève procédure civile, étant donné qu'il est bien établi que les actions intentées en exécution du présent projet sont instruites avec diligence et que le délai de prescription des faits mis en cause est un délai de prescription correctionnel (trois ans).

Ce n'est qu'au cas où un recours serait introduit contre une ordonnance prise sur la base du présent projet de loi, et où — à titre d'hypothèse — il s'agirait d'infractions frappées d'une peine de police (ce qui équivaut à un délai de prescription de six mois) qu'il y aurait un risque de voir l'action criminelle s'éteindre entre-temps par prescription.

A ce moment-là, une action en interruption du délai de prescription est requise afin de ne pas compromettre la procédure pénale. Mais ce risque doit toutefois être minimalisé étant donné que la plupart des infractions contre la sauvegarde de l'environnement sont des délits « permanents », qui peuvent être poursuivis aussi longtemps qu'une situation illégale persiste (par exemple un bâtiment construit). C'est la raison pour laquelle il ne faut pas donner à suite l'inquiétude manifestée par le Conseil d'Etat.

8. Le présent projet introduit-il une *actio popularis* ?

D'aucuns alléguent que le présent projet ouvre la voie à l'*actio popularis*, en d'autres mots, qu'il accorde un droit d'action à tout citoyen. Il est évident que le projet limite le droit d'action aux associations.

* dat een koepel-V.Z.W. (bijvoorbeeld voor het hele Vlaamse Gewest) geen feiten kan aanvechten die enkel lokale oorzaken en enkel lokale gevolgen hebben.

— Op een gegeven ogenblik werd voorgesteld, een voorafgaande geldelijke waarborg verplicht te stellen als bijkomende voorwaarde. Deze voorwaarde bleek onhoudbaar, aangezien ze strijdig is met artikel 8 van de Grondwet en het Europees Verdrag van de rechten van de Mens. De enige uitzondering in Belgisch recht is de *cautio indicatum solvi*, de borgstelling voor de eventuele insolvente vreemdeling.

— Hetzelfde kan worden opgemerkt voor voorstellen om een voorafgaande « erkenning » van de vereniging door de uitvoerende macht op te leggen.

7. Bedreigt dit ontwerp de normale bestrafning van milieumisdrijven ?

Zoals uit het ontwerp en zijn memorie blijkt, wordt een afwijking ingevoerd op het algemeen principe dat de uitspraak van de strafrechter voorgeht op de burgerlijke procedure, teneinde tegenstrijdige beslissingen te vermijden.

Welnu, daar het vaststaat dat vorderingen bij toepassing van dit ontwerp op zeer korte termijn kunnen worden afgehandeld, en daar de verjaringstermijn van de aangevallen milieufacten veelal een correctionele verjaringstermijn is (drie jaar), is er geen enkel bezwaar tegen een afwijkende regeling waarbij tijdens de korte burgerlijke procedure geen uitspraak van de strafrechter mogelijk is.

Slechts indien hoger beroep zou worden ingesteld tegen het bevelschrift, genomen op basis van dit wetsontwerp, en indien — bij hypothese — het zou gaan om wetsovertredingen waarop een politiestraf staat wat een verjaringstermijn van de strafvordering van zes maand betekent, dan zou het risico ontstaan dat de strafvordering intussen verjaart.

Op dat ogenblik is een handeling tot stuiting van de verjaringstermijn van de strafvordering nodig, zodat de latere strafprocedure veilig gesteld is. maar ook dit beperkte gevaar dient geminimaliseerd, daar vele milieuovertredingen « voortdurende » misdrijven zijn, waarvan vervolging steeds mogelijk is, zolang de onwettige toestand (bijvoorbeeld een opgetrokken bouwwerk) bestaat. Om die redenen kan de ongerustheid die de Raad van State in zijn advies uitsprekt, niet worden gevolgd.

8. Wordt met dit wetsontwerp een *actio popularis* ingevoerd ?

Sommigen zullen dit ontwerp bekritisieren alsof het een *actio popularis* invoert, d.w.z. een actiemogelijkheid van elke burger. Het is duidelijk dat het ontwerp het vorderingsrecht beperkt tot groeperingen.

Ce dont il s'agit, c'est d'apporter une solution aux intérêts supra-individuels, collectifs, de plus en plus nombreux qui animent notre société, et de suivre ainsi l'exemple des textes légaux pris à l'égard des unions professionnelles, des syndicats, des organisations de consommateurs et de celles qui luttent contre les discriminations raciales; ces types de considérations n'avaient pas leur place dans notre système judiciaire qui date du 19^e siècle et qui consacrait uniquement les droits de l'individu, limités à sa personne et à son patrimoine; et ceux des pouvoirs publics œuvrant pour les intérêts généraux.

Il est cependant intéressant de noter que la loi du 12 août 1911 prévoit que lorsqu'il s'agit de la restauration de la beauté des paysages dévastés par les mines et carrières, l'action en justice appartient à tout citoyen belge. Il s'agit là cependant d'un exemple unique.

9. Le projet interfère-t-il avec la mission du ministère public lorsqu'il s'agit de poursuivre les infractions aux lois?

Ce reproche, fréquemment proféré à l'encontre de projets de loi relatifs au droit d'action, n'est pas d'application ici. Comme je l'ai déjà signalé, les associations pour la défense de l'environnement ne sont pas autorisées à se constituer partie civile, ni à citer directement devant le juge répressif. La seule interférence de la procédure pénale consiste à empêcher temporairement que le juge pénal statue pendant l'instruction d'une action en cessation, en vue d'éviter les décisions contradictoires.

Afin de souligner davantage encore ce respect pour le ministère public, j'ajouterai que plusieurs versions antérieures du projet prévoyaient la présence obligatoire du ministère public, comme c'est par exemple le cas pour certains litiges sociaux. Un alinéa aurait ainsi été ajouté à l'article 764 du Code judiciaire qui prévoyait la présence du ministère public dans les affaires civiles. Cette disposition a été supprimée lorsqu'il s'est avéré que la magistrature debout n'était pas intéressée, ne fût-ce qu'en raison de la surcharge à laquelle elle doit faire face dès à présent.

10. Hormis la cessation d'un acte illégal, le juge peut-il ordonner encore d'autres mesures?

Le projet est clair : la cessation d'un acte illégal peut être ordonnée. Il peut s'agir, par exemple, de l'arrêt d'un établissement classé exploité sans autorisation ou en infraction avec les conditions d'exploitation.

Waar het om gaat, zoals inzake beroepsverenigingen, vakbonden, verenigingen tegen het racisme, en consumentenorganisaties, is dat in onze maatschappij steeds meer collectieve en boven-individuele belangen zich manifesteren, welke in ons 19^e-eeuws rechtssysteem geen plaats vonden tussen de rechten van het individu, beperkt tot zijn eigen persoon en partrimonium, en deze van de overheid, die instaat voor de algemene belangen.

Toch is het merkwaardig dat krachtens de wet van 12 augustus 1911, wanneer het gaat om het herstel van de schoonheid van landschappen, aangetast door mijnen of groeven, elke Belgische burger het herstel in de oorspronkelijke staat van de beplantingen kan eisen. Dit blijft evenwel een juridisch unicum.

9. Interfereert dit ontwerp met de taak van het openbaar ministerie de overtreding van wetten te vervolgen?

Dit vaak in het verleden gehoorde bezwaar tegen wetsvoorstellen inzake het vorderingsrecht is hier niet van toepassing. Zoals reeds hiervoor gezegd, worden milieuverenigingen niet bevoegd burgerlijke partijstelling in te dienen, noch om rechtstreeks voor de strafrechter te dagvaarden. De enige interferentie van de strafprocedure en voorgelegde vordering is, het tijdelijk beletten van een uitspraak van de strafrechter tijdens de behandeling van de vordering tot staken, teneinde tegenstrijdigheid van beslissingen te vermijden.

Teneinde dit respect voor het openbaar ministerie nog extra te onderstrepen, werd in een aantal van de voorgaande versies van het wetsontwerp, in de verplichte aanwezigheid voorzien van het openbaar ministerie, zoals bijvoorbeeld voor sommige sociale geschillen het geval is. Daartoe zou artikel 764 van het Gerechtelijk Wetboek dat in de aanwezigheid van het openbaar ministerie in burgerlijke zaken voorziet, met een lid zijn aangevuld. Toen echter bleek, dat de staande magistratuur, al was het maar om reden van de overbelasting tengevolge van haar huidige taken, hiervoor geen vragende partij was, werd dit weggelaten.

10. Kan de rechter nog andere maatregelen bevelen dan de stopzetting van een onwettige handeling?

Het ontwerp is heel duidelijk : de staking van een onwettige daad kan worden bevolen. Het betekent bijvoorbeeld de stopzetting van een hinderlijke inrichting die zonder vergunning of tegen de vergunningsvoorwaarden in, geëxploiteerd wordt.

Une première remarque s'impose cependant: de nombreux délits environnementaux ne sont pas ponctuels mais sont commis de manière permanente et restent des actes illégaux sans qu'un acte physique complémentaire doive être posé.

Quiconque a construit un bâtiment, a apporté une modification au relief ou aménagé une décharge sans respecter les dispositions légales, continue à poser des actes illégaux par le seul maintien de ces ouvrages.

Dans le cas de délits permanents, la cessation d'un acte illégal est synonyme de restauration de la situation antérieure au délit: la seule manière de faire cesser l'illégalité consiste, en effet, à éliminer l'acte physique. Cela implique que la restauration de la situation de départ peut être ordonnée.

Un second complément important est que plusieurs réglementations environnementales prévoient d'ores et déjà elles-mêmes que le juge pénal peut ordonner la restauration de la situation initiale.

C'est ainsi que la loi sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire prévoit qu'à la demande de l'autorité régionale compétente ou du collège échevinal, le juge peut ordonner la remise en état des lieux. Cette réglementation qui concerne uniquement le juge pénal, est maintenue sans préjudice aux côtés des dispositions du présent projet de loi.

11. L'imposition d'astreintes est-elle d'application?

Conformément à la loi introduisant l'astreinte, le juge peut, à la demande du requérant, condamner l'autre partie au paiement d'une astreinte afin de renforcer les dispositions d'un jugement, arrêt ou ordonnance.

Ce moyen de contrainte efficace signifie qu'une somme d'argent est due par infraction ou par unité temporelle d'infraction à l'injonction.

Le présent projet de loi ne porte pas atteinte à la loi sur l'astreinte et ne fait pas mention d'une dérogation: on peut, dès lors, estimer qu'elle est également d'application ici.

L'article 5 du projet prévoit cependant une sanction complémentaire en cas de non-respect de l'injonction.

La différence entre les deux est que, dans le premier cas, la constatation de non-respect de l'injonction aboutit automatiquement à l'imposition de l'astreinte. La sanction complémentaire prévue par le projet est moins rigoureuse, en ce sens que la constatation de l'infraction doit être suivie de poursuites pénales avec classement éventuel de l'affaire par le ministère public, pour que la partie concernée puisse être condamnée à la sanction, et ce via une nouvelle action criminelle.

Een eerste belangrijke opmerking is echter dat vele milieumisdrijven voortdurende misdrijven zijn, die, zonder dat enige bijkomende fysische daad moet worden gesteld, toch onwettelijke handelingen blijven.

Wie een onwettig bouwwerk opgetrokken heeft, een onwettige reliëfswijziging heeft uitgevoerd, een onwettig afvalstort heeft aangelegd, blijft inderdaad door de loutere instandhouding een onwettige daad stellen.

Bij deze voortdurende misdrijven is stopzetting van een onwettige daad synoniem met herstel in de vorige toestand: de enige wijze om de onwettigheid te staken is inderdaad het verwijderen van de fysische ingreep. Bij dergelijke gevallen zal de toepassing van huidig ontwerp dus onvermijdelijk impliceren dat herstel in de vorige toestand kan worden bevolen.

Een tweede belangrijke aanvulling bestaat erin, dat een aantal milieureglementeringen zelf reeds bepalen dat een herstel in de vorige toestand door de strafrechter kan worden bevolen.

Zo bepaalt de wet op de stedenbouw en de ruimtelijke ordening, dat, op voorwaarde dat dit gevorderd wordt door de bevoegde gewestelijke overheid of door het schepencollege, de rechter het herstel in de vorige toestand kan bevelen. Deze regeling, welke enkel voor de strafrechter geldt, blijft onverkort bestaan naast huidige wettelijke regeling.

11. Is de dwangsom hier toepasbaar?

Krachtens de wet tot invoering van de dwangsom kan, indien dit door de eiser gevorderd is, de rechter een dwangsom opleggen om de uitvoering van hetgeen bij vonnis, arrest of bevelschrift is bevolen, kracht bij te zetten.

Dit zeer efficiënte dwangmiddel houdt in dat per tijdseenheid overtreding van het rechterlijk bevel, of per overtreding, een geldsom verschuldigd is.

Huidig wetsontwerp laat de wet op de dwangsom zelf onverkort, en vermeldt geen afwijking, zodat er moet van uit worden gegaan dat zij ook hier van toepassing is.

Het ontwerp heeft in zijn artikel 5 toch in een eigen supplementaire sanctie voorzien bij niet-naleving van het rechterlijk bevel.

Het verschil tussen beide is, dat in het eerste geval de officiële vaststelling dat het bevel niet nageleefd wordt automatisch leidt tot het verschuldigd zijn van de dwangsom. De bijkomende sanctie van het wetsontwerp is daarentegen zwakker in dit opzicht dat, nadat een overtreding is vastgesteld, een strafvervolgging, met mogelijke seponering door het openbaar ministerie nodig is opdat tot de sanctie zou kunnen worden veroordeeld, en dit via een nieuwe strafzaak.

Les deux possibilités sont ainsi mises en place.

12. L'action des groupements de défense de l'environnement, sur la base du présent projet, ne contre-carre-t-elle pas la mission de contrôle des autorités ?

D'aucuns alléguèrent que le projet porte atteinte au monopole des autorités pour ce qui est du contrôle du respect de la législation en matière d'environnement, et que l'ensemble de la politique de surveillance et de contrôle dans ce domaine est aussi compromis.

Le raisonnement n'est pas fondé. Faut-il, en effet, répéter que les pouvoirs publics (qui manquent d'ailleurs d'effectifs pour remplir cette mission de manière efficace) ne sont pas en mesure de faire face au grand nombre d'infractions au droit de l'environnement ?

Tout récemment, d'aucuns ont estimé qu'en ce qui concerne la législation environnementale, la surveillance est encore moins sévère que par le passé, surtout en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire (il s'agissait de la Région flamande).

Nous ne pouvons qu'accueillir favorablement les propositions de l'Exécutif flamand visant à améliorer la situation.

Cela n'empêche pas que les actions des groupements de défense de l'environnement seront un complément utile s'il en est, mais pas plus que cela.

Toute loi-cadre, tout décret-cadre en matière d'environnement contient, en effet, des dispositions qui permettent à l'autorité compétente de prendre — sans passer par le juge et, le cas échéant, immédiatement — les mesures nécessaires pour faire cesser une situation inacceptable, qu'il s'agisse d'une infraction ou d'une menace pour l'environnement ou la santé publique. Cette intervention est potentiellement très rapide et très efficace. Le présent projet contraint les groupements de défense de l'environnement à passer par le juge. Ils restent donc au second rang; en première ligne nous trouvons l'instance qui doit s'y trouver: l'autorité chargée du contrôle.

13. Les tribunaux ne seront-ils pas submergés d'actions en cessation ?

L'expérience acquise par l'application des lois spéciales accordant un droit d'action à certaines associations, prouve le contraire. C'est ainsi que les organisations représentatives des travailleurs, des employeurs et des travailleurs indépendants n'ont fait usage qu'une seule fois du droit d'action qui leur est confié par la loi sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes (loi de réorientation économique du 4 août 1978) (voir l'affaire Cockerill-Bekaert).

Beide mogelijkheden staan thans naast elkaar ter beschikking.

12. Doorkruist het optreden van de milieuverenigingen, op grond van dit ontwerp, de controlerende taak van de overheid ?

Sommigen zullen misschien stellen dat de monopoliepositie van de overheid inzake toezicht op de naleving van de milieuwetgeving hier aangetast wordt, en dat het toezichtsbeleid door milieuverenigingen zou kunnen worden doorkruist.

Deze redenering is volkomen ongegrond. Het probleem van het groot aantal milieuovertredingen waartegen de overheid, welke steeds zwaar onderbeïnvloed is geweest, niet is opgewassen, is genoegzaam bekend.

Recent werd zelfs beklemtoond in het Vlaams Gewest, dat vooral inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw, het toezicht nog verzwakte ten overstaan van vroeger in plaats van versterkte.

De voorstellen welke door de Vlaamse Regering zijn gedaan om het toezicht op milieuovertredingen aanzienlijk te verbeteren, kunnen niet enkel dan zeer positief worden begroet.

Dit neemt niet weg dat het optreden van milieugroepen een nuttige aanvulling zal kunnen vormen, al zal het ook nooit meer kunnen zijn dan een aanvulling.

Immers, elke kaderwetgeving of kaderdecreet inzake leefmilieu bevat bepalingen, welke de overheid toelaat, zonder via de rechter te passeren, desnoods onmiddellijk, handelingen tot stopzetting uit te voeren, bij overtreding maar ook vaak bij louter bedreiging voor het milieu of de volksgezondheid. Deze tussenkomst is potentieel zeer snel en zeer efficiënt. Huidig wetsontwerp noodzaakt de milieugroepen via de rechter te passeren. Zij blijven dus duidelijk op de tweede plaats, en de hoofdverantwoordelijkheid berust waar hij dient te berusten: bij de controlerende overheid.

13. Zullen de rechtbanken niet worden overspoeld door vorderingen tot staking vanwege milieugroepen ?

De ervaring met de bijzondere wetten, die dit recht al toekenden aan bepaalde verenigingen, spreekt zulks tegen. Zo hebben de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties en organisaties van zelfstandigen tot hiertoe slechts éénmaal gebruik gemaakt van hun recht om de wet op de gelijke behandeling van mannen en vrouwen (wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering) te doen toepassen (zie het geval Cockerill-Bekaert).

Les associations de consommateurs n'ont eu, à leur tour, que rarement recours à l'article 57 de la loi sur les pratiques commerciales.

Il en est de même pour le droit d'action institué par la loi sur la xénophobie.

Cette constatation est confirmée aux Pays-Bas où l'on évolue vers un droit d'action élargi pour toutes les associations (pas uniquement celles qui défendent l'environnement).

Tous les exemples à l'étranger corroborent la thèse selon laquelle l'élargissement du droit d'action ne mène pas à la multiplication d'actions intempestives.

La situation financière et logistique précaire de nombreux groupements de défense de l'environnement est bien connue. Les frais d'instance sont relativement élevés et constituent un sérieux obstacle sur la voie de ces associations.

Si la requête n'est pas fondée, l'association sera condamnée au paiement des frais de procédure. De plus, une demande reconventionnelle en réparation peut toujours être introduite à la suite d'un procès jugé téméraire et vexatoire.

Les conditions prérappelées limitent le droit d'action et la situation telle qu'elle se présente à l'étranger se vérifiera davantage encore chez nous.

II. EXPOSE INTRODUCTIF DU REPRESENTANT DU PREMIER MINISTRE: EXAMEN JURIDIQUE DE LA PHILOSOPHIE DU PROJET DE LOI

a) Point de départ

Le droit pénal traditionnel semble en quelque sorte faire défaut quand il s'agit de dénoncer des infractions dans le domaine de la protection de l'environnement dans la phase initiale et de faire cesser effectivement les actes dommageables. Nombreux, cependant, sont les rapports sur les problèmes de l'environnement (comme le rapport Brundtland) qui soulignent qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Ainsi les procédures en ce qui concerne les perturbations de l'environnement devraient avoir un but extrêmement préventif, de sorte qu'une action immédiate puisse intervenir dès le premier acte matériel et qu'il puisse être mis fin à cet acte.

On ne peut, par exemple, pas perdre de vue que les entreprises malhonnêtes (qui constituent une minorité) seraient vite tentées de faire des calculs prudents imprévoyants. L'éventuelle condamnation per-

Ook bij consumentenzaken, hebben consumentenorganisaties tot nu toe een zeer bescheiden gebruik gemaakt van artikel 57 van de wet op de handelspraktijken.

Hetzelfde geldt voor het vorderingsrecht krachtens de wet op de xenofobie.

In Nederland wordt deze ervaring van officiële zijde bevestigd en thans gaat men naar een verruimd vorderingsrecht voor alle verenigingen in plaats van alleen milieuverenigingen.

Ook ten aanzien van andere buitenlandse voorbeelden werd vastgesteld dat de verruiming van de toegang tot de gerechten niet leidt tot « the often predicted flooding of the courts with too numerous or capricious cases ».

De precare financiële en logistieke situatie van vele milieuverenigingen is ten overvloede bekend. De proceskosten en kosten van verdediging vormen voor deze verenigingen meestal reeds zo'n hoge drempel, dat rechtsvorderingen slechts met grote bedachtzaamheid zullen worden ingesteld.

Blijkt de eis ongegrond, dan wordt de vereniging veroordeeld tot de proceskosten. Bovendien kan steeds een tegenvordering tot schadevergoeding worden ingesteld wegens tergend en roekeloos geding.

De hierboven beschreven voorwaarden limiteren het vorderingrecht, zodat de buitenlandse ervaring alleen nog sterker zal gelden in ons land.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE VERTEGENWOORDIGER VAN DE EERSTE MINISTER: JURIDISCH ONDERZOEK VAN DE FILOSOFIE VAN HET ONTWERP VAN WET

a) Uitgangspunt

Het traditionele strafrecht blijkt enigszins te kort te schieten wanneer het erop aankomt milieuovertredingen in hun vroegste fase aan het licht te brengen en efficiënt stil te laten leggen. Tal van rapporten inzake de leefmilieuproblematiek (zoals het Brundtlandrapport) leggen er nochtans de nadruk op dat voorkomen beter is dan genezen. De procestechnieken inzake milieuverstoringen zouden dus zo preventief mogelijk moeten worden gericht, zodat ze een onmiddellijk ingrijpen vanaf de eerste materiële handeling mogelijk maken, zodanig dat deze handeling kan worden stilgelegd.

Nu blijken de (minderheid van) malafide bedrijven vlug geneigd te zijn om een kortzichtige bedrijfs-economische rekening te maken: de eventuele persoonlijke veroordeling van de aansprakelijke be-

sonnelle des chefs d'entreprise responsables, plusieurs années après le délit, ne les empêche pas, ou si peu, de commettre des infractions à la réglementation relative à la protection de l'environnement.

En outre, la constatation s'impose que les autorités chargées d'entamer des poursuites (police, gendarmerie, parquets) sont déjà très occupées par la poursuite des infractions aux dispositions relatives à la protection de l'environnement, qui ont été constatées. Outre les dénonciations des services régionaux de contrôle, ces autorités ne disposent pas de beaucoup de moyens leur permettant de relever des infractions à la réglementation relative à la protection de l'environnement au stade initial. Pourtant, cela revêt une importance primordiale: si on peut faire cesser immédiatement cette infraction, beaucoup de dégâts au bien commun qu'est l'environnement, pourront être évités.

Le présent projet de loi prévoit une procédure soumise à des conditions strictes, ayant précisément pour objet la dénonciation et la cessation des infractions à la réglementation relative à la protection de l'environnement. Il va de soi que les associations protectrices de l'environnement auront un rôle à jouer en la matière, vu le nombre d'initiatives similaires à l'étranger.

b) Evolution de la procédure au vingtième siècle

Au 19^e siècle, le procès civil était conçu comme un combat entre deux citoyens individuels étant égaux devant la loi. Dans son ouvrage de base sur le droit judiciaire civil, le professeur Albert Fettweiss a décrit l'évolution inévitable que cette interprétation individualiste du procès a subie: dans le domaine du droit judiciaire, le vingtième siècle a été caractérisé par l'acceptation de droits et d'obligations de collectivités. Le professeur Fettweiss considérait la reconnaissance à part entière du droit d'action de collectivités comme la fin inévitable de cette évolution.

Le projet de loi qui a été déposé ne va manifestement pas si loin. Il ne porte pas atteinte au monopole dont le parquet dispose en matière de poursuites. Contrairement à ce que le titre laisse présager, le projet ne se prononce même pas dans la discussion sur le concept « intérêt ». On sait qu'à cet égard le Conseil d'Etat et la Cour de cassation souscrivent à des opinions diamétralement opposées. Le projet ne saurait pas être entendu comme une réprobation de la jurisprudence du Conseil d'Etat, ni comme une réprobation de la jurisprudence de la Cour de cassation (l'arrêt Eikendaal). Le projet ne prend pas de position dans cette discussion, en instaurant une procédure *ad hoc*, limitant rigoureusement le mode d'application et les conditions de recevabilité.

Le projet rejoint donc bon nombre d'autres réglementations accordant un droit d'action à des associations, comme par exemple:

drijfsleiders vele jaren na de inbreuk weerhoudt hen er niet of nauwelijks van milieuovertredingen te begaan.

Daarnaast moet ook vastgesteld worden dat de vervolgingsinstanties (politie, rijkswacht, parketten) reeds de handen vol hebben met het vervolgen van vastgelegde milieu-overtredingen. Naast aangiftes van bevoegde gewestelijke controlediensten beschikken deze instanties over weinig hulpmiddelen om milieu-overtredingen in hun vroegste fase aan het licht te brengen. Zoals gezegd is deze vroegste fase nochtans van het allergrootste belang: als de milieu-overtreding onmiddellijk kan worden stopgezet, kan veel schade aan het gemeenschappelijke goed « milieu » voorkomen worden.

Het neergelegde wetsontwerp voorziet in een aan strikte voorwaarden onderworpen procedure die precies dit aan het licht brengen en laten stilleggen van milieuovertredingen tot doel heeft. Dat daarbij een rol wordt toegekend aan de milieuverenigingen ligt, gezien de talrijke gelijkaardige initiatieven in het buitenland, voor de hand.

b) Evolutie van het procesrecht in de twintigste eeuw

In de 19^e eeuw werd het burgerlijk proces opgevat als een gevecht tussen twee gelijke individuele burgers. In zijn standaardwerk over het burgerlijk procesrecht beschreef Prof. Albert Fettweis de onvermijdelijke evolutie die deze individualistische interpretatie van het proces heeft ondergaan: de twintigste eeuw werd op procesrechtelijk vlak gekenmerkt door de aanvaarding van rechten en plichten van collectiviteiten. Professor Fettweis zag de volledige erkenning van het vorderingsrecht voor collectiviteiten als onvermijdelijk eindpunt van die evolutie.

Het neergelegde wetsontwerp gaat duidelijk minder ver. Het ontwerp doet geen afbreuk aan het vervolgingsmonopolie van het parket. In tegenstelling tot wat de titel doet vermoeden neemt het ontwerp zelfs geen stelling in in de discussie over het begrip « belang ». Zoals bekend huldigen de Raad van State en het Hof van Cassatie hierover diametraal tegenovergestelde opvattingen. Het ontwerp kan noch als een afkeuring van de rechtspraak van de Raad van State, noch als een afkeuring van de rechtspraak van het Hof van Cassatie (het arrest Eikendaal) begrepen worden. Het ontwerp is volledig vreemd aan deze discussie doordat het een *ad hoc*-procedure invoert, waarbij de toepassingsmogelijkheden en de ontvankelijkheidsvoorwaarden zeer streng worden beperkt.

Dit ontwerp sluit dan ook aan bij tal van andere regelingen waarin aan verenigingen een vorderingsrecht wordt toegekend, zoals bijvoorbeeld:

— le droit d'action des syndicats (lois du 20 septembre 1948, du 10 juin 1952, du 5 décembre 1968, du 4 août 1978);

— le droit d'action d'associations défendant les droits de l'homme ou luttant contre la discrimination raciale, qui est même le droit de saisir la juridiction répressive (loi du 30 juillet 1981);

— le droit d'action de groupements et d'associations professionnels ou interprofessionnels ayant pour but la défense des intérêts des consommateurs dans le cadre de la cessation des pratiques commerciales (loi du 14 juillet 1971; le projet de loi déposé par le Gouvernement relatif à la publicité trompeuse en ce qui concerne les professions libérales (Doc. Parl., Sénat, 1990-1991, 1234-1) ne maintient même pas la condition de la personnalité juridique).

Il est remarquable qu'en comparaison avec les possibilités d'action mentionnées ci-dessus, le présent projet apparaisse comme le plus restrictif en matière de conditions que les associations doivent remplir.

c) Les divergences d'idées entre les juridictions supérieures belges

Une initiative législative en matière de droit d'action des associations protectrices de l'environnement s'impose, ne fût-ce que pour rétablir la logique interne du système juridique. En effet, nous nous retrouvons dans une situation équivoque (droit administratif contre droit civil), qui se fait sentir de plus en plus nettement en raison des améliorations récentes et projetées de la procédure administrative.

Actuellement, les décisions des pouvoirs publics faisant l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat, pour violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution, sont automatiquement suspendues. En outre le Conseil des ministres a récemment approuvé un projet de loi visant à autoriser le Conseil d'Etat à statuer en référé, de sorte que le Conseil puisse ordonner que la décision d'exécution soit suspendue (tout comme le projet concernant le droit d'action des associations protectrices de l'environnement, ce projet figure sur la liste du 22 avril 1991 des projets prioritaires soumis à la délibération du Parlement). Vu la jurisprudence actuellement en vigueur, les associations protectrices de l'environnement sont donc autorisées à obtenir d'un juge la cessation de tout acte des pouvoirs publics qui serait contraire à la législation en matière d'environnement. En l'absence d'une action du législateur, les associations protectrices de l'environnement resteraient privées de cette possibilité à l'égard des entreprises privées. On se retrouverait alors devant cette situation illogique : les infractions à la législation relative à l'environnement commises

— de vorderingsbevoegdheid voor vakbonden (wetten van 20 september 1948, 10 juni 1952, 5 december 1968, 4 augustus 1978);

— de bevoegdheid van verenigingen die de rechten van de mens verdedigen of de rassendiscriminatie bestrijden om vorderingen aanhangig te maken, zelfs voor de strafrechter (wet van 30 juli 1981);

— het vorderingsrecht voor belanghebbende beroeps- of interprofessionele groeperingen en verenigingen die de verdediging van de belangen van de verbruikers tot doel hebben in het kader van de staking van handelspraktijken (wet van 14 juli 1971; in het door de Regering neergelegde ontwerp van wet betreffende de misleidende reclame inzake de vrije beroepen (Parl. St., Senaat, 1990-1991, 1234-1) wordt zelfs de voorwaarde van de rechtspersoonlijkheid niet langer gesteld).

Het valt op dat het door de Regering ingediende ontwerp in vergelijking met de hierboven aangehaalde vorderingsmogelijkheden, als het meest restrictieve naar voor komt wat de aan verenigingen opgelegde voorwaarden betreft.

c) Het verschil van mening tussen België's hoogste rechtscolleges

Er is dringend nood aan een wetgevend initiatief inzake het vorderingsrecht voor leefmilieuverenigingen, al was het maar om de interne logica van het juridisch systeem te herstellen. We zijn immers in een dubbelzinnige situatie (administratief recht contra burgerlijk recht) terecht gekomen, die zich door toedoen van recente en geplande verbeteringen van de administratieve procedure steeds scherper doet gevoelen.

Op dit ogenblik worden overheidsbeslissingen waartegen op basis van schending van de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet een beroep bij de Raad van State wordt ingesteld, automatisch geschorst. De Ministerraad heeft bovendien recentelijk een wetsontwerp goedgekeurd dat de bedoeling heeft om aan de Raad van State een echte kort geding-bevoegdheid te geven zodat de Raad alle nodige maatregelen zal kunnen bevelen om een uitvoeringshandeling te blokkeren (dit ontwerp is net als het ontwerp betreffende het vorderingsrecht voor milieuverenigingen opgenomen in de lijst van prioriteiten inzake behandeling door het Parlement van 22 april 1991). Gezien de geldende rechtspraak krijgen de leefmilieuverenigingen dus de mogelijkheid om van de rechter de staking te bekomen van een handeling van de overheid die strijdig zou zijn met de leefmilieureglementering. Zonder ingrijpen van de wetgever, zouden de leefmilieuverenigingen die mogelijkheid blijven ontberen ten aanzien van de private ondernemingen. Men komt dan voor de onlogische situatie te staan dat de milieuovertredingen van particulieren

par des personnes privées ne peuvent pas être arrêtées à la requête des associations protectrices de l'environnement, tandis que ce moyen leur serait ouvert en ce qui concerne les infractions des autorités publiques à la législation relative à la protection de l'environnement, susceptibles d'un recours devant le Conseil d'Etat. Les autorités créeraient ainsi une situation dans laquelle les personnes privées auraient plus de moyens d'action contre les infractions des pouvoirs publics à la législation en matière d'environnement que contre des délits commis par des personnes privées. Ce renversement illogique du « privilège du préalable » n'est guère défendable.

Il semble qu'en rédigeant ce projet, on se soit rendu compte de la gravité de cette contradiction, mais apparemment on n'a pas voulu aller contre l'arrêt Eikendaal de la Cour de cassation ni contre les points de vue à l'égard du droit d'action qui y sont reflétés. On a opté pour la formule avancée par le professeur Hubert Bocken dans son étude faisant autorité sur ce sujet *Het aansprakelijkheidsrecht als sanctie tegen de versterking van het leefmilieu* (Interuniversitair Centrum voor Rechtsvergelijking, 1979, Bruxelles, Bruylant, 500 p.), à savoir l'action en cessation. Cette formule présente l'avantage de pouvoir être acceptée par les experts en droit de la procédure. En outre, des conditions très strictes de recevabilité ont été imposées, pour éviter un afflux d'actions devant les tribunaux. A l'égard de ce dernier problème, il faut prendre en considération deux autres éléments :

— outre de nombreuses procédures devant le Conseil d'Etat, les associations protectrices de l'environnement ouvrent actuellement beaucoup de procédures devant le tribunal civil. Souvent les juridictions inférieures rejettent la jurisprudence de la Cour de cassation, de sorte que le ministère public se voit obligé d'interjeter appel, voire de se pourvoir en cassation. Si le Parlement vote le projet de loi, il sera probablement mis fin à ces procédures désordonnées (car non réglementées);

— l'expérience acquise lors de la mise en œuvre de projets semblables à l'étranger démontre que la crainte de voir les tribunaux submergés de demandes n'est pas justifiée.

d) Conclusion

En bref, on peut dire qu'il s'agit d'un projet équilibré, qui rétablit la logique du système juridique, sans s'opposer aux conceptions traditionnelles de la procédure. L'adoption de ce projet se situerait entièrement dans le prolongement de la reconnaissance du droit fondamental d'association (article 20 de la Constitution) et de l'importance croissante d'un environnement sain (qui figure également en tant que droit fondamental dans la proposition de révision du

op vraag van milieuverenigingen niet kunnen gestaakt worden terwijl dit wel kan ten aanzien van inbreuken op de milieureglementering van de overheid, waartegen een beroep kan ingesteld worden bij de Raad van State. De overheid zou dus een situatie creëren waarbij er voor de particulieren meer proceduremogelijkheden openstaan tegen de eigen milieuovertredingen van de overheid dan tegen de milieuovertredingen van particulieren. Deze onlogische omkering van *le privilège du préalable* is moeilijk vol te houden.

Bij het redigeren van dit ontwerp lijkt men zich wel bewust geweest te zijn van de ernst van deze tegenstelling, maar is men klaarblijkelijk toch niet in willen gaan tegen het arrest Eikendaal van het Hof van Cassatie en de daarin gehuldigde opvattingen over het belang om een rechtsvordering in te stellen. Er werd gekozen voor een formule die door professor Hubert Bocken in zijn gezaghebbende studie « Het aansprakelijkheidsrecht als sanctie tegen de versterking van het leefmilieu » (Interuniversitair Centrum voor Rechtsvergelijking, 1979, Brussel, Bruylant, 500 blz.) naar voren werd geschoven, met name de vordering tot staking. Deze formule biedt het voordeel dat zij ook aanvaardbaar is voor de traditionele procesjuristen. Bovendien werden strenge ontvankelijkheidsvereisten opgelegd om een toeloop naar de rechtbanken te voorkomen. Wat dit laatste probleem betreft dient men ook oog te hebben voor twee andere elementen :

— op dit moment leiden de leefmilieuverenigingen naast tal van procedures voor de Raad van State ook veel procedures voor de burgerlijke rechtbank in. Meermaals verwerpen de lagere rechters de rechtspraak van cassatie, zodat het openbaar ministerie in hoger beroep en soms zelfs in cassatie dient te gaan. Als het Parlement het regeringsontwerp aanneemt zal er waarschijnlijk een einde komen aan deze « wilde » (want: niet geregelmenteerde) procedures;

— de ervaring met de invoering van gelijkaardige ontwerpen in het buitenland toont aan dat de vrees voor een overrompeling van de rechtbanken ongegrond is.

d) Besluit

Samenvattend kan gesteld worden dat het hier gaat om een evenwichtig ontwerp dat de logica van het rechtssysteem herstelt, zonder in te gaan tegen de traditionele opvattingen van het procesrecht. De goedkeuring van dit ontwerp zou volledig in het verlengde liggen van de erkenning van het grondrecht van vereniging (art. 20 van de Grondwet) en het toenemend belang van een gezond leefmilieu (dat eveneens als een grondrecht is opgenomen in het voorstel

titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux, déposée par le sénateur Arts, Doc. Parl., Sénat, S.E. 1988, 100-10/5°).

III. DISCUSSION GENERALE

Dans un premier stade, un commissaire aimerait savoir ce qui se passe lorsqu'une action en annulation est terminée. Le Gouvernement a-t-il contourné le problème qu'a créé l'arrêt de la Cour de cassation dans tous les autres textes légaux cités, par exemple pour ce qui est des mutualités qui agissent dans l'intérêt de leurs membres?

Le représentant du Premier Ministre rappelle que le Gouvernement a voulu faire preuve de réalisme, en se demandant s'il était justifié de s'opposer à l'arrêt en question. La réponse a été négative; il est possible d'agir d'une autre manière.

Lorsque l'environnement a été perturbé, c'est le droit commun qui s'applique: cela signifie, en l'occurrence, que c'est au parquet d'intervenir; il n'est pas porté atteinte à ce monopole.

Le représentant du Ministre de la Justice répond qu'il doit en tout cas s'agir d'une violation de la législation et qu'on vise une intervention d'une certaine durée.

Il convient de constater que, comparées à d'autres matières, les questions d'environnement sont difficiles à définir.

Le représentant du Secrétaire d'Etat confirme que l'élément de prévention que comporte le projet est fort important. Il faut faire une distinction entre les délits instantanés et les délits continus en matière d'environnement. Cette dernière catégorie de délits peut donner lieu à des actions en cessation et au rétablissement de la situation initiale.

L'intervenant constate qu'il s'agit toutefois d'actes pouvant être interrompus à l'exclusion de tous les autres. En outre, il convient de noter que le législateur n'éprouve pas les mêmes difficultés à aller à l'encontre de la théorie de la Cour de cassation lorsqu'il s'agit des mutualités, mais qu'on invoque celle-ci lorsqu'il s'agit des associations protectrices de l'environnement.

Le sénateur renvoie à l'avis du Conseil d'Etat sur la proposition de loi de MM. Coëme et Dierickx. L'initiative législative prise par le sénateur est basée sur cette proposition.

L'action en cessation est intéressante, mais une solution plus globale consisterait à permettre, sous des conditions déterminées, à certaines associations protectrices de l'environnement de défendre l'intérêt général.

tot herziening van titel II van de Grondwet, door invoering van een artikel 24bis betreffende de sociale en economische rechten, neergelegd door senator Arts, Parl. St., Senaat, B.Z. 1988, 100-10/5°).

III. ALGEMENE BESPREKING

In een eerste bespreking wenst een interveniënt te vernemen wat er gebeurt wanneer een vernietigingsproces voltooid is. Is de Regering het probleem dat ontstaan is na het arrest van het Hof van Cassatie in alle andere legale teksten die werden geciteerd uit de weg gegaan, bijvoorbeeld inzake het optreden van de ziekenfondsen in het belang van hun leden?

De vertegenwoordiger van de Eerste Minister herinnert eraan dat de Regering een nuchtere houding heeft willen aannemen en namelijk heeft onderzocht of het verantwoord is tegen bedoeld arrest in te gaan. Hierop werd op negatieve wijze geantwoord, er kan op een andere manier worden opgetreden.

Wanneer een verstoring van het leefmilieu heeft plaatsgevonden, is het gemeen recht van toepassing, dit wil zeggen dat in dat geval het parket moet optreden; aan dat monopolie wordt geen afbreuk gedaan.

De vertegenwoordiger van de Minister van Justitie antwoordt dat het in elk geval gaat om een schending van de wetgeving en een optreden van een zekere duur wordt beoogd.

Wat betreft de vergelijking met andere wetten moet worden opgemerkt dat de milieumaterie moeilijk kan worden gedefinieerd.

De vertegenwoordiger van de Staatssecretaris bevestigt dat het element van de preventie in het ontwerp belangrijk is. Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen aflopende en voortdurende milieumisdrijven. Deze laatste categorie impliceert het toekennen van een vordering tot staken en het herstel in de vorige toestand.

De interveniënt stelt vast dat het evenwel gaat om handelingen die kunnen worden onderbroken met uitsluiting van alle andere. Bovendien moet worden vastgesteld dat de wetgever niet dezelfde moeilijkheden heeft om in te gaan tegen de theorie van het Hof van Cassatie als het gaat om ziekenfondsen, doch zulks wordt ingeroepen als het gaat om milieubewegingen.

De senator verwijst naar het advies van de Raad van State op het wetsvoorstel Coëme en Dierickx. Het wetgevend initiatief dat de senator heeft genomen is gegrond op bedoeld voorstel.

De vordering tot staking is interessant doch de gehele problematiek zou vollediger zijn indien het mogelijk zou zijn dat, onder bepaalde voorwaarden, sommige milieuverenigingen zouden kunnen optreden ter behartiging van een algemeen belang.

Un membre déclare que l'on peut difficilement contester l'opportunité du projet; le problème qui se pose en la matière doit être réglé de la meilleure façon possible. Il faut toutefois constater que la mise au point juridique n'a pas été particulièrement simple; dans son introduction, le Secrétaire d'Etat a d'ailleurs rappelé qu'il a fallu deux ans au Gouvernement pour intégrer ce projet dans un cadre juridique général.

Longtemps, la Commission sénatoriale de la Justice s'est opposée à l'octroi d'un droit d'action aux associations. Cela est apparu notamment lorsque l'intervenant a déposé une proposition visant à permettre aux associations d'intenter une action en cas de viol, proposition à laquelle aucune suite n'a été donnée.

Le membre est en tout cas partisan de telles actions. Toutefois, lorsqu'on substitue ou qu'on ajoute une action à l'action publique, en créant une action autonome en cessation, on franchit un stade supplémentaire. En effet, il est tout à fait exceptionnel que notre législation confère le droit d'intenter une action au civil en vue d'obtenir la cessation d'un acte.

Il est certain que le souci doit être de pouvoir intervenir rapidement et efficacement. Cependant, on doit veiller à ce que les tribunaux ne soient pas surchargés d'actions manifestement mal fondées ou fondées uniquement sur des aspects moins importants et ne tenant pas compte des aspects économiques et sociaux.

Un autre souci doit être d'objectiver le mieux possible le champ des poursuites.

Le projet répond en tout cas pleinement à la seconde préoccupation, puisque l'intervention est limitée à la violation de la législation concernée, ce qui constitue effectivement une objectivation justifiée.

Pour garantir le caractère sérieux des associations, il existe évidemment plusieurs systèmes, mais qui présentent tous des imperfections. Un premier système, auquel le projet recourt d'ailleurs, concerne la durée d'existence de l'association. On peut avoir des doutes sur le point de savoir si l'on peut considérer cela comme une garantie suffisante. L'intervenant est d'accord pour dire qu'il est nécessaire que l'association soit sérieuse, mais il n'est pas certain que la durée de son existence puisse constituer une garantie suffisante à cet égard.

Un deuxième système, tout aussi imparfait, pourrait être basé sur le nombre des membres affiliés à l'association. Le défaut est que ce système permet de recruter un grand nombre de membres à l'occasion d'un événement important qui vient de se produire.

Een lid bevestigt dat de opportuniteit van het ontwerp moeilijk kan worden betwist; het gerezen probleem ter zake dient op een zo degelijk mogelijke manier te worden opgelost. Wel moet worden vastgesteld dat de juridische uitwerking niet zeer eenvoudig is geweest; in haar inleiding heeft de Staatssecretaris er trouwens aan herinnerd dat de voorbereiding in de schoot van de Regering twee jaar heeft geveerd ten einde dit ontwerp in te schakelen in een algemeen juridisch kader.

Gedurende geruime tijd is de Senaatscommissie voor de Justitie gekant geweest tegen het toekennen van een vorderingsrecht aan verenigingen. Dit is onder meer gebleken toen het lid een voorstel had ingediend om verenigingen te laten optreden in geval van verkrachting, waarop evenwel niet werd ingegaan.

Het lid is in elk geval voorstander van dergelijke vorderingen. Wanneer men evenwel een vordering in de plaats laat treden van of toevoegt aan de publieke vordering, namelijk het creëren van een autonome vordering tot staking, wordt daardoor een bijkomend stadium overschreden; het is immers zeer uitzonderlijk dat onze wetgeving een recht toekent om burgerrechtelijk op te treden met het oog op het bekomen van de staking van een handeling.

Het is evident dat de bekommernis moet uitgaan naar de efficiëntie en de vlugheid van optreden. Nochtans moet ervoor worden gewaakt dat de rechtbanken niet worden overbelast met kennelijk slecht gegronde vorderingen of vorderingen die enkel zijn gegrond op minder belangrijke aspecten en geen rekening houden met de economische en sociale aspecten.

Een andere zorg bestaat erin dat zo goed als mogelijk moet worden gestreefd naar het objectiveren van de klachtengebieden.

Het ontwerp beantwoordt in elk geval ten volle aan de tweede bekommernis. Het optreden wordt inderdaad beperkt tot de schending van de desbetreffende wetgeving, hetgeen inderdaad geldt als een verantwoorde objectivering.

Om het ernstig karakter van de verenigingen te verzekeren, bestaan er uiteraard diverse systemen die evenwel allen onvolmaaktheden vertonen. Een eerste dat trouwens door het ontwerp wordt bijgetreden, betreft de bestaansduur van de vereniging; over het feit of dit als een voldoende waarborg kan worden beschouwd, kan er twijfel rijzen. Het lid sluit zich uiteraard aan bij de noodzaak dat de vereniging ernstig moet zijn, doch het is er niet zeker van dat de bestaansduur als voldoende waarborg kan gelden.

Een tweede systeem dat even onvolmaakt is, zou het aantal leden kunnen beogen die bij de vereniging zijn aangesloten, met het bezwaar dat het immers mogelijk is een groot aantal leden aan te trekken naar aanleiding van een belangrijke gebeurtenis die zich heeft voorgedaan.

Dans le projet, il est requis que l'association justifie d'une activité réelle conforme à son objet statutaire. Il peut effectivement arriver qu'une association existe déjà depuis trois ans tout en n'ayant encore manifesté aucune activité, pour toutes sortes de raisons, ce qui est difficilement justifiable.

Un autre membre souhaite faire également quelques remarques préalables. La première concerne la constatation que le projet est basé sur le modèle de la loi sur les pratiques du commerce.

Cependant, il ressort de l'article 1^{er} que les infractions visées sont définies d'une façon très vague. Il y a lieu de se demander s'il ne serait pas préférable de mentionner clairement les lois et les décrets dont la transgression tombe sous le coup du projet, comme on l'a fait, *mutatis mutandis*, dans la loi sur les pratiques du commerce. C'est d'autant plus nécessaire que les lois et les décrets touchant à l'environnement sont extrêmement nombreux.

La deuxième considération concerne l'inversion de l'adage « le criminel tient le civil en état ». La question est de savoir quelles sont les conséquences de cette inversion. En droit commun, le juge civil est tenu par la décision du juge pénal, tandis que ce dernier ne l'est pas par la décision du premier. Le système consacré par le projet a pour conséquence que la décision du juge civil vaut *intra partes*, tandis que la décision du juge pénal vaut *erga omnes*. Il ne s'agit du reste pas du référé classique dans lequel le juge ne statue pas quant au fond : le juge civil doit constater l'infraction, ce qui signifie que l'on vise le fond de l'affaire.

Une troisième remarque porte sur la question de savoir comment les A.S.B.L. et les tribunaux appliqueront dans la pratique la loi en projet. Le risque de les voir procéder à la légère n'est pas imaginaire. Une A.S.B.L. ne possède généralement aucuns fonds, si bien qu'elle ne peut pas non plus subir de préjudice en cas de condamnation éventuelle au paiement d'une indemnité par suite d'un procès téméraire ou vexatoire.

Un sénateur déclare s'intéresser vivement à ce projet. En effet, il faut rechercher un instrument réel qui puisse tenir lieu de moyen de pression efficace à l'égard de ceux qui enfreignent souvent à la légère la législation sur l'environnement.

C'est pourquoi on doit reconnaître la crainte que celle-ci ne soit pas respectée et, du même coup, souligner qu'il faut trouver un moyen véritable de donner à l'association en question le pouvoir réel d'estimer en justice, ce qui la dotera également d'un moyen de dissuasion efficace.

In het ontwerp wordt vereist dat de vereniging een werkelijke bedrijvigheid zal moeten bewijzen die overeenstemt met haar statutair doel. Het kan inderdaad gebeuren dat een vereniging reeds sinds drie jaar bestaat, doch wegens allerhande oorzaken van nog geen enkele bedrijvigheid heeft blijk gegeven, hetgeen moeilijk kan worden verantwoord.

Een ander lid wenst eveneens voorafgaandelijk enkele bedenkingen te formuleren. Een eerste bedenking betreft de vaststelling dat dit ontwerp ontstaan is uit het model van de wet op de handelspraktijken.

Nochtans blijkt uit artikel 1 dat de inbreuken die worden bedoeld, op een zeer vage wijze zijn omschreven. De vraag moet worden gesteld of het niet verkieslijker zou zijn de wetten en decreten, waarvan de inbreuken onder toepassing vallen van het ontwerp, duidelijk te vermelden, zoals *mutatis mutandis* is gebeurd in de wet op de handelspraktijken. Dit is des te meer vereist vermits zeer vele wetten en decreten het leefmilieu raken.

Een tweede bedenking heeft betrekking op het omkeren van het adagium *le criminel tient le civil en état*. In dat verband rijst de vraag welke de gevolgen daarvan zijn. In het gemeenrechtelijk stelsel is de burgerlijke rechter gehouden door de beslissing van de strafrechter, terwijl deze laatste niet gehouden is door de beslissing van de eerste. Het door het ontwerp gehuldigde systeem heeft tot gevolg dat de beslissing van de burgerlijke rechter geldt *intra partes* terwijl de beslissing van de strafrechter *erga omnes* geldt. Trouwens het gaat niet om het klassieke kort geding waarbij niet ten gronde wordt geoordeeld: de burgerlijke rechter moet immers de inbreuk vaststellen, hetgeen betekent dat de grond van de zaak wordt beoogd.

Een derde bedenking betreft de vraag hoe de V.Z.W.'s en de rechtbanken deze wet in de praktijk zullen toepassen. Het gevaar is niet denkbeeldig dat er nogal lichtzinnig zou tewerk worden gegaan. Een V.Z.W. bezit meestal geen fondsen, zodat zij ook geen nadeel kan lijden wanneer zij eventueel zou worden veroordeeld tot betaling van een schadevergoeding wegens tergend en roekeloos geding.

Een senator verklaart grote interesse te vertonen voor dit ontwerp. Het is immers nodig dat wordt gezocht naar een reëel werktuig dat als afdoende drukkingsmiddel kan gelden voor diegenen die vaak op lichtzinnige wijze de leefmilieuwetgeving overtreden.

Daarom moet de vrees van het niet naleven worden erkend en meteen worden onderstreept dat een werkelijk middel moet worden gevonden dat aan bedoelde vereniging een reële macht geeft om voor het gerecht op te treden wat dan meteen als een efficiënt ontradingsmiddel kan worden aangewend.

Pour atteindre cet objectif, il faut en tout cas aller au-delà de ce que prévoit le projet.

Celui-ci doit être considéré plutôt comme un compromis visant à répondre à la déclaration gouvernementale, mais l'intervenant peut difficilement souscrire à la rédaction actuelle, parce qu'elle est trop limitée.

Quant à l'efficacité, il faut souligner que le projet ne peut avoir de caractère dissuasif que si les associations protectrices de l'environnement se voient conférer un pouvoir réel. Si les conditions posées sont trop limitées, les actions peuvent assez facilement être déclarées irrecevables. De plus, l'efficacité dépend des sanctions que le juge infligera éventuellement et, partant, de l'étendue des pouvoirs qui lui seront accordés en la matière.

L'efficacité est enfin déterminée par la question de savoir si l'action en cessation rend nulles toutes les autres actions d'associations protectrices de l'environnement.

On peut difficilement soutenir que le projet confère aux associations un nouveau pouvoir, réel et efficace; de nombreux actes administratifs accomplis par les administrations publiques en application des lois sur l'environnement sont susceptibles de sérieuses contestations, en ce qui concerne tant leur contenu que les conditions de forme et la procédure.

Il est donc évident que le caractère dissuasif est essentiel dans cette matière. En outre, l'intervenant refuse d'admettre qu'il puisse y avoir un risque de recours abusif à ces actions, possibilité que contredisent d'ailleurs les exemples étrangers.

Il n'y a du reste aucune raison de ne pas faire confiance aux associations en question; en effet, elles ne peuvent se permettre d'affecter à la légère les fonds dont elles disposent ni de compromettre la crédibilité dont elles peuvent se prévaloir actuellement.

Le législateur devrait avoir le courage de mener, pendant quelques années, une expérience qui lui permette d'établir si d'éventuelles corrections doivent être apportées ou non ultérieurement.

Or, le projet va dans le sens contraire en présumant que l'on abusera de la possibilité d'agir en justice. Il est évident que ce seront surtout les grandes associations qui disposent des moyens et renseignements nécessaires, qui feront usage de cette possibilité; ce n'est certainement pas de la part de ces associations-là qu'il faut craindre des abus.

In elk geval en ten einde dit doel te bereiken, moet verder worden gegaan dan datgene waarin het ontwerp voorziet.

Het voorgelegd ontwerp moet eerder worden beschouwd als een compromis dat erop gericht is tegemoet te komen aan de regeringsverklaring, doch de senator kan de huidige redactie moeilijk bijtreden omdat deze te beperkt is.

Wat de efficiëntie betreft, moet de aandacht er worden op gevestigd dat het ontwerp slechts een ontradend karakter kan hebben wanneer er aan de milieuverenigingen een werkelijke macht wordt gegeven. Wanneer de gestelde voorwaarden al te beperkt zijn, kunnen de vorderingen vrij gemakkelijk als niet-ontvankelijk worden verklaard. De efficiëntie hangt bovendien af van de sancties die de rechter eventueel zal opleggen en dus van de uitgebreidheid van de bevoegdheden die aan de rechter ter zake zal worden gegeven.

Tenslotte wordt de efficiëntie gedetermineerd door de vraag of de vordering tot staking alle andere vorderingen van milieuverenigingen teniet doet.

Er kan moeilijk worden voorgehouden dat het ontwerp aan de verenigingen een nieuwe reële en efficiënte macht geeft; een ganse reeks administratieve handelingen getroffen door de openbare besturen bij toepassing van de wetten op het milieu zijn voor ernstige betwisting vatbaar, zowel wat de inhoud ervan betreft als wat betreft de vormvereisten en de procedure.

Het is dus duidelijk dat het ontradend karakter in deze materie van het grootste belang is. Bovendien kan de spreker het er niet mee eens zijn dat er een risico van misbruik van deze vorderingen zou ontstaan, hetgeen trouwens wordt tegengesproken door de voorbeelden in het buitenland.

Er is trouwens geen enkele reden om geen vertrouwen te stellen in bedoelde verenigingen; zij kunnen het zich immers niet veroorloven lichtzinnig om te springen met de fondsen waarover zij beschikken en met de geloofwaardigheid waarop zij thans kunnen bogen.

De wetgever zou de moed moeten hebben om gedurende enkele jaren een experiment te wagen dat de mogelijkheid biedt om vast te stellen of er eventueel later correcties moeten worden aangebracht.

Het ontwerp gaat evenwel de tegenovergestelde richting uit door namelijk te vermoeden dat er van het optreden misbruik zal worden gemaakt. Het is duidelijk dat vooral de grote verenigingen zullen optreden omdat zij daartoe over de nodige middelen en informatie beschikken; het zal zeker niet van dit soort verenigingen zijn dat misbruiken moeten worden gevreesd.

Il ne serait, toutefois, pas justifié de refuser à des associations de moindre importance la possibilité d'agir en justice; à l'heure actuelle, la plupart des comités d'action sont des associations de fait, dont beaucoup n'ont pas encore pris la forme d'une A.S.B.L.

L'intervenant émet ensuite des critiques à l'encontre du deuxième alinéa de l'article 2, selon lequel les associations doivent avoir la personnalité juridique depuis trois ans au moins, pour pouvoir agir en justice, et ce, même si avant cela, elles ont exercé une activité locale et étaient pleinement informées des problèmes et même si elles connaissent parfaitement la matière. Selon toute évidence, une durée d'un an devrait suffire largement. En tout cas, il n'y a aucune raison d'imposer des conditions limitatives de la recevabilité.

Pour ce qui est du territoire auquel s'étend son activité, il convient de constater que la disposition de l'article 2 est en principe acceptable à condition, toutefois, que le texte ne soit pas interprété dans un sens restrictif. Le texte lui-même, qui instaure un critère objectif, est très clair à cet égard, mais il ressort de l'exposé des motifs (p. 4) qu'il est interprété dans un sens plus restrictif, inacceptable quant à lui et, d'ailleurs, contraire au dispositif.

Il est évident, selon la logique qui veut que l'action soit efficace et dissuasive, que les résultats de celle-ci ont une importance capitale. La Commission doit, en tout cas, confirmer que le juge peut également imposer une astreinte sur la base d'un délai à respecter, et il doit être possible d'imposer encore d'autres conditions à la partie adverse. En effet, faire cesser un acte dont les effets peuvent se poursuivre, n'a aucun sens. L'action doit également pouvoir être réprimée sur le plan pénal. En d'autres mots, la Commission doit définir clairement les compétences réelles du juge en la matière. Il convient, en outre, de préciser de quelle manière l'on peut faciliter l'engagement d'une action par une A.S.B.L., en particulier à l'égard d'actes administratifs auxquels recourent les entreprises, et qui donnent également lieu à des infractions.

Autrement dit, les A.S.B.L. doivent pouvoir s'adresser au Conseil d'Etat pour faire cesser un acte en temps utile et pour faire annuler éventuellement l'acte administratif qui a donné lieu à certaines infractions. Il convient, dès lors, d'élargir la notion d'« intérêt ».

Un membre aimerait que l'on énumère les possibilités d'engager une action ouvertes en droit commun.

Nochtans zou het in genendele verantwoord zijn de mogelijkheid om op te treden aan andere minder omvangrijke verenigingen te weigeren; op dit ogenblik zijn de meeste actiecomités feitelijke verenigingen, waarvan er vele nog niet de vorm van een V.Z.W. hebben aangenomen.

De spreker heeft vervolgens kritiek op de bestaansduur van drie jaar, die krachtens artikel 2, tweede lid, van de verenigingen wordt vereist om in rechte te kunnen optreden, hoewel zij voordien wel blijk hebben gegeven van een activiteit op lokaal vlak, bij de problematiek ten volle betrokken zijn en deze zeer goed beheersen. Het is duidelijk dat een termijn van één jaar ruimschoots kan volstaan. Het is in elk geval niet verantwoord beperkende ontvankelijkheidsvoorwaarden op te leggen.

Wat het territorium betreft, moet worden vastgesteld dat het bepaalde in artikel 2 in principe aanvaardbaar is in de mate evenwel dat de tekst niet op een restrictieve wijze wordt geïnterpreteerd. De tekst is op dat vlak duidelijk omdat hij een objectief element invoert doch uit de memorie van toelichting (blz. 4) blijkt evenwel dat er een andere en meer beperkte interpretatie wordt aan gegeven, die onaanvaardbaar is en bovendien met de tekst zelf in strijd is.

Steeds binnen de logische gedachtengang dat het optreden efficiënt en ontradend moet zijn, is het evident dat de resultaten van de vordering van het allergrootste belang zijn. De Commissie moet in elk geval bevestigen dat de rechter eveneens toepassing kan maken van de dwangsom in functie van een verplichtend na te leven termijn en het moet bovendien mogelijk zijn dat nog aan de tegenpartij andere voorwaarden worden opgelegd. Het heeft immers geen zin de handeling te doen staken zo de gevolgen daarvan verder uitwerking kunnen hebben. Het optreden moet eveneens door de rechter strafrechtelijk kunnen worden gesanctioneerd. Met andere woorden, de Commissie moet duidelijk preciseren welke de reële bevoegdheden ter zake zijn van de rechter. Bovendien moet duidelijk worden gesteld op welke wijze de tussenkomst van de V.Z.W.'s kan worden vergemakkelijkt, inzonderheid ten aanzien van de administratieve handelingen waarop door de ondernemingen een beroep wordt gedaan, doch waartegen tegelijkertijd inbreuken worden gepleegd.

Met andere woorden, is het onmisbaar dat de V.Z.W.'s toegang krijgen tot de Raad van State ten einde een handeling tijdelijk te doen opschorten en eventueel de administratieve handeling te doen vernietigen die de oorzaak is van een aantal inbreuken. Zulks betekent dat het begrip « belang » dient te worden verruimd.

Een lid vraagt dat er een opsomming zou worden gegeven van de thans bestaande mogelijkheden die een vordering krachtens het gemeen recht mogelijk maken.

Il convient, en outre, de se demander si, dans le cadre de la disposition de l'article 2, un accord de coopération peut être conclu entre, d'une part, des associations de fait et/ou des A.S.B.L. et, d'autre part, des A.S.B.L. importantes.

Un autre membre constate que le projet doit être considéré comme un compromis, de sorte qu'il est normal qu'il suscite quelques critiques, y compris chez les membres qui le voteront.

Le groupe auquel l'intervenant appartient aurait préféré que le projet aille plus loin; les conditions, notamment, sont à considérer comme trop sévères. Ainsi faut-il constater que l'action n'a d'autre objet que la cessation, c'est-à-dire arrêter un acte, mais sans offrir la possibilité d'une intervention préventive.

D'autre part, le prescrit de l'article 2 est trop sévère dans la mesure où les associations qui n'ont pas inscrit exclusivement la protection de l'environnement dans leurs statuts, ne peuvent intervenir dans ce domaine.

L'intervenant critique également l'obligation de compter trois années d'existence, ce qui constitue une condition trop restrictive. Cette période ne peut du reste être considérée comme une garantie du sérieux de l'association, de sorte qu'en fin de compte, ce délai est inutile.

L'article 2, troisième alinéa, appelle également des critiques: le fait de devoir statuer sur les documents présentés impose au juge une trop grande responsabilité.

Un sénateur rappelle qu'il a déposé depuis 1983 des propositions concernant la même matière, mais qu'elles n'ont jamais été examinées, si ce n'est actuellement à l'occasion de l'examen du présent projet, auquel elles ont été jointes.

Il est évident que le problème à l'examen est extrêmement important. On sait suffisamment qu'il est possible de sauver l'environnement si l'on freine la croissance économique normale. En outre, il est scientifiquement établi que même en l'absence de croissance économique, beaucoup de choses sont détruites dans la nature et dans le monde, ce qui a conduit à la conviction qu'il n'était même pas suffisant de freiner la croissance monétariste normale.

Le législateur et la jurisprudence belges s'en occupent du reste depuis le siècle dernier; en témoignent notamment certaines déclarations faites à l'époque par M. Carton de Wiart, à propos de la loi du 12 août 1911 pour la conservation de la beauté des paysages.

Nombre d'éminents juristes ont déjà exprimé la crainte que le projet à l'examen n'ait pour résultat de fixer une situation à laquelle on resterait confronté de longues années encore.

Bovendien moet de vraag worden gesteld of er tussen feitelijke groeperingen en/of V.Z.W.'s en grote V.Z.W.'s een samenwerkingsverband kan bestaan, zulks in het raam van het bepaalde in artikel 2.

Een ander lid stelt vast dat het ontwerp als een compromis moet worden beschouwd, zodat het normaal is dat het enkele bedenkingen oproept, ook bij de leden die het ontwerp zullen goedkeuren.

De fractie waartoe het lid behoort had er de voorkeur aan gegeven dat het ontwerp verderstrekkend zou zijn; onder meer moeten de voorwaarden als al te streng worden beschouwd. Aldus moet worden vastgesteld dat de vordering enkel de staking tot voorwerp heeft, dit wil zeggen de stopzetting van de handeling, zonder evenwel de mogelijkheid te bieden van een preventief optreden.

Bovendien is het bepaalde in artikel 2 in die mate te streng dat verenigingen die niet uitsluitend de bescherming van het leefmilieu in hun statuten hebben ingeschreven, in deze materie niet kunnen optreden.

Het lid heeft eveneens kritiek op de vereiste bestaansduur van drie jaar, hetgeen een al te zware voorwaarde betekent. Deze termijn kan trouwens niet worden beschouwd als een garantie voor de ernst van de vereniging, zodat deze wachttijd tenslotte nutteloos is.

Artikel 2, derde lid, roept eveneens bezwaren op: het feit dat over de overgelegde documenten moet worden geoordeeld, legt de rechter een te grote verantwoordelijkheid op.

Een senator herinnert eraan dat hij sinds 1983 voorstellen met betrekking tot dezelfde materie heeft ingediend, die evenwel nooit in aanmerking zijn gekomen voor bespreking, tenzij op dit ogenblik ter gelegenheid van het voorgelegd ontwerp waarvan ze werden toegevoegd.

Het is duidelijk dat het behandelde probleem uitermate belangrijk is. Het is voldoende gekend dat het leefmilieu kan worden gered als de normale economische groei wordt afgeremd. Bovendien is het wetenschappelijk bewezen dat ook wanneer er geen economische groei meer is, veel zaken in de natuur en in de wereld worden vernietigd, hetgeen heeft geleid tot de overtuiging dat zelfs het afremmen van de normale monetaristische groei niet volstaat.

De Belgische wetgever en de Belgische rechtspraak houden er zich trouwens reeds sinds vorige eeuw mee bezig; zulks blijkt onder meer uit bepaalde verklaringen van de heer Carton de Wiart naar aanleiding van de toenmalige wet van 12 augustus 1911 tot behoud van de schoonheid der landschappen.

Vele eminente juristen hebben reeds de vrees uitgesproken dat het voorgelegde ontwerp tot resultaat zal hebben dat een toestand waarmee men nog lange jaren zal worden geconfronteerd, wordt gefixeerd.

Tout d'abord, on donne une définition — du reste très restrictive — de la personne juridique autorisée à agir. Ensuite, on détermine le pouvoir de décision du juge, qui pourra seulement faire cesser un acte, sans pouvoir accorder de dommages-intérêts ni imposer une réparation pour le dommage subi. Cela signifie évidemment que le juge ne pourra intervenir que lorsqu'une interruption est possible et qu'il y a infraction à des dispositions d'une loi ou d'un décret.

Les associations peuvent défendre l'environnement aussi lorsqu'il n'y a pas d'infraction, c'est-à-dire alors même que la législation en la matière est respectée, mais qu'il y a néanmoins dommage.

L'intervenant craint que ce projet ne s'inspire plutôt du principe de la *Schutznormtheorie* (théorie de la norme de protection), appliquée en droit allemand, qui implique que l'on ne peut intenten une action que lorsqu'une loi ou une décision administrative ne sont pas respectées.

Il ressort en outre du texte proposé que les possibilités d'action se situent au niveau du tribunal de première instance, alors que les questions touchant à l'environnement devraient plutôt relever de la compétence du juge de paix, ce dernier pouvant en effet se rendre plus facilement sur le terrain. Cela n'empêche pas le juge de paix d'intervenir également dans les formes applicables au référé. La procédure devant le tribunal de première instance sera souvent lente et manquera de souplesse.

L'intervenant rappelle que les propositions de loi déposées s'inscrivent dans une perspective plus large et se conforment entièrement à l'avis du Conseil d'Etat, lequel a clairement indiqué dans quelles lois nationales une formule déterminée pourrait être insérée.

Le législateur a d'ailleurs déjà recouru à cette manière de procéder, notamment à l'article 39 de la loi Busquin qui dispose que les mutualités peuvent ester en justice pour défendre les intérêts physiques, psychiques et sociaux de leurs membres.

Dans cette perspective, l'intervenant demande pourquoi le projet fait preuve d'une si grande prudence et craint tellement les abus, une crainte qui est, selon lui, absolument non fondée.

La Commission devrait, d'une part, sérieusement amender le projet afin d'éviter qu'il n'hypothèque l'avenir et, d'autre part, le compléter par les propositions déposées par l'intervenant.

Vooreerst wordt een definitie gegeven van de rechtspersoon die mag optreden, die trouwens zeer beperkend is; vervolgens wordt de beslissingsbevoegdheid van de rechter vastgelegd, namelijk dat hij enkel een handeling mag doen staken, zonder dat een vergoeding kan worden toegekend of een herstel kan worden opgelegd voor de geleden schade. Dit laatste betekent uiteraard dat de rechter enkel kan optreden wanneer een onderbreking mogelijk is en wanneer er inbreuk is op wettelijke of decretale bepalingen.

Verenigingen kunnen het milieu verdedigen ook wanneer er geen inbreuk is, namelijk indien er, zelfs wanneer de desbetreffende wetgeving is nageleefd, niettemin schade wordt berokkend.

Gevreesd wordt dat dit ontwerp eerder is geïnspireerd op het principe van de *Schutznormtheorie* die geldt in het Duitse recht, hetgeen namelijk betekent dat enkel kan worden opgetreden wanneer een wet of een administratieve beslissing niet wordt nageleefd.

Bovendien blijkt uit de tekst dat de actiemogelijkheden worden vastgelegd op het niveau van de rechtbank van eerste aanleg, terwijl eerder de vrederechter bevoegd zou moeten zijn voor aangelegenheden met betrekking tot het leefmilieu; deze magistraat kan zich immers gemakkelijker ter plaatse begeven. Dit verhindert niet dat de vrederechter eveneens zou optreden in de vormen die gelden voor het kort geding. De behandeling voor de rechtbank van eerste aanleg zal het geding in vele gevallen doen vertragen en zal een gebrek aan soepelheid vertonen.

De spreker herinnert eraan dat de ingediende voorstellen van wet naar een ruimer perspectief streven en tezelfdertijd volledig in overeenstemming zijn met het advies van de Raad van State die duidelijk heeft gesuggereerd in welke nationale wetten een bepaalde formule zou kunnen worden ingevoegd.

Deze methode ligt bovendien in de lijn van wat de wetgever sinds geruime tijd heeft toegepast, onder meer artikel 39 van de wet Busquin op de ziekenfondsen die de bevoegdheid hebben op te treden met het oog op de behartiging van de fysische, psychische en sociale belangen van hun leden.

In het licht daarvan stelt de spreker de vraag waarom het ontwerp zoveel voorzichtigheid aan de dag legt en er gevreesd wordt voor misbruiken, hetgeen in genen dele gegrond is.

De Commissie zou het ontwerp grondig moeten amenderen ten einde enerzijds te vermijden dat de tekst de toekomst zou hypothekeren en het anderzijds aanvullen met de voorstellen die de spreker heeft ingediend.

Un membre se réjouit de ce que le Gouvernement intervienne effectivement dans ce problème du droit d'action des associations en question: l'intervenant est favorable au projet, sous réserve de quelques corrections.

Il convient de se demander s'il ne serait pas souhaitable de se pencher, dans un sens général, sur l'idée d'un droit d'action collectif. L'on peut en effet considérer ce droit sous deux aspects. Il peut être vu comme un droit d'action individuel, basé sur des éléments collectifs. Ce droit peut toutefois également impliquer une action basée sur un intérêt collectif. En ce qui concerne ce dernier aspect, il suffirait de modifier l'article 17 du Code judiciaire et l'article 3 du Code d'instruction criminelle.

L'intervenant constate en outre que le projet ne va pas plus loin qu'une simple action préventive.

Un examen plus attentif de notre système juridique nous apprend que le droit d'action collectif est déjà admis par une jurisprudence, certes limitée, et est confirmé par une partie de la doctrine. Le principe en est même repris dans certaines lois. Il ressort de cette comparaison que le projet part en fait d'un concept minimaliste.

Le droit d'action collectif se justifie d'autant plus que le Conseil d'Etat a admis que des groupements pouvaient intenter une action, et ce tant contre des actes réglementaires qu'individuels.

Le droit d'action collectif offre d'ailleurs d'importants avantages. Tout d'abord, il facilite l'accès au droit et prévient la réserve habituelle des individus. Ensuite, le droit d'action collectif est de nature à démontrer plus facilement certaines infractions, étant donné que les associations concernées sont plus appropriées que le ministère public pour mettre en lumière un certain nombre d'infractions. Enfin, ce droit d'action présente un caractère supplétif par rapport à l'action du ministère public. En effet, il n'y a pas confusion du premier et du second. Ce dernier est plutôt axé sur la défense de l'intérêt général, tandis que le premier met plutôt l'accent sur les intérêts collectifs. Cela veut dire qu'il ne peut y avoir confusion entre les deux.

Enfin, l'intervenant estime qu'il importe de réfléchir à la conception par trop individualiste que l'on a du droit judiciaire, en vue d'en arriver à une autre dimension de celui-ci.

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale constate qu'il règne, au sujet de la matière visée, une grande insécurité juridique, que

Een lid verheugt er zich over dat de Regering inderdaad optreedt in deze problematiek van het vorderingsrecht van bedoelde verenigingen: het lid is voorstander van het ontwerp onder voorbehoud van enkele aan te brengen correcties.

De vraag moet worden gesteld of het niet wenselijk zou zijn even dieper en in algemene zin in te gaan op de idee van het collectief vorderingsrecht. Dit recht kan immers worden gezien onder een dubbel aspect. Men kan dit probleem zien als een individueel vorderingsrecht dat gegrond is op collectieve elementen. Dit recht kan evenwel ook een vordering betekenen gegrond op een collectief belang. Dit laatste vergt enkel een wijziging van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 3 van het Gerechtelijk Wetboek van Strafvordering.

Bovendien stelt het lid vast dat het ontwerp niet verder gaat dan een eenvoudige preventieve vordering.

Wanneer ons rechtssysteem nader wordt onderzocht, blijkt dat het collectief vorderingsrecht reeds wordt teruggevonden in een, weliswaar beperkte, rechtspraak en bevestigd door een deel van de rechtsleer. Zelfs in bepaalde wetten wordt dit principe teruggevonden. In vergelijking met al deze elementen moet worden vastgesteld dat het ontwerp uitgaat van een minimalistisch concept.

Zulks is des te meer verantwoord vermits de Raad van State aangenomen heeft dat een vordering van groeperingen mogelijk is en kan gericht zijn, zowel tegen reglementaire als tegen individuele handelingen.

Het collectief vorderingsrecht biedt trouwens belangrijke voordelen. Vooreerst vergemakkelijkt het de rechtstoegang en voorkomt het de terughoudendheid vanwege individuen. Vervolgens is het collectief vorderingsrecht van aard om bepaalde inbreuken gemakkelijker aan te tonen vermits de betrokken verenigingen beter geschikt zijn dan het openbaar ministerie om een zeker aantal inbreuken in het licht te stellen. Tenslotte heeft dat vorderingsrecht een aanvullend karakter ten aanzien van de vordering van het openbaar ministerie. Het eerste wordt immers niet vermengd met het tweede. Dit laatste is eerder gericht op de verdediging van het algemeen belang terwijl het eerste eerder het accent legt op de collectieve belangen. Zulks betekent dat er tussen beiden geen verwarring kan ontstaan.

Tenslotte is het lid van mening dat moet worden nagedacht over de al te individualistische opvatting die men heeft van het gerechtelijk recht met het doel te komen tot een andere dimensie ervan.

De Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie stelt vast dat er wat bedoelde materie betreft, een grote rechtsonzekerheid bestaat,

fait apparaître déjà l'opposition entre la jurisprudence de la Cour de cassation et celle du Conseil d'Etat. Outre le souci d'apporter une solution quant au fond, le projet s'efforce de rétablir cette sécurité juridique.

La situation dans les pays voisins indique que les associations de défense de l'environnement ont obtenu la possibilité d'ester en justice. Mais il existe déjà des précédents dans notre législation, notamment la loi contre la xénophobie, qui permet aux associations d'intervenir. Ce projet répond donc à un objectif identique.

Il est exact que le problème posé devrait être élargi, mais force est de constater qu'il est assez difficile de modifier la situation actuelle. On constate une certaine réticence à évoluer vers une autre dimension.

Si l'option n'a été prise qu'au bénéfice des seules associations de défense de l'environnement, c'est surtout parce que ces problèmes sont plus urgents que ce n'est le cas pour d'autres associations.

En ce qui concerne les restrictions imposées aux A.S.B.L. par l'article 2, il faut rappeler qu'il est impossible d'élaborer un système tout à fait satisfaisant. Cela vaut par exemple pour la durée d'existence de trois ans, élément qui, en soi, ne garantit pas le sérieux de l'A.S.B.L. Le délai est en fin de compte le résultat d'un compromis. Il est exact que les associations de défense de l'environnement ont prouvé leur valeur, ce qui fait que l'on a fixé le terme à trois ans, et non à cinq ans comme suggéré par quelques-uns.

En outre, les A.S.B.L. doivent faire la preuve de leur activité, ce qui n'exclut évidemment pas qu'une association qui ne déploie pas d'activité soit également au courant du problème.

Tout cela montre que les critères ne sont jamais tout à fait conséquents et qu'ils conservent un certain caractère arbitraire. Il s'agit en fin de compte d'un choix politique.

En ce qui concerne la suggestion d'énumérer concrètement les législations entrant en ligne de compte et de renoncer à la formulation générale proposée à l'article 2, il convient de souligner qu'il s'agit d'une matière qui évolue constamment et où de nouvelles lois sont créées régulièrement : le secteur de l'environnement est pour le moment un des plus dynamiques. En outre, il faut tenir compte de l'évolution au niveau européen. Si l'on donnait suite à cette suggestion, la loi devrait être adaptée et complétée en permanence. La question principale qui se pose est celle de savoir si la mention dans le projet offre une sécurité juridique suffisante : la disposition proposée semble être la meilleure façon d'atteindre cet objectif. Il y a, d'une part, des lois qui ont pour objet spécifique la protec-

die reeds blijkt uit de tegenstelling tussen de rechtspraak van het Hof van Cassatie en de Raad van State. Naast de bedoeling om een oplossing ten gronde te geven, poogt dit ontwerp die rechtszekerheid te herstellen.

De toestand in onze buurlanden wijst erop dat aan de milieuverenigingen de mogelijkheid is gegeven om in rechte op te treden. In onze wetgeving bestaan er nochtans reeds precedentes, onder meer de wet ter bestrijding van de xénophobie, die de verenigingen toelaat op te treden. Het ontwerp beantwoordt dan ook aan eenzelfde doelstelling.

Het is juist dat de gestelde problematiek zou moeten worden opengetrokken, doch et moet worden vastgesteld dat het vrij moeilijk is aan de huidige toestand een wijziging aan te brengen; er bestaat een zekere afkeer om naar een andere dimensie te evolueren.

Er werd enkel geopteerd ten voordele milieuverenigingen, vooral omdat deze problemen meer spoedeisend zijn dan voor andere verenigingen het geval is.

Wat de remmen betreft die krachtens artikel 2 aan de V.Z.W.'s worden opgelegd, moet er worden aan herinnerd dat het onmogelijk is een volledig sluitend systeem uit te werken. Zulks geldt bijvoorbeeld voor de bestaansduur van drie jaar, hetgeen op zichzelf de ernst van de V.Z.W. niet waarborgt; de termijn is tenslotte het resultaat van een compromis. Het is juist dat de milieuverenigingen hun waarde hebben bewezen, hetgeen ertoe heeft geleid dat de termijn op drie jaar werd vastgesteld en niet vijf jaar zoals door sommigen werd gesuggereerd.

Bovendien moet de V.Z.W. haar activiteit bewijzen, hetgeen uiteraard niet uitsluit dat een vereniging die geen activiteit ontplooit, eveneens op de hoogte is van het probleem.

Dit alles wijst erop dat de criteria nooit sluitend en voor een deel arbitrair zijn, het gaat tenslotte om een politieke keuze.

Wat betreft de suggestie om de in aanmerking komende wetgeving *in concreto* op te sommen en dus af te stappen van de in artikel 2 voorgestelde algemene formulering, moet erop gewezen worden dat in deze materie een voortdurende evolutie gaande is en er steeds nieuwe wetgeving tot stand komt : de leefmilieusector behoort tot de meest dynamische op dit ogenblik. Bovendien moet worden rekening gehouden met de evolutie die zich op Europees vlak aftekent. Zo men dus op de suggestie zou ingaan, zou de wet voortdurend moeten worden aangepast en aangevuld. Het centrale probleem betreft de vraag of de vermelding in het ontwerp voldoende rechtszekerheid biedt : de bepaling die wordt voorgesteld leek de beste oplossing te zijn om dat doel te bereiken. Er zijn

tion de l'environnement, telle la législation en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire et d'environnement, et, d'autre part, des lois qui n'abordent le problème de l'environnement que par la tangente.

L'objectif du projet est de limiter la législation à celle qui a pour objet spécifique la protection de l'environnement.

Il n'est pas exact que, contrairement à la loi sur les pratiques du commerce, le projet comporte des incertitudes en ce qui concerne le droit d'action: l'article 55 de la loi sur les pratiques du commerce comporte également des normes en blanc, notamment la notion de pratiques commerciales déloyales, qui devront être complétées par la jurisprudence.

En ce qui concerne le souhait de donner au projet un caractère plus dissuasif, il convient de souligner que le but est d'instaurer un critère objectif en matière d'infractions; tout autre critère risque en effet de donner lieu à discussions et de créer une insécurité juridique.

En ce qui concerne le référé devant le Conseil d'Etat, proposé par un commissaire, il convient de noter que le Ministre de l'Intérieur a déposé un projet érigeant le référé en principe général (doc. Sénat, 1990-1991, n° 1300-1). Il n'est donc pas indiqué d'en faire l'objet d'une loi distincte.

Il est vrai que les A.S.B.L. importantes pourraient intervenir à la place des plus petites. La réalité démontre que les petites A.S.B.L. consultent souvent les grandes, qui ont plus d'expérience et de pratique juridique, ce qui est d'ailleurs entièrement justifié.

Le débat devra établir s'il convient également de donner au projet un caractère préventif; il serait en tout cas intéressant de se pencher sur la question.

Le Secrétaire d'Etat partage le point de vue de l'intervenant, notamment lorsque ce dernier déclare que des abus ne sont pas à craindre: les exemples étrangers sont rassurants à cet égard. Déjà dans le passé, des actions ont été intentées et le Conseil d'Etat ne s'est jamais plaint d'une surcharge.

Il ne convient toutefois pas d'établir une comparaison avec la loi sur les mutualités qui prévoit que celles-ci peuvent ester en justice pour défendre les intérêts collectifs de leurs membres. Dans le projet à l'examen, les associations se voient accorder un droit d'action qui trouve son origine dans leur objet statutaire.

enerzijds wetten die specifiek toe doel hebben het leefmilieu te beschermen, zoals inzake stedenbouw, ruimtelijke ordening en de leefmilieuwetgeving; anderzijds zijn er wetten die enkel raakpunten hebben met het leefmilieu.

De bedoeling bestaat erin een beperking in te voegen van de wetgeving, namelijk deze die de bescherming van het milieu tot specifiek doel heeft.

Het is niet juist te verklaren dat, in tegenstelling met de wet op de handelspraktijken, er in het ontwerp onduidelijkheid zou bestaan wat het vorderingsrecht betreft: artikel 55 van de wet op de handelspraktijken bevat eveneens blanco-normen onder meer het begrip oneerlijke handelspraktijken, dat tenslotte door de rechtspraak moet worden ingevuld.

Ten aanzien van de wens om aan het ontwerp een meer ontradend karakter te geven, moet er worden op gewezen dat de bedoeling erin bestaat een objectief criterium in te voeren voor de overtreding; het gevaar bestaat immers dat elk ander criterium aanleiding zou zijn tot discussie en zou uitmonden in rechtsonzekerheid.

Wat het kort geding voor de Raad van State betreft, hetgeen door een spreker werd voorgesteld, moet worden opgemerkt dat een ontwerp van de Minister van Binnenlandse Zaken daarin voorziet en als algemeen principe wil ingevoerd zien (Senaat, 1990-1991, nr. 1300-1). Het is dus niet wenselijk dit in elke wet afzonderlijk in te schrijven.

Het is juist dat de grote V.Z.W.'s zouden kunnen optreden voor de kleinere. De realiteit wijst uit dat de kleine V.Z.W.'s de grote raadplegen vermits deze meer ervaring en juridische *know-how* hebben, hetgeen trouwens volledig verantwoord is.

Het debat zal moeten uitmaken of eveneens een preventief karakter aan het ontwerp moet worden gegeven; het is in elk geval interessant om daar aandacht aan te besteden.

De Staatssecretaris treedt de mening van een spreker bij, namelijk dat er geen misbruik van deze wet te vrezen valt: de buitenlandse voorbeelden bieden daaromtrent volledige geruststelling. Reeds in het verleden werden gedingen aanhangig gemaakt en de Raad van State heeft nooit geklaagd van een overlast.

Een vergelijking met de wet op de ziekenfondsen kan niet worden gevolgd; daarin treedt het ziekenfonds op om de collectieve belangen van het lid te verdedigen. In het voorgelegd ontwerp wordt een vorderingsrecht gegeven aan verenigingen, dat zijn oorsprong vindt in het statutaire doel.

On avait opté initialement pour un droit d'action plus large, idée à laquelle il fallut toutefois renoncer après consultation d'experts en la matière. Ces derniers estimaient qu'il n'était pas souhaitable d'inscrire la condition relative à l'intérêt dans le Code judiciaire ou le Code d'instruction criminelle.

Quelques commissaires souhaitent réagir à ce qui vient d'être dit.

Un sénateur rappelle sa critique: une fois adopté, le projet aura pour conséquence de fixer un certain nombre de définitions, et cela dans un domaine en constante évolution. On a déjà dit qu'aucune modification ne pouvait être apportée, notamment, aux articles 17 et 18 du Code judiciaire, en raison de cette évolution, et que la jurisprudence a un rôle à y jouer.

Si l'on définit les A.S.B.L. de manière limitative et que l'on fixe de la même manière les possibilités du juge en ne lui permettant d'intervenir qu'à l'encontre d'un acte en cours d'exécution et contraire à une certaine législation, on limite d'emblée les notions, ce qui aura un effet réducteur. Pour éviter cela, il faudrait également adopter les propositions que l'intervenant a déposées et qui sont jointes à la discussion. Les A.S.B.L. en question disposeraient ainsi d'une possibilité d'action plus large.

Un membre estime qu'il doit être possible, éventuellement à titre d'exemple, d'énumérer les dispositions légales que le projet vise parmi d'autres. De cette manière, on répondrait déjà implicitement au souci du préopinant.

Ce dernier n'est pas d'accord sur cette suggestion, car elle aurait pour effet de limiter à la cessation de l'acte les possibilités d'action des associations de défense de l'environnement dans le cadre de ces lois. En effet, le but est d'intervenir également lorsqu'une cessation n'est pas possible parce que le mal a été fait et aussi lorsqu'il n'a pas été commis d'infraction spécifique, mais qu'un dommage a été causé à l'environnement.

Un autre intervenant rappelle un amendement qui a été déposé et selon lequel il faut qu'une infraction ait été constatée et qu'un dommage ait été occasionné.

En effet, pour savoir s'il y a ou non infraction, l'action doit être conçue de manière telle que le juge ait l'occasion de constater si l'acte est contraire ou non à certaines normes à respecter. Une action ne peut être déclarée irrecevable dès le départ, sans que l'on ait l'occasion de faire procéder à l'expertise nécessaire afin de pouvoir conclure s'il y a eu ou non infrac-

Van meetaf aan werd geopteerd voor een breder vorderingsrecht, doch op grond van de adviezen van geraadpleegde experts, werd deze idee verlaten. Zij waren van mening dat het niet wenselijk is de belangenvereiste in het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van Strafvordering in te schrijven.

Op deze tussenkomst wensen enkele leden te reageren.

Een senator herinnert aan zijn bezwaar, namelijk dat het ontwerp, eenmaal goedgekeurd, tot gevolg zal hebben dat er een aantal definities zullen worden vastgelegd en zulks in een domein dat in voortdurende evolutie is. Er werd reeds gezegd dat er geen wijziging kan worden aangebracht aan onder meer de artikelen 17 en 18 Gerechtelijk Wetboek, gelet op deze ontwikkeling en dat de rechtspraak hierin een rol te vervullen heeft.

Wanneer de V.Z.W.'s op een limitatieve wijze worden gedefinieerd en op eenzelfde wijze de mogelijkheden van de rechter worden vastgelegd, namelijk dat hij enkel kan optreden tegen een handeling die in uitvoering is en in strijd is met een bepaalde wetgeving, worden meteen de noties beperkt, hetgeen remmend zal werken. Ten einde dit te voorkomen, zouden eveneens de voorstellen moeten worden goedgekeurd die de spreker heeft ingediend en bij de bespreking zijn gevoegd. De bedoelde V.Z.W.'s zouden daardoor een ruimere actiemogelijkheid bekomen.

Een lid is van mening dat het mogelijk moet zijn, eventueel ten exemplatieve titel, de wettelijke bepalingen op te sommen die het ontwerp onder meer beoogt. Daardoor zou reeds impliciet een antwoord worden gegeven op de bekommernis van de vorige spreker.

Deze kan het met die suggestie niet eens zijn, vermits daardoor de actiemogelijkheden van de milieuverenigingen in het raam van die wetten worden beperkt tot de staking van de handeling. De bedoeling bestaat er immers in ook op te treden wanneer er geen staking meer mogelijk is omdat het onheil is aangericht en tevens wanneer er geen specifieke inbreuk is gepleegd maar wel schade is aangebracht aan het leefmilieu.

Een ander interveniënt brengt een ingediend amendement in herinnering, waarbij wordt voorgesteld dat er een inbreuk moet zijn vastgesteld en schade moet zijn berokkend.

Immers, om te weten of er al dan niet inbreuk bestaat, moet de vordering in die mate worden opgesteld dat de rechter de gelegenheid heeft vast te stellen of de handeling al dan niet in strijd is met bepaalde naleven normen. Een vordering mag niet van bij de aanvang niet ontvankelijk worden verklaard zonder dat de gelegenheid wordt geboden om de nodige

tion à la législation; en d'autres termes, l'existence d'une infraction est constatée au cours de l'action et non préalablement à celle-ci.

L'intervenant se réjouit en outre que le Secrétaire d'Etat ne craigne pas que l'on abuse de la loi et il se réjouit qu'en conséquence, celle-ci ne donne pas lieu à des demandes téméraires et vexatoires.

En ce qui concerne la notion de territoire, il apparaît donc qu'une A.S.B.L. ayant un champ d'action national pourra assister les A.S.B.L. locales. Il en résulte que les deux types d'A.S.B.L. ont les mêmes vues, de sorte que l'accès à la juridiction devrait être étendu au domaine régional et/ou national.

L'intervenant insiste pour que la procédure du référé devant le Conseil d'Etat soit prévue dans chaque loi, plutôt que d'attendre l'adoption d'un règlement général.

Un membre rappelle qu'il est favorable au projet et à un droit d'action étendu.

Répondant au préopinant, il fait remarquer qu'une action en référé, en vue d'obtenir la cessation d'un acte, est une autre affaire. On peut éventuellement ajouter ce moyen.

L'intervenant a constaté que plusieurs pays ont créé la possibilité d'un droit d'action, mais on a l'impression qu'une action spécifique et urgente visant à obtenir la cessation est plutôt exceptionnelle.

Un autre membre aborde ensuite le problème de la compétence. Le projet porte manifestement sur l'organisation judiciaire, et le législateur national est donc habilité à intervenir. Du reste, le Conseil d'Etat n'a formulé aucune objection sur ce point. L'intervenant n'est toutefois pas convaincu que ce problème relève de l'organisation judiciaire. Au contraire, le projet concerne la procédure et la compétence. L'argument selon lequel on se réfère à l'article 92 de la Constitution n'est pas non plus convaincant.

On pourrait éventuellement faire appel aux dispositions de l'article 6 de la loi du 8 août 1980, qui confie cette matière aux Régions, et à l'article 10 de la même loi, qui porte sur les compétences implicites.

Le Secrétaire d'Etat confirme qu'il ne peut admettre la suggestion d'étendre le projet à d'autres procédures. En effet, celui-ci est un compromis entre ceux qui désiraient aller plus loin et les partisans du point de vue opposé. Aux Pays-Bas, on est également parti d'un droit d'action limité, qui a ensuite été étendu

expertise te laten uitvoeren ten einde te kunnen concluderen of er al dan niet een inbreuk op de wetgeving werd gepleegd, met andere woorden, het bestaan van een inbreuk wordt vastgesteld in de loop van de vordering en niet voorafgaand daaraan.

De interveniënt verheugt er zich bovendien over dat de Staatssecretaris geen misbruiken van de wet vreest en dat deze bijgevolg geen aanleiding zal geven tot tergende en roekeloze gedingen.

Wat het begrip territorium betreft, blijkt dus dat een V.Z.W. met nationale actieradius de lokale V.Z.W.'s kan bijstaan. Hieruit blijkt dus dat beide soorten V.Z.W.'s dezelfde visie hebben, zodat de toegang tot de jurisdictie zou moeten worden uitgebreid tot het regionale en/of nationale domein.

De interveniënt dringt er op aan dat in elke wet de kort gedingprocedure voor de Raad van State zou worden opgenomen, in plaats van te wachten op de goedkeuring van een algemene regeling.

Een lid herinnert eraan dat het gunstig staat tegenover het ontwerp en een breed vorderingsrecht.

Antwoordend op de vorige interveniënt, merkt het lid op dat een vordering in kort geding, ten einde de staking te bekomen, een andere aangelegenheid is. Eventueel kan dit middel worden toegevoegd.

Het lid heeft vastgesteld dat meerdere landen een vorderingsrecht hebben mogelijk gemaakt, doch de indruk is gewekt dat een specifieke en dringende vordering tot het bekomen van de staking eerder uitzonderlijk is.

Een ander lid handelt vervolgens over het probleem van de bevoegdheid. Het ontwerp betreft blijkbaar de gerechtelijke organisatie en dus is de nationale wetgever bevoegd om op te treden. Trouwens de Raad van State heeft op dat gebied geen enkel bezwaar geformuleerd. Van het feit dat dit probleem bij de gerechtelijke organisatie thuishoort, is het lid evenwel niet overtuigd. Het ontwerp raakt integendeel de procedure en de bevoegdheid. Het argument dat wordt verwezen naar artikel 92 Grondwet is evenmin overtuigend.

Er zou eventueel een beroep kunnen worden gedaan op het bepaalde in artikel 6 van de wet van 8 augustus 1980 dat deze materie toevertrouwt aan de Gewesten en op artikel 10 van dezelfde wet betreffende de impliciete bevoegdheden.

De Staatssecretaris bevestigt dat zij het niet eens kan zijn met de idee om het ontwerp uit te breiden tot andere procedures. Het ontwerp is immers een compromis tussen degenen die verder wensten te gaan en het tegenovergestelde standpunt. In Nederland is men eveneens gestart met een beperkt vorde-

après que l'on eut pu constater que cela n'entraînait pas d'encombrement des tribunaux. La même méthode pourrait être utilisée à l'avenir.

Le Secrétaire d'Etat est disposé à examiner si une intervention préventive est possible, mais il faut rappeler que le projet offre des possibilités assez nombreuses, à savoir la cessation des travaux et la fixation d'une astreinte.

La critique selon laquelle la durée d'existence de trois ans constitue un handicap n'est assurément pas fondée, car il existe de nombreuses associations protectrices de l'environnement qui répondent à cette condition. Du reste, on ne demande pas à ces associations d'être représentatives; il leur suffit de prouver leur activité dans le domaine en question.

En ce qui concerne la disposition relative à cette condition territoriale, il faut observer qu'une association ayant pour objet la protection de l'environnement, notamment un arrondissement, ne dispose pas d'un droit d'action pour des faits se produisant dans un autre arrondissement. Cela n'empêche toutefois pas l'association en question de se faire aider par une association coordinatrice, ce qui constitue pour ces associations une affaire interne.

Le Secrétaire d'Etat doute que l'inscription, dans toutes les lois, de la procédure du référé devant le Conseil d'Etat soit bien la bonne méthode. Il est préférable de disposer d'une loi de portée générale. En outre, il faut rappeler qu'il existe une procédure de référé en vue de prononcer la cessation. A l'heure actuelle, les associations ont d'ailleurs largement accès à la procédure devant le Conseil d'Etat; le projet en discussion n'y apporte aucune modification.

Un commissaire fait observer que le problème se pose dans un autre contexte. Les associations disposeront d'une loi relative à la cessation, laquelle ne manquera pas d'exercer une influence, quel que soit le point de vue du Conseil d'Etat en ce qui concerne la notion d'intérêt. Sur celle-ci, le Conseil d'Etat a une conception plus large que la Cour de cassation.

Le Secrétaire d'Etat rappelle qu'il existe à l'étranger deux sortes de réglementations. Celles axées sur le règlement au sens général des conditions d'intérêt et celles qui permettent une action spécifique au sens de la loi en projet.

Le projet opte non pas pour la reconnaissance des conditions d'intérêt, mais pour une solution pragmatique, qui soit pertinente et permette, conformément à la procédure en référé, de rendre une décision d'une plus grande portée qu'une mesure provisoire.

ringsrecht, hetgeen later werd uitgebreid nadat men heeft kunnen vaststellen dat dit geen overlast van de rechtbanken tot gevolg had. In de toekomst zou dezelfde methode kunnen worden aangewend.

De Staatssecretaris is bereid te onderzoeken of een preventief optreden mogelijk is, doch er moet niettemin worden aan herinnerd dat het ontwerp vrij veel mogelijkheden biedt, namelijk de stopzetting van de werken en het toekennen van een dwangsom.

De kritiek op de bestaansduur van drie jaar is zeker geen handicap; er zijn immers talrijke milieuverenigingen die aan die voorwaarde beantwoorden. Van deze verenigingen wordt trouwens niet vereist dat zij representatief zijn; blijk geven van activiteit op bedoeld gebied volstaat.

Wat het bepaalde betreft met betrekking tot die territoriumvoorwaarde, moet worden opgemerkt dat een vereniging die tot doel heeft het milieu te beschermen, binnen onder meer een arrondissement, geen vorderingsrecht heeft voor feiten die zich in een ander arrondissement situeren. Dit belet evenwel niet dat bedoelde vereniging zich niet zou mogen laten bijstaan door een koepelvereniging, hetgeen voor deze verenigingen een interne aangelegenheid is.

De Staatssecretaris twijfelt eraan of het opnemen in alle wetten van de kort geding-procedure voor de Raad van State, wel degelijk de goede methode is. Het is beter te beschikken over een wet met algemene strekking. Bovendien moet er worden aan herinnerd dat er wel een procedure van kort geding bestaat met het oog op het uitspreken van de staking. De verenigingen hebben op dit ogenblik trouwens een ruime toegang tot de Raad van State; hieraan brengt dit ontwerp geen wijziging.

Een lid merkt op dat het probleem zich stelt in een andere context. De verenigingen zullen over een wet beschikken met het oog op de staking die zeker een invloed zal hebben welke ook het standpunt van de Raad van State is met betrekking tot het begrip van het belang. De Raad van State heeft daaromtrent een ruimere opvatting dan het Hof van Cassatie.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat er in het buitenland twee soorten reglementeringen bestaan. Er zijn er die gericht zijn op het oplossen in algemene zin van de belangenvereisten en er zijn er die een specifieke vordering mogelijk maken in de zin van het voorgelegde ontwerp.

Het ontwerp opteert niet voor de erkenning van de belangenvereisten, doch er werd gekozen voor een pragmatische oplossing die doelgericht is en overeenkomstig de procedure in kort geding een uitspraak mogelijk maakt die verder reikt dan een voorlopige maatregel.

En ce qui concerne le problème de compétence soulevé, il faut se référer notamment à l'arrêt du 11 février 1988 de la Cour d'arbitrage, qui dit clairement que le législateur national est compétent, même si l'on constate qu'il s'agit de règles de procédure.

La portée du projet doit toutefois être délimitée, d'une part, quant à son objet et, d'autre part, quant à ceux qui interviennent; en d'autres termes, il faut préciser les conditions imposées aux associations.

Le projet soulève le problème de la définition de la notion d'environnement et la question s'est posée de savoir si l'on peut donner cette définition. Par ailleurs, ce concept est évolutif et il est donc impossible d'énumérer les dispositions légales. En outre, il faut se demander si cette méthode n'irait pas à l'encontre des compétences exclusives des Régions.

Un commissaire rappelle la jurisprudence de la Cour de cassation, d'une part, et celle du Conseil d'Etat, d'autre part, qui divergent en ce qui concerne le droit d'action des associations. L'objectif du gouvernement, dit-il, est manifestement de sortir de l'interprétation de la Cour de cassation concernant la condition d'intérêt.

On confère maintenant un droit bien déterminé aux A.S.B.L. qui répondent aux conditions posées. L'intervenant suppose que l'on ne crée pas un nouveau type d'intérêt. Un droit d'action bien défini est nettement circonscrit et reconnu aux associations protectrices de l'environnement qui répondent aux conditions. L'objectif n'est-il pas de voir se réaliser une extension de la jurisprudence de la Cour de cassation, sauf pour le nouveau droit d'action proposé? Telle est la question que se pose l'intervenant.

Inversement, en application de la nouvelle loi, le Conseil d'Etat pourrait restreindre sa jurisprudence actuelle en la matière, ce qui équivaldrait à une régression, chose à laquelle le membre est hostile.

Il ajoute qu'une certaine crainte s'est fait jour: celle de voir les grandes associations protectrices de l'environnement rencontrer les petites P.M.E., alors qu'au contraire, on s'attendait à ce que les grandes entreprises contrarient les petites associations protectrices de l'environnement.

Le Secrétaire d'Etat confirme que le projet en discussion s'écarte à la fois de la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation et de celle du Conseil d'Etat. Il ne change rien à la condition d'intérêt telle qu'elle est posée par la Cour de cassation, ni à l'interprétation plus large suivie par le Conseil d'Etat.

Wat de opgeroepen bevoegdheidsproblematiek betreft, moet worden verwezen naar onder meer arrest van 11 februari 1988 van het Arbitragehof dat duidelijk bepaalt dat de nationale wetgever bevoegd is ook als wordt vastgesteld dat het om procedure-regelen gaat.

Wel moet dit ontwerp worden afgelijnd ten aanzien enerzijds van het onderwerp en anderzijds van degenen die tussenkomen, namelijk de voorwaarden die aan de verenigingen worden opgelegd.

Ten aanzien van het ontwerp bestaat er een probleem met betrekking tot de definitie van het begrip « milieu » en de vraag is gerezen of een omschrijving kan worden gegeven. Het concept is trouwens evolutief en het is dus onmogelijk de wetsbepalingen op te sommen. Bovendien moet men zich de vraag stellen of deze methode niet zou indruisen tegen de exclusieve bevoegdheden van het Gewest.

Een lid herinnert aan de van elkaar afwijkende rechtspraak enerzijds van het Hof van Cassatie en anderzijds van de Raad van State met betrekking tot het vorderingsrecht van verenigingen. Het is klaarblijkelijk de bedoeling van de Regering, aldus het lid, om de interpretatie van het Hof van Cassatie betreffende de vereiste van het belang, te doorbreken.

Nu wordt er een welbepaald recht toegekend aan de V.Z.W.'s, die beantwoorden aan de gestelde vereisten. Het is toch wel zo dat er geen nieuwsoortig belang wordt gecreëerd? Er wordt toch duidelijk een welbepaald vorderingsrecht afgelijnd, toegekend aan de milieuvereniging die aan de voorwaarden voldoet. Het is niet de bedoeling een uitbreiding van de rechtspraak van het Hof van Cassatie tot stand zien te komen tenzij met betrekking tot het nieuw voorgesteld vorderingsrecht, zo vraagt het lid zich af.

Omgekeerd zou de Raad van State zijn huidige rechtspraak ter zake kunnen verenigen ingevolge de nieuwe wet, wat een achteruitgang zou betekenen, wat het lid niet wenst.

Hetzelfde lid wijst er ook op dat er een bepaalde vrees bestaat dat de grote milieuverenigingen de kleine K.M.O.'s gaan ontmoeten in tegenstelling tot de verwachting dat de grote ondernemingen de kleine milieuverenigingen gaan dwarsbomen.

De Staatssecretaris bevestigt dat huidig ontwerp losstaat zowel van de huidige rechtspraak van het Hof van Cassatie als van deze van de Raad van State. Het ontwerp verandert niets aan de vereiste van het belang zoals gesteld door het Hof van Cassatie, noch aan de bredere interpretatie gevolgd door de Raad van State.

IV. DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article établit le principe selon lequel une personne morale, définie à l'article 2, peut introduire une demande auprès du président du tribunal de première instance afin de faire constater l'existence et ordonner la cessation d'actes qui sont contraires à la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement.

Un membre se demande quelle est la portée de la notion de « personne juridique ». Le projet a-t-il pour objet d'accorder le droit d'action à toute individualité juridique ou aux seules personnes morales ?

Il lui est répondu que l'on a suivi à cet égard l'avis du Conseil d'Etat; alors que le projet initial visait les « groupements », le Conseil d'Etat a proposé d'utiliser la notion de « personne juridique ».

Le préopinant estime que cela ne constitue pas une réponse suffisante à la question de savoir s'il s'agit de personnes morales ou physiques.

Il lui est répondu que l'article 2, en particulier, répond à cette question. L'expression « personne juridique » est d'ailleurs toujours utilisée comme synonyme de « personne morale »; il est évident que l'article 1^{er} ne vise que les personnes morales.

Afin de supprimer toute ambiguïté, il est proposé de faire commencer la phrase par les mots « A la requête d'une personne morale telle que définie à l'article 2, le président... », ce qui a évidemment pour conséquence qu'à l'article 2, premier alinéa, les mots « visée à l'article 1^{er} » peuvent être supprimés.

Deux membres déposent l'amendement suivant :

« Au premier alinéa de cet article, remplacer le mot « violation » par le mot « infraction. »

Justification

De cette façon, le texte proposé est mis en concordance avec la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers (loi Mammouth) et avec le projet de loi sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Un membre remarque que les infractions visées par la loi en projet ne relèvent pas du droit pénal. Il conviendrait dès lors d'adapter la terminologie. La notion qui figure dans le texte proposé est en tout cas plus large.

IV. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Dit artikel vestigt het principe dat een rechtspersoon die in artikel 2 nader wordt omschreven, een vordering kan instellen bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg ten einde het bestaan te laten vaststellen en de staking te bevelen van handelingen die in strijd zijn met de vigerende wetgeving betreffende de bescherming van het leefmilieu.

Een lid heeft bedenkingen bij de inhoud van het begrip « rechtspersoon ». Is het de bedoeling aan elke rechtspersoon het vorderingsrecht toe te kennen of wordt het begrip beperkt tot de morele rechtspersoon ?

Hierop wordt geantwoord dat ter zake werd ingegaan op het advies van de Raad van State; het oorspronkelijk ontwerp beoogt een « vereniging » doch er werd voorgesteld in de plaats daarvan het begrip « rechtspersoon » te hanteren.

De vorige interveniënt is van mening dat dit nog geen afdoende antwoord geeft op de vraag of er een morele persoon of een fysische persoon wordt beoogd.

Geantwoord wordt dat meer bepaald artikel 2 daarop een antwoord geeft. Het begrip « rechtspersoon » wordt trouwens steeds aangewend als synoniem van elke morele persoon; het is evident dat artikel 1 enkel de morele persoon bedoelt.

Ten einde elke onduidelijkheid te voorkomen, wordt voorgesteld artikel 1 te laten aanvangen met de woorden « Op verzoek van een rechtspersoon zoals omschreven in artikel 2, stelt de voorzitter... », met het gevolg uiteraard dat in artikel 2, eerste lid, de woorden « bedoeld in artikel 1 » kunnen worden weggelaten.

Twee leden dienen het volgend amendement in :

« In het eerste lid van dit artikel, het woord « overtreding » te vervangen door het woord « inbreuk. »

Verantwoording

Aldus wordt de voorgestelde tekst in overeenstemming gebracht met de wet op de financiële transacties en de financiële markten (Giga-wet) d.d. 4 december 1990 en met het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de verbruiker.

Een lid merkt op dat de inbreuken die in deze wet worden bedoeld niet van strafrechtelijke aard zijn. De terminologie zou dan moeten worden aangepast. Het begrip dat in de tekst wordt vermeld is in elk geval ruimer.

Un autre membre rappelle que la notion d'infraction est en tout cas utilisée en droit pénal, en particulier pour les infractions légères. Afin d'éviter toute confusion, il serait préférable de remplacer, dans le texte néerlandais, le terme « overtreiding » par le terme « schending ».

La Commission décide finalement de remplacer, dans le texte néerlandais, le mot « overtreiding » par le mot « inbreuk », le terme « violation » étant maintenu dans le texte français.

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Au premier alinéa de cet article, après le mot « violation », insérer les mots « grave et durable. »

Justification

Tout en laissant au juge une grande liberté d'appréciation, il convient d'écarter des réclamations mineures portant sur des inconvénients déjà en voie de résorption.

Le concept de gravité se retrouve dans diverses dispositions légales bien connues.

Il est en outre souligné que le mot « durable » doit s'interpréter en ce sens que l'infraction suppose une certaine durée.

Un intervenant estime qu'en acceptant l'amendement, on introduirait une condition supplémentaire. Il ne faut pas perdre de vue que l'action est instruite selon les formes du référé et qu'il est donc difficilement acceptable que l'on engage avec le juge un débat long et compliqué sur le point de savoir si l'infraction est ou non grave et durable.

Une discussion semblable risque d'avoir lieu à ce sujet avec l'expert qui pourrait être désigné par le président. L'amendement comporte en outre une contradiction dans les termes entre l'action en cessation avec constatation d'une infraction et le caractère d'urgence. Il y a, en effet, une infraction et un dommage à l'environnement qui est présumé, de sorte que la cessation doit être prononcée. L'adoption de l'amendement modifierait en tout cas l'esprit du projet.

Un autre membre met en garde contre le danger d'accumuler dans le texte un trop grand nombre de notions qui peuvent, en soi, prêter à des interprétations assez divergentes et même contradictoires par la jurisprudence. Il ne faut pas non plus oublier qu'en vertu du deuxième alinéa, le président dispose d'un pouvoir d'appréciation, ce qui constitue une base plus objective que les notions proposées dans l'amendement.

Een ander lid herinnert eraan dat het begrip « inbreuk » in elk geval een begrip is dat in het strafrecht wordt gehanteerd, meer in het bijzonder voor de lichtste overtredingen. Teneinde elke verwarring te vermijden zou het verkieslijker zijn het begrip « overtreiding » te vervangen door « schending ».

Tenslotte opteren de leden ervoor in de Nederlandse tekst het woord « overtreiding » te vervangen door het woord « inbreuk » terwijl in de Franse tekst het begrip « violation » wordt behouden.

Een lid dient het volgend amendement in :

« In het eerste lid van dit artikel voor het woord « overtreiding » in te voegen de woorden « zware en blijvende. »

Verantwoording

Hoewel aan de rechter een grote beoordelingsvrijheid moet worden gelaten, is het wenselijk minder belangrijke klachten over hinder die aan het verdwijnen is, te vermijden.

De zware overtreiding is een concept dat in verschillende wettelijke bepalingen terug te vinden is.

Bovendien wordt erop gewezen dat het woord « blijvende » moet worden uitgelegd in die zin dat de inbreuk een zekere duur veronderstelt.

Een interveniënt is van mening dat door het aanvaarden van het amendement een bijkomende vereiste zou worden ingevoegd. Men mag immers niet uit het oog verliezen dat de vordering wordt behandeld in de vorm van het kort geding en het dus moeilijk aanvaardbaar is dat er met de rechter een lang en gecompliceerd debat ontstaat over de vraag of de inbreuk, al dan niet van zware en blijvende aard is.

Een zelfde discussie dreigt hieromtrent plaats te hebben met de expert die eventueel door de voorzitter wordt aangesteld. Het amendement bevat bovendien een *contradictio in terminis* tussen de vordering tot staking waarbij een inbreuk wordt vastgesteld en het spoedeisend karakter. Er is immers een inbreuk en een schade aan het leefmilieu die wordt vermoed zodat de staking moet worden uitgesproken. Het aanvaarden van het amendement zou in elk geval de geest van het ontwerp wijzigen.

Een ander lid waarschuwt voor het gevaar dat al teveel begrippen in de tekst zouden worden opgesteld, die op zichzelf aanleiding kunnen geven tot vrij uitvoerige en soms tegenstrijdige interpretaties door de rechtspraak. Er mag bovendien niet uit het oog worden verloren dat de voorzitter krachtens het tweede lid, over een appreciatiemogelijkheid beschikt, hetgeen een objectievere grondslag uitmaakt dan de begrippen die door het amendement worden voorgesteld.

Un membre constate que la justification de l'amendement est en tout cas importante, puisqu'elle laisse au juge une liberté d'appréciation.

L'intervenant appuie l'idée proposée par le projet de prononcer la cessation, tout en laissant également au président du tribunal une marge d'appréciation pour faire une distinction entre infractions importantes et moins importantes, ce qui permettra la naissance d'une certaine jurisprudence en la matière. En raison de cette liberté d'appréciation offerte au président, l'intervenant est enclin à accepter l'amendement. Il ne s'agit pas d'une matière pénale, mais bien d'un texte qui n'exige pas une interprétation trop stricte.

Un membre se réfère à un amendement qu'il a déposé et qui est sensiblement parallèle à l'amendement précité.

Cet amendement est libellé comme suit :

« Compléter le premier alinéa de cet article par les mots « Pour autant que cet acte nuit à l'environnement. »

Justification

Certaines infractions n'ont pas de répercussions dommageables sur l'environnement, par exemple la construction, dans certaines circonstances, d'un bâtiment sans autorisation. Dans ce cas, il n'appartient pas à une association protectrice de l'environnement de s'opposer à cet acte punissable en soi, mais sans effet préjudiciable sur l'environnement.

L'auteur partage donc l'opinion selon laquelle l'infraction doit être permanente et grave, et doit effectivement nuire à l'environnement, sinon l'association protectrice de l'environnement assumerait le rôle du ministère public en constatant la criminalité pure, voire même théorique, ce qui n'est évidemment ni l'intention du projet, ni celle de l'association protectrice de l'environnement qui intente une action. Il convient de traduire cette idée dans le texte, en adoptant soit le premier soit le deuxième amendement.

Un commissaire remarque que le projet vise exclusivement le problème bien spécifique des dommages à l'environnement. Quoi qu'il en soit, il faut respecter la loi. Il n'y a d'ailleurs aucun danger pour qu'une A.S.B.L. intente une action contre des actes qui ne peuvent être clairement qualifiés d'infractions en matière d'environnement, puisque cela ne correspond pas à son objet social.

Un membre estime néanmoins qu'il doit s'agir d'une infraction grave et que les infractions de moindre importance ne sont pas visées par le projet.

Een lid stelt vast dat de verantwoording bij het amendement in elk geval belangrijk is, vermits er aan de rechter een beoordelingsvrijheid wordt gelaten.

Het lid sluit zich aan bij de idee door het ontwerp voorgesteld om de staking uit te spreken, waarbij aan de voorzitter van de rechtbank eveneens een appreciatiemarge moet worden gelaten om een onderscheid te maken tussen belangrijke en minder belangrijke inbreuken zodat daaromtrent een zekere rechtspraak in het leven zal worden geroepen. Omwille van deze beoordelingsvrijheid die aan de voorzitter wordt geboden, is het lid geneigd het amendement te aanvaarden. Het gaat weliswaar niet om een strafrechtelijke materie, doch wel degelijk om een tekst die een niet al te enge interpretatie vereist.

Een ander lid verwijst naar een amendement dat het heeft ingediend en enigszins gelijklopend is met het bovenvermelde.

Dit amendement luidt als volgt :

« Het eerste lid van dit artikel aan te vullen als volgt: « voor zover deze handeling een schadelijke invloed heeft op het leefmilieu. »

Verantwoording

Sommige inbreuken hebben geen schadelijke weerslag op het leefmilieu zoals bijvoorbeeld de oprichting van een gebouw zonder toelating in bepaalde omstandigheden. Het komt alsdan niet toe aan een milieuvereniging deze strafbare handeling op zichzelf zonder enige nadelige invloed op het leefmilieu te bestrijden.

De indiener is dus dezelfde mening toegedaan, namelijk dat de inbreuk blijvend en ernstig moet zijn, wanneer het milieu inderdaad is geschaad, zoniet zou de milieuvereniging de rol overnemen van het openbaar ministerie en de zuivere, zelfs theoretische criminaliteit vaststellen, hetgeen uiteraard niet de bedoeling is van het ontwerp noch van de milieuvereniging die een vordering instelt. Deze idee moet in de tekst worden ingebouwd zij het door het aanvaarden van het eerste of het tweede amendement.

Een spreker merkt op dat het ontwerp uitsluitend een wel bepaalde problematiek beoogt, namelijk een schending van het leefmilieu. Bovendien moet hoe dan ook de wet worden nageleefd. Trouwens, er bestaat geen gevaar dat een V.Z.W. zou optreden tegen handelingen die niet duidelijk als milieuovertreddingen kunnen worden gekarakteriseerd, vermits zulks niet in overeenstemming is met haar maatschappelijk doel.

Een lid is niettemin van mening dat het moet gaan om een zware inbreuk en dat de inbreuken van minder belang door de tekst niet worden bedoeld.

Le préopinant estime qu'il appartient au juge d'établir si l'action de l'A.S.B.L. est fondée sur une infraction grave et, éventuellement, de décider qu'il s'agit d'une action vexatoire et téméraire. Il ne convient toutefois pas de l'inscrire dans le texte, car cela donnerait au juge une marge d'appréciation bien trop large quant à la recevabilité des actions.

Un membre dépose ensuite l'amendement ci-après:

« A cet article, ajouter un troisième alinéa, libellé comme suit :

« Le président peut ordonner la cessation d'actes qui ont formé un commencement d'exécution ou imposer des mesures visant à prévenir l'exécution de ces actes ou à empêcher des dommages à l'environnement. »

Justification

Il ne suffit pas de donner aux associations protectrices de l'environnement la possibilité de faire cesser les dommages causés à celui-ci; il faut qu'elles puissent, en premier lieu, empêcher que pareils dommages ne surviennent.

C'est pourquoi il est nécessaire qu'elles aient la possibilité d'agir préventivement lorsqu'elles sont sûres que des actes dommageables à l'environnement vont être commis.

Le Secrétaire d'Etat remarque que cet amendement fonde la notion d'infraction, telle que proposée par le projet, sur une interprétation subjective, ce qui nuit à la clarté du texte et instaure un critère non définissable. L'article 1^{er} permet au juge de décider si l'action intentée est conforme à l'objet de l'association, autrement dit s'il s'agit d'une atteinte à l'environnement, à cet égard, l'on se référera à l'article 17 du Code judiciaire.

Si cette interprétation ne ressortait pas clairement du texte, l'on pourrait éventuellement remplacer, au premier alinéa, les mots « le président du tribunal de première instance constate l'existence et ordonne la cessation » par les mots « le président du tribunal de première instance peut constater l'existence et ordonner la cessation ». Il appartient en tout cas au juge d'apprécier l'infraction ainsi que les dommages subis par l'environnement.

Un membre déduit de ce texte que le président constate l'infraction et ordonne la cessation. La question se pose de savoir s'il peut faire autre chose qu'ordonner, après avoir constaté l'existence de l'infraction.

De vorige interveniënt meent dat het aan de rechter toekomt uit te maken of het optreden van de V.Z.W. gegrond is op een zware inbreuk zodat hij er eventueel kan toe besluiten dat het om een tergende en roekeloze vordering gaat. Dit mag evenwel niet in de tekst worden opgenomen omdat het aan de rechter een al te ruime beoordelingsmarge biedt over de ontvankelijkheid van de vorderingen.

Vervolgens wordt door een lid het volgend amendement ingediend:

« Aan dit artikel een derde lid toe te voegen, luidend als volgt :

« De voorzitter kan de staking bevelen van handelingen waarvan de uitvoering reeds begonnen is of hij kan maatregelen opleggen ter preventie van de uitvoering ervan of ter voorkoming van schade aan het leefmilieu. »

Verantwoording

Het is niet voldoende dat aan de milieuvereinigingen alleen de mogelijkheid wordt gegeven om milieuschade te doen ophouden, zij moeten in de eerste plaats kunnen beletten dat deze schade zich voor doet.

Vandaar dat zij ook preventief moeten kunnen optreden, wanneer vaststaat dat milieuverstorende daden zullen gesteld worden.

De Staatssecretaris merkt op dat zo de omschrijving van het begrip « overtreding » zoals in het ontwerp wordt voorgesteld, zou gegrond zijn op een subjectieve interpretatie, de duidelijkheid van de tekst ondergraven wordt en een niet definieerbaar criterium de wet binnensluipt. Krachtens artikel 1 heeft de rechter steeds de mogelijkheid te oordelen of de vordering die is ingesteld in overeenstemming is met het doel dat de vereniging nastreeft, met andere woorden een schending van het leefmilieu, waarbij kan worden verwezen naar artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek.

Mocht deze interpretatie niet duidelijk uit de tekst blijken, dan zouden eventueel de woorden in het eerste lid « stelt de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg het bestaan vast » kunnen worden vervangen door de woorden « kan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg het bestaan vaststellen en de staking bevelen ». Het komt in elk geval de rechter toe om de wetsovertreding en de schending van het milieu te appreciëren.

Een lid leidt uit de tekst af dat de voorzitter de inbreuk vaststelt en de staking beveelt. De vraag rijst of hij iets anders kan doen dan bevelen, nadat hij de inbreuk heeft vastgesteld.

Un autre membre estime que le juge peut décider que, tout bien considéré, l'infraction est trop minime. Peut-être serait-il malgré tout préférable de qualifier quelque peu l'infraction, qualification à laquelle le juge serait alors tenu. C'est d'ailleurs ce à quoi tend le dernier amendement, qui dispose que le président peut ordonner la cessation et ne doit pas nécessairement y procéder.

En s'inspirant des diverses propositions, le texte pourrait être libellé comme suit : « Le président du tribunal de première instance constate l'existence et peut ordonner la cessation. » Autrement dit, le dernier amendement ne serait pas repris comme troisième alinéa mais serait intégré au premier alinéa.

Le Secrétaire d'Etat admet que le juge doit pouvoir apprécier s'il s'agit d'une infraction présentant un caractère sérieux.

Un intervenant estime que la constatation de l'existence de l'infraction est déjà un premier élément de l'instance; en d'autres termes, cela signifie que le juge ne peut refuser *a priori* la recevabilité. Sur la base de cette constatation, le juge dispose d'un pouvoir d'appréciation sur la mesure qu'il prononcera, c'est-à-dire sur la manière dont il décidera la cessation ou d'autres mesures.

Un membre confirme que le juge est saisi d'une demande urgente qui est instruite selon les formes du référé et dans laquelle il statue quant au fond. Il doit également se prononcer sur l'importance de l'infraction.

Le Secrétaire d'Etat est donc d'accord sur la disposition « ... le président du tribunal de première instance constate l'existence et peut ordonner la cessation... ».

Un membre propose de transférer au deuxième alinéa les pouvoirs donnés au juge, c'est-à-dire de regrouper dans ce texte toutes les mesures que le juge peut prendre.

L'attention est ensuite attirée sur le fait qu'en sa deuxième partie, l'amendement précité élargit le texte à l'aspect prévention.

Le Secrétaire d'Etat déclare ne pas être hostile *a priori* à l'idée de prévention. Le juge pourrait donc éventuellement intervenir également en cas de menace d'infraction. On en trouve du reste des exemples dans d'autres législations.

Un membre hésite à l'insérer dans le texte, car c'est faire un procès d'intention au futur contrevenant alors qu'en cette matière, la tentative peut difficilement être rendue punissable.

On fait remarquer qu'en vertu du droit commun, le juge a toujours la possibilité d'apprécier si la demande présente bien un intérêt et que, sur le plan de

Een ander lid is van mening dat de rechter bij een afwegen van waarden kan vaststellen dat de inbreuk te miniem is. Het zou misschien toch wenselijk zijn de inbreuk in zekere zin te kwalificeren, zodat de rechter daardoor enigszins gehouden is. Het laatste amendement gaat trouwens in dezelfde richting, vermits daarin wordt bepaald dat de voorzitter de staking kan bevelen en hij daartoe niet noodzakelijkerwijze dient over te gaan.

Op grond van de diverse voorstellen zou de tekst als volgt kunnen luiden : « stelt de voorzitter het bestaan vast en kan de staking bevelen ... ». Met andere woorden, het laatste amendement zou dus niet als derde lid worden toegevoegd doch worden opgenomen in het eerste lid.

De Staatssecretaris is het ermee eens dat de rechter moet kunnen oordelen of het om een inbreuk gaat die een zeker ernstig karakter vertoont.

Een spreker is van mening dat de vaststelling van het bestaan van de inbreuk reeds een eerste onderdeel is van de aanleg; zulks betekent met andere woorden dat de rechter niet *a priori* de ontvankelijkheid mag weigeren. Op grond van deze vaststelling heeft de rechter een appreciatiebevoegdheid over de maatregel die hij zal uitspreken, namelijk over de wijze waarop hij besluit tot staking of tot andere maatregelen.

Een lid bevestigt dat de rechter gevat is door een dringende vordering die wordt behandeld naar de vormen van het kort geding en die hij ten gronde uitsprekt. Hij moet zich eveneens uitspreken over de belangrijkheid van de inbreuk.

De Staatssecretaris is het dus eens met de bepaling « ... stelt de voorzitter van eerste aanleg het bestaan vast en kan de staking bevelen... ».

Een lid stelt voor de bevoegdheden die aan de rechter worden toegekend, naar het tweede lid over te brengen, met andere woorden in deze tekst alle maatregelen te groeperen die de rechter kan nemen.

Vervolgens wordt de aandacht erop gevestigd dat bovengenoemd amendement in een tweede onderdeel de tekst uitbreidt tot het aspect van de preventie.

De Staatssecretaris verklaart zich niet *a priori* te verzetten tegen de idee van de preventie; de rechter zou dus eventueel ook kunnen optreden in geval van dreiging van een inbreuk. Er zijn in andere wetgevingen trouwens hiervan voorbeelden te vinden.

Een lid aarzelt om dit in de tekst op te nemen, omdat dit een intentioneel proces van de toekomstige overtreder betekent, terwijl in deze materie een poging moeilijk strafbaar kan worden gesteld.

Hierbij wordt opgemerkt dat krachtens het gemeen recht de rechter steeds de bevoegdheid heeft om zich een appreciatie te vormen over de vraag of de

la prévention, le droit commun offre au juge la possibilité de se prononcer lorsqu'il existe un danger important et imminent.

Un membre estime que dans cette dernière hypothèse, on se retrouve dans le référé de droit commun et que l'on quitte donc l'action envisagée par le projet.

Un membre constate que si l'on ne précise pas les infractions et que l'on ne parle que de faits contraires à l'environnement, il est clair que l'on attribue au juge une grande liberté. Aussi l'intervenant propose-t-il de faire figurer dans le texte la notion d'infraction manifeste, ce qui permet d'indiquer plus clairement que les faits marginaux et moins importants ne doivent pas être pris en considération.

Un membre estime toutefois que cette notion est trop faible, puisque l'on vise une infraction sérieuse, qui occasionne un dommage à l'environnement, à l'exclusion d'une infraction sans impact pratique.

On lui répond que le terme « manifeste » — en néerlandais « kennelijk » — doit être maintenu; on vise donc une infraction incontestable. Le texte doit du reste être interprété dans son ensemble: il s'agit d'infractions manifestes, pour autant qu'elles constituent une atteinte à l'environnement.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que la condition relative à l'intérêt est inscrite dans la loi: il s'agit après tout de la protection de l'environnement.

Il convient de noter qu'il y a une distinction entre l'irrecevabilité et le caractère non fondé; en l'occurrence, l'action serait fondée mais irrecevable: le texte doit être lu en corrélation avec l'article 17 du Code judiciaire, qui traite de la condition relative à l'intérêt.

Un membre fait observer que la référence à l'article 17 n'est pas justifiée: le projet a été déposé parce que la Cour de Cassation a décidé que l'association protectrice de l'environnement ne peut invoquer l'article 17 du Code judiciaire.

Les dires de l'intervenant sont fortement contestés; il n'est aucunement dérogé à l'article 17 du Code judiciaire: au contraire, une relation juridique est créée entre l'intérêt général et l'intérêt des associations.

La condition essentielle est que l'environnement doit avoir subi des dommages.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que cette condition figure dans le projet; c'est le juge qui en décidera en fin de compte.

vordering wel een belang heeft en op het vlak van de preventie het gemeen recht de rechter de mogelijkheid biedt zich uit te spreken wanneer er zich een belangrijk en onmiddellijk gevaar voordoet.

Een lid is van mening dat men met deze laatste hypothese terecht komt in het gemeenrechtelijk kort geding en dus niet in de vordering die door het ontwerp wordt bedoeld.

Een lid stelt vast dat zo de inbreuken niet worden gepreciseerd, doch enkel feiten die indruisen tegen het milieu in aanmerking komen, het duidelijk is dat aan de rechter een grote vrijheid wordt toegekend. Daarom stelt het lid voor dat in de tekst het begrip « kennelijke inbreuk » zou worden opgenomen, hetgeen toelaat duidelijker te maken dat de marginale en weinig belangrijke feiten niet in aanmerking hoeven te komen.

Een lid is evenwel van mening dat dit begrip te zwak is, vermits een ernstige inbreuk wordt beoogd, die schade aan het milieu toebrengt met uitsluiting van een inbreuk zonder praktische impact.

Er wordt geantwoord dat « kennelijk » dient te worden behouden en in het Frans geldt « manifeste », met andere woorden, er wordt een onbetwistbare inbreuk bedoeld. De tekst moet trouwens in zijn geheel worden geïnterpreteerd: het gaat om kennelijke inbreuken voor zover zij een schending betekenen van het leefmilieu.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat de belangenvereiste in de wet is ingebouwd: het gaat tenslotte over de bescherming van het leefmilieu.

Opgemerkt moet worden dat er een onderscheid bestaat tussen onontvankelijk en ongegrond; ter zake zou de vordering wel gegrond zijn, doch zij is onontvankelijk: de tekst moet samen worden gelezen met artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek, namelijk de vereiste van het belang.

Een lid merkt op dat artikel 17 hier niet ter sprake komt: het ontwerp werd ingediend omdat krachtens het Hof van cassatie, de milieuvereniging artikel 17 Gerechtelijk Wetboek niet kan invoeren.

Dit wordt ten stelligste betwist; er wordt in genedele afgeweken van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek: er wordt integendeel een rechtsverhouding gecreëerd tussen het algemeen belang en het belang van de verenigingen.

De essentiële voorwaarde bestaat erin dat het leefmilieu door de inbreuk moet geschaad zijn.

De Staatssecretaris herhaalt dat dit in het ontwerp is opgenomen; tenslotte zal de rechter daarover oordelen.

En se basant sur l'article 17, un membre conclut que les associations visées à l'article 2 sont présumées avoir un intérêt, sauf si le juge établit le contraire.

En tout cas, il ne peut être question de créer un automatisme dès qu'une infraction a été constatée; le juge apprécie si les infractions sont suffisamment importantes.

Un autre membre rappelle que l'article 17 du Code judiciaire exige une qualité et un intérêt; la qualité est définie à l'article 2, mais l'intérêt doit être apprécié par le juge.

Dans l'optique de la loi en projet, l'intérêt, à savoir la protection de l'environnement, est lié à l'objet statutaire, lequel confère sa qualité à l'association.

Un membre rappelle que les petites infractions qui n'ont aucune influence sur l'environnement devraient être exclues.

Les membres confirment que les infractions de moindre importance ne sont effectivement pas visées; en outre, les associations ne pourront alors pas faire valoir d'intérêt.

Un membre peut marquer son accord sur l'inscription, dans la loi, de la notion de « violation manifeste », mais cette expression ne vise pas la menace. L'expression « lorsqu'elles sont sûres que des actes dommageables à l'environnement vont être commis » implique qu'il y ait déjà eu un début d'exécution.

Un membre poursuit en déclarant que l'on peut utiliser le même critère pour des faits qui ont été commis et pour des faits qui risquent d'être commis. L'on ne peut dès lors disposer que « le juge peut... », puisque cela impliquerait qu'il peut éventuellement ne pas le faire. Il convient de préciser qu'il doit intervenir en cas de perturbation grave et durable. L'intervenant est dès lors favorable à l'inscription, dans la loi, de l'expression « violation manifeste ». En outre, cette notion permet de donner au juge la liberté d'appréciation ou de lui imposer l'obligation d'appréciation. Cela signifie également que la notion de menace peut également être inscrite dans la loi.

En conclusion, le Secrétaire d'Etat constate que la discussion révèle que les membres veulent éviter que le juge ne soit forcé d'intervenir pour des transgressions minimales, qui constituent bien une infraction à la loi, mais ne portent pas atteinte à l'environnement. Les membres s'accordent ensuite à dire que le juge peut également intervenir pour des actes desquels il ressort que les lois risquent d'être enfreintes et pour lesquels la liberté d'appréciation du juge est bien entendue maintenue.

Een lid concludeert dat, uitgaande van artikel 17, het belang wordt verondersteld bij de verenigingen zoals bepaald in artikel 2, tenzij de rechter het tegendeel vaststelt.

In elk geval kan er geen sprake zijn van automatisme zodra er een inbreuk is op bedoelde wetgevingen; de rechter oordeelt erover dat de inbreuken niet belangrijk genoeg zijn.

Een ander lid herinnert eraan dat krachtens artikel 17 een hoedanigheid en een belang worden vereist; dit laatste wordt bepaald in artikel 2, doch over het belang moet steeds door de rechter worden geoordeeld.

In de optie van de wet is het belang, de bescherming van het leefmilieu, vervat in het statutaire doel dat de hoedanigheid geeft.

Een lid herhaalt dat de kleine inbreuken die geen enkele invloed hebben op het leefmilieu, moeten worden uitgesloten.

De leden bevestigen dat de kleine inbreuken inderdaad niet worden gevisieerd; bovendien zal daarbij geen belang kunnen worden aangetoond.

Een lid kan het ermee eens zijn dat het begrip « kennelijke inbreuk » in de tekst wordt opgenomen, doch daarmee wordt nog niet de dreiging gevisieerd. Wanneer het amendement bepaalt dat « vaststaat dat daden zullen gesteld worden », impliceert zulks reeds een begin van uitvoering.

Hierop spreekt een ander lid zijn mening uit dat hetzelfde criterium kan worden aangewend voor de feiten die gepleegd zijn als voor de feiten die dreigen te zullen worden gepleegd. Daarom kan niet worden bepaald dat « de rechter kan ... » vermits zulks impliceert dat hij dan ook niet kan. Er moet dan toch duidelijk worden gesteld dat hij moet optreden in geval van ernstige en blijvende storing. Het lid is er dan ook voorstander van dat in de tekst sprake zou zijn van « kennelijke inbreuk ». Bovendien is bedoeld begrip van aard om de beoordelingsvrijheid of beoordelingsplicht aan de rechter te geven of op te leggen. Dit impliceert dan ook dat het begrip van de dreiging eveneens in de tekst mag worden opgenomen.

Bij wijze van besluit stelt de Staatssecretaris vast dat de discussie erop wijst dat de leden willen vermijden dat de rechter gedwongen wordt op te treden bij minieme overtredingen, die wel een inbreuk op de wet zijn doch geen inbreuk op het milieu uitmaken. Vervolgens blijken de leden het erover eens te zijn dat de rechter eveneens kan optreden bij handelingen die erop wijzen dat er een inbreuk op de wetten dreigt plaats te hebben en waarvoor uiteraard de beoordelingsvrijheid van de rechter behouden blijft.

Un sénateur dépose ensuite l'amendement suivant :

« A) *A la septième ligne du premier alinéa, supprimer le mot « manifeste. »*

Justification

Le texte proposé par le groupe de travail est plus restrictif que le texte initial et prête à interprétations divergentes, d'où conflits de jurisprudence générateurs d'incertitude juridique.

Un membre rappelle la provenance de la notion « manifeste » (« kennelijk ») adoptée. A un moment donné, on avait suggéré l'expression « violation caractérisée ». La difficulté consistait surtout à traduire en néerlandais le mot « caractérisée ». On a finalement opté pour le mot « kennelijk », en précisant qu'il signifiait « manifeste », et non « caractérisée ». De l'avis général, le terme « manifeste » doit être interprété au sens de l'adage « de minimis non curat praetor ». Une légère infraction ne peut pas donner lieu à une décision de cessation.

D'après un membre, la nécessité de requérir une certaine gravité de l'infraction résulte du fait que les infractions ne sont pas citées nommément, comme c'est le cas dans la loi sur les pratiques du commerce.

La définition « une violation d'une ou plusieurs dispositions des lois, décrets et ordonnances ou des règlements et arrêtés relatifs à la protection de l'environnement » est beaucoup trop vague. Il faut consulter les travaux préparatoires pour savoir de quelles dispositions légales et réglementaires il s'agit.

Toutes les violations théoriques ne doivent pas relever de l'application de la loi en projet. Il n'appartient pas aux associations protectrices de l'environnement de reprendre le rôle du ministère public.

Un membre souligne qu'après l'instruction, le juge pourra uniquement décider s'il faut appliquer l'adage « de minimis non curat praetor ».

Cet adage n'est donc pas une condition de recevabilité de l'action. Après un débat contradictoire et une éventuelle expertise, le juge peut arriver à cette conclusion et rejeter l'action comme étant non fondée.

On peut également escompter qu'une association protectrice de l'environnement n'introduira pas une action pour une peccadille. C'est ainsi que l'implantation non autorisée d'un garage ne donnera pas lieu à une action, sauf si cela cache par exemple la vue d'un monument historique. Il s'agit là d'une violation manifestement visée par le projet. Un seul et même acte peut constituer une infraction à différentes

Vervolgens dient een senator het volgende amendement in :

« A) *In het eerste lid, het woord « kennelijke » te doen vervallen. »*

Verantwoording

De door de werkgroep voorgestelde tekst is meer restrictief dan de oorspronkelijke tekst die tot uiteenlopende interpretaties en dus tot tegenstrijdige rechtspraak kan leiden, wat een bron is van rechtsonzekerheid.

Een lid herinnert aan de herkomst van het aanvaarde begrip « kennelijk » « manifeste ». Op een bepaald ogenblik werd het begrip « violation caractérisée » gesuggereerd. De moeilijkheid was vooral het woord « caractérisée » in het Nederlands te vertalen. Uiteindelijk heeft men geopteerd voor « kennelijk » zeggende dat « kennelijk » « manifest » was en niet gekarakteriseerd. Iedereen is erover akkoord dat het begrip « kennelijk » moet gezien worden in de betekenis van het adagium « de minimis non curat praetor ». Een kleine overtreding kan geen aanleiding geven tot een beslissing van staking.

Volgens een lid vloeit de noodzaak om een zekere ernst van de inbreuk te eisen voort uit het feit dat de inbreuken niet met name worden genoemd zoals dit wel het geval is in de wet op de handelspraktijken.

De omschrijving « een inbreuk op een of meer bepalingen van wetten, decreten, ordonnances of van verordeningen en besluiten betreffende de bescherming van het leefmilieu » is veel te vaag. De voorbereidende werken moeten geraadpleegd worden om te weten welke wettelijke en reglementaire bepalingen bedoeld worden.

Niet elke theoretische inbreuk moet onder toepassing van deze wet vallen. Het komt niet toe aan de milieuvereniging om de rol over te nemen van het openbaar ministerie.

Een lid onderstreept dat de rechter na het onderzoek slechts gaat kunnen beslissen of het adagium « de minimum non curat praetor » dient toegepast te worden.

Dit adagium is dan ook geen ontvankelijkheidsvereiste voor de vordering. Na een tegensprekelijk debat en een eventuele expertise kan de rechter tot die conclusie komen en de vordering als ongegrond afwijzen.

Het valt ook te verwachten dat een milieuvereniging geen vordering zal instellen voor een onbenuligheid. Zo zal een niet-vergunde inplanting van een garage geen aanleiding geven tot een vordering, uitgezonderd wanneer daardoor bijvoorbeeld het zicht op een historisch monument belemmerd wordt. Dat is een inbreuk die kennelijk door het ontwerp bedoeld wordt. Een en dezelfde handeling kan een inbreuk

législations, qui ressortira d'une instruction sur le fond, si bien que l'application de l'adage « de minimis non curat praetor » concerne non la recevabilité, mais le fond de l'action.

D'après un autre membre, le mot « manifeste » est très important, puisqu'une infraction qui ne cause aucun dommage à l'environnement ne doit pas relever de l'application de la loi à l'examen.

Le Secrétaire d'Etat confirme qu'il doit apparaître clairement de l'emploi des mots « kennelijk » et « manifeste » que les infractions peu importantes ou insignifiantes ne peuvent pas faire l'objet d'une action en cessation. Le mot « manifeste » signifie qu'on appliquera l'adage *de minimis non curat praetor*; en d'autres termes, le mot « manifeste » est ici synonyme de « significatif », « important ». Il revient au juge d'apprécier cette importance.

Un membre fait encore observer que, même en cas d'absence de la moindre infraction, l'environnement peut subir un grave préjudice et qu'une légère infraction peut malgré tout entraîner un dommage important.

Après un large échange de vues, plusieurs membres estiment que l'infraction doit revêtir une certaine importance, que le juge appréciera souverainement.

L'amendement est rejeté à l'unanimité des 12 membres présents.

Un membre dépose un amendement rédigé comme suit :

« Après le premier alinéa de cet article, insérer un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Il peut en outre ordonner des mesures ou travaux de toutes natures visant à prévenir ou à réparer des dommages causés à l'environnement. »

Justification

Le pouvoir du juge ne doit pas se limiter à faire cesser l'acte qui porte atteinte à l'environnement. Il doit pouvoir imposer des mesures ou des travaux aptes à prévenir de nouvelles atteintes ou à réparer celles qui ont été causées.

L'on constate que, comme des amendements précédents, celui-ci est devenu superflu à la suite de la discussion qui a eu lieu, surtout en ce qui concerne l'infraction manifeste qui risque d'être commise.

Il est rejeté à l'unanimité des 12 membres présents.

zijn op verschillende wetgevingen, wat zal blijken na een onderzoek ten gronde zodat de toepassing van het adagium « de minimis non curat praetor » niet de ontvankelijkheid maar de grond van de vordering betreft.

Volgens een ander lid is het woord « manifeste » van groot belang vermits een inbreuk zonder enige schade voor het leefmilieu niet onder toepassing van deze wet moet vallen.

De Staatssecretaris bevestigt dat uit de aanwending van de termen « kennelijk » en « manifeste » duidelijk de bedoeling moet blijken dat weinig belangrijke of onbetekenende inbreuken niet het voorwerp kunnen uitmaken van een vordering tot staking. « Kennelijk » betekent de toepassing van het adagium *de minimis non curat praetor* of anders gezegd « kennelijk » betekent hier « significatif », « belangrijk ». Het komt aan de rechter toe over deze belangrijkheid te oordelen.

Een lid doet nog opmerken dat zelfs in geval van afwezigheid van enige inbreuk er grote schade aan het leefmilieu kan ontstaan en dat bij een kleine inbreuk er niettemin grote schade kan berokkend worden.

Na een ruime gedachtenwisseling zijn meerdere leden van oordeel dat de inbreuk een zeker belang moet hebben, waarover de rechter souverain oordeelt.

Dit amendement wordt verworpen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Een lid dient het volgend amendement in :

« Na het eerste lid een nieuw lid in te voegen, luidende :

« Hij kan bovendien allerlei maatregelen opleggen of werken doen uitvoeren om de aan het milieu toegebrachte schade te voorkomen of te herstellen. »

Verantwoording

De bevoegdheid van de rechter mag er niet alleen in bestaan de staking te bevelen van een handeling die het milieu schaadt. Hij moet eveneens maatregelen kunnen opleggen of werken doen uitvoeren om nieuwe schade te voorkomen of de bestaande schade te doen herstellen.

Er wordt vastgesteld dat, zoals vorige amendementen, ook dit amendement ondervangen wordt door de discussie die voorafgaat inzonderheid wat betreft de kennelijke inbreuk die dreigt te gebeuren.

Dit amendement wordt verworpen met eenparigheid van de 12 aanwezige leden

Un membre dépose un amendement rédigé comme suit :

« Entre le premier et le deuxième alinéa de cet article, insérer un alinéa nouveau libellé comme suit :

« Avant tout débat au fond, une tentative de conciliation aura lieu. »

Cet amendement part de l'idée qu'il est inutile d'introduire une action lorsqu'il s'avère possible de concilier les parties. Au cours de la tentative de conciliation, le juge peut examiner si le litige en question peut être rapidement réglé, et ce, sans que le déroulement de la procédure soit retardé de quelque manière. Cet amendement permet de prévenir des procédures inutiles; la conciliation doit, en effet, permettre à l'intéressé de faire cesser l'acte, et elle doit permettre aussi de redresser la situation.

L'intervenant estime qu'il s'agit là d'un élément fort positif, notamment en cas de litige en matière de droit social. La tentative de conciliation aura lieu après l'introduction de l'action, de sorte que le juge pourra éventuellement se rendre sur place et que la tentative pourra aboutir à cette occasion.

L'on fait observer que, selon l'article 731 du Code judiciaire, une tentative de conciliation peut toujours avoir lieu, bien qu'en matière de protection de l'environnement, lesdites associations se soient généralement déjà mises en contact avec l'entreprise en question, si bien que la tentative de conciliation obligatoire risquera d'être inutile.

Un membre estime que l'amendement aura un effet psychologique important. Il souligne qu'aux termes de celui-ci, la tentative de conciliation est obligatoire. En outre, il ne provoque, aucune perte de temps, puisqu'il ne prévoit aucune tentative de conciliation séparée et précédant l'introduction de l'action.

Un membre fait observer que, s'il ressort de la citation à comparaître que les faits sont clairement définis, le juge peut réagir immédiatement après l'introduction de l'instance et constater si une conciliation est possible ou non.

L'on ne peut pas perdre de vue non plus que la procédure définie par le projet est plutôt exceptionnelle, puisqu'elle est étroitement liée à une action pénale et qu'en l'espèce, une conciliation peut présenter un risque.

Cet argument n'est pas appuyé. L'on n'a finalement pas à faire à une action pénale, où toute conciliation est exclue. Dans le litige en question, c'est au juge en civil qu'il appartiendra de trancher la question de savoir s'il y aura ou non cessation de l'acte attaqué; il va de soi qu'une conciliation est possible lorsque l'auteur de l'infraction est disposé à mettre fin à l'acte litigieux.

Een lid dient het volgende amendement in :

« Tussen het eerste en het tweede lid van dit artikel een nieuw lid in te voegen, luidende :

« Voor elk debat over de grond van de zaak moet een verzoeningspoging plaatshebben. »

Dit amendement gaat uit van de idee dat het niet nodig is een vordering in te stellen wanneer het mogelijk blijkt te zijn de partijen te verzoenen. Bij die gelegenheid kan de rechter uitmaken of de betwisting vlug kan worden geregeld, terwijl de procedure daarvoor in genedele wordt vertraagd. Alleen is dit amendement van aard nutteloze procedures te vermijden; de verzoening is er immers op gericht dat de betrokkene de handeling kan stoppen en de toestand herstellen.

Een lid ziet daarin een groot voordeel, zoals onder meer het geval is in betwistingen van sociaal recht. De verzoening zal plaatshebben na de inleiding van de vordering, zodat de rechter eventueel de gelegenheid heeft ter plaatse te gaan zodat bij die gelegenheid de verzoening kan tot stand komen.

Opgemerkt wordt dat artikel 731 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat een minnelijke regeling steeds mogelijk is, hoewel inzake bescherming van het milieu de verenigingen meestal de onderneming reeds eerder hebben gecontacteerd, zodat de verplicht opgelegde verzoening nutteloos dreigt te zijn.

Een lid is van mening dat het amendement een belangrijke psychologische uitwerking kan hebben. De aandacht wordt erop gevestigd dat krachtens het voorgestelde amendement de verzoeningspoging verplicht is. Bovendien wordt geen tijd verloren vermits geen afzonderlijke en aan de vordering voorafgaande verzoeningsprocedure wordt bedoeld.

Een lid merkt op dat, zo uit de dagvaarding blijkt dat de feiten duidelijk zijn omschreven, de rechter op de inleiding onmiddellijk kan reageren en vaststellen of er al dan niet een verzoening mogelijk is.

Bovendien mag niet uit het oog worden verloren dat de procedure door het ontwerp voorgesteld, eerder uitzonderlijk is, vermits ze nauw samenhangt met een strafrechtelijk geding zodat een verzoening ter zake een gevaar kan betekenen.

Dit argument wordt niet bijgetreden. Het gaat tenslotte niet om een geding voor de strafrechter waar de verzoening is uitgesloten. In bedoelde betwisting is het de burgerlijke rechter die zich uit te spreken heeft over de vraag of er al dan niet staking zal plaatshebben; het is duidelijk dat de verzoening mogelijk is als de overtreder bereid is het optreden te stoppen.

Un membre suggère que l'on établisse un lien entre la notion de conciliation et la disposition du deuxième alinéa.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Un membre dépose un amendement tendant à :

« Insérer au deuxième alinéa de l'article 1^{er}, entre les mots « à empêcher » et les mots « des dommages à l'environnement », les mots « ou à réparer. »

Justification

Il ne suffit pas d'éliminer le facteur qui perturbe l'environnement. Il faut aussi rétablir le lieu endommagé dans son état primitif. Outre la cessation, la réparation devrait également être possible.

Selon un autre membre, l'action en cessation actuelle est une copie de l'action en cessation définie dans la loi sur les pratiques du commerce. On n'a pas prévu une pure procédure de référé, qui vise à une mesure provisoire. Mais on veut une procédure rapide comme en matière de référé. Et enfin, on a surtout voulu une procédure de cessation.

L'auteur de l'amendement veut maintenant étendre cette procédure de cessation pour en faire une procédure de réparation. On soustrairait ainsi, selon le membre, un pouvoir au juge du fond pour le transférer au président siégeant en référé, ce qui constituerait une extension du projet. Il y a confusion de deux matières. Ce qui doit se faire rapidement, c'est arrêter la poursuite de l'acte ou éventuellement mettre obstacle à une menace sérieuse. Cela doit se faire comme en matière de référé.

La procédure de réparation est une procédure qui est menée au fond. L'auteur de l'amendement craint probablement que le juge du fond ne dise que l'association de défense de l'environnement ne dispose pas de la qualité nécessaire et ne peut justifier de l'intérêt voulu pour demander la réparation.

Ou bien l'autorité politique tirera les conclusions d'une décision de cessation ou bien l'association de défense de l'environnement trouvera des personnes disposant effectivement de l'intérêt requis et de la qualité voulue pour intenter, quant au fond, une action en réparation.

L'auteur de l'amendement est d'accord sur cette analyse. L'association de défense de l'environnement ne peut que faire cesser l'acte, mais elle ne peut demander aucune réparation. A cela s'ajoute, selon l'auteur, que l'association de défense ne peut intervenir lorsqu'il n'y a pas infraction, en dépit d'un dom-

Een lid suggereert dat de idee van de verzoening zou worden gekoppeld aan het bepaalde in het tweede lid.

Het amendement wordt aangenomen met eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Een lid dient een amendement in ertoe strekkend :

« In het tweede lid van artikel 1 tussen de woorden « ter voorkoming van » en de woorden « schade aan het leefmilieu » in te voegen de woorden « of ter herstel van. »

Verantwoording

Het volstaat niet de milieuverstorende factor weg te nemen, het is ook nodig de getroffen lokatie in zijn oorspronkelijke staat te herstellen. Naast de stopzetting zou ook het herstel moeten mogelijk zijn.

Volgens een ander lid is de huidige vordering tot staking een kopie van de vordering tot staking bepaald in de wet op de handelspraktijken. Men heeft in geen zuivere procedure in kort geding voorzien, die een voorlopige maatregel beoogt. Wel wil men een snelle procedure zoals in kort geding. En tenslotte heeft men vooral een procedure van staking bedoeld.

De indiener van het amendement wil nu deze procedure van staking uitbreiden tot een procedure van herstel. Hierdoor zou, aldus het lid, een bevoegdheid ontnomen worden aan de rechter ten gronde en doorgeschoven worden naar de voorzitter zetelende zoals in kort geding, waardoor een uitbreiding wordt gegeven aan het opzet. Twee materies worden hier verward. Wat snel moet gebeuren is de staking van de verdere uitbreiding of eventueel een halt toeroepen aan een ernstige dreiging. Dat moet gebeuren zoals in kort geding.

De herstelprocedure is een procedure die ten gronde wordt gevoerd. De indiener van het amendement vreest waarschijnlijk dat de rechter ten gronde zou zeggen dat de milieuvereniging niet over de nodige hoedanigheid beschikt en niet het nodig belang kan doen gelden om het herstel te vorderen.

Ofwel zal de politieke overheid haar conclusies trekken uit een beslissing tot staking ofwel zal de milieuvereniging toch personen vinden die wel beschikken over het vereiste belang en de nodige hoedanigheid om een vordering ten gronde tot herstel in te leggen, aldus het lid.

Deze zienswijze wordt beaamd door de indiener van het amendement. De milieuvereniging kan enkel doen stopzetten maar geen herstel vragen. Daarbij komt nog, aldus de auteur, dat de milieuvereniging niet kan optreden wanneer er geen inbreuk is maar toch grote schade. In het milieuzakboekje zult u op

mage important. Dans le petit guide de l'environnement, on peut trouver à la page 343 une série d'exemples dans lesquels un dommage a été occasionné à l'environnement sans qu'une disposition légale ait été transgressée.

C'est la raison pour laquelle, selon l'auteur, l'idéal serait de rattacher le projet actuel aux autres propositions de loi de l'auteur, de manière à permettre aux associations de défense de l'environnement d'intervenir de manière efficace.

Concernant la réparation du dommage, un membre cite l'exemple d'un camion qui achemine du sable pour la construction d'un remblai non autorisé. Il faut non seulement arrêter le camion, mais aussi faire enlever le sable acheminé. C'est la seule manière de faire respecter pleinement la loi sur l'aménagement du territoire.

Le projet doit donc être clair et précis et se montrer plus exigeant dans ce domaine, raison pour laquelle l'intervenant veut prévoir dans ce projet la possibilité de demander réparation.

En outre, la possibilité de faire réparer le dommage est d'autant plus nécessaire, selon l'intervenant, qu'en matière de poursuite des infractions, les pouvoirs publics se montrent gravement défaillants. Sur 200 plaintes, le parquet en classe 180 sans suite. C'est la raison pour laquelle il faut étendre la possibilité, pour le juge, de prendre toutes sortes de mesures.

Le Secrétaire d'Etat ne souhaite pas suivre l'auteur de l'amendement dans son idée d'étendre l'action à la réparation du dommage.

On ne parviendra jamais à la solution idéale. Mais en s'obstinant à la trouver, il se pourrait bien que l'on ne parvienne à aucune solution, ce qui serait plus nuisible encore à l'environnement.

Un sénateur dépose l'amendement suivant :

« Après le premier alinéa de cet article, insérer un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Il peut en outre ordonner des mesures ou travaux de toutes natures visant à prévenir ou à réparer des dommages causés à l'environnement. »

Justification

Le pouvoir du juge ne doit pas se limiter à faire cesser l'acte qui porte atteinte à l'environnement. Il doit pouvoir imposer des mesures ou des travaux aptes à prévenir de nouvelles atteintes ou à réparer celles qui ont été causées.

Un membre prend acte de la déclaration du Secrétaire d'Etat, selon laquelle le projet à l'examen ne vise pas la réparation de dommages, ce soin étant confié au juge du fond.

pagina 343 een reeks voorbeelden vinden waarin er schade is berokkend aan het milieu zonder dat een wettelijke bepaling wordt overtreden.

Daarom zou het, aldus de auteur, een ideaal zijn dat huidig ontwerp zou gekoppeld worden aan de andere wetsvoorstellen van de auteur om alzo de milieuverenigingen de mogelijkheid te geven om doeltreffend op te treden.

Met betrekking tot het herstel van de schade haalt een lid het voorbeeld aan van een camion die zand aanvoert voor de aanleg van een niet-vergunde dam. Men moet niet alleen de camion doen stoppen maar het aangevoerde zand dient ook weggenomen te worden. Zo moet de wet op de ruimtelijke ordening ten volle geëerbiedigd worden.

Het ontwerp moet derhalve klaar en duidelijk en meer eisend zijn op dit stuk, reden waarom wij de mogelijkheid tot herstel in dit ontwerp willen inbouwen.

Bovendien is de mogelijkheid tot herstel van de schade des te noodzakelijker, aldus hetzelfde lid, vermits de overheid op het stuk van de vervolging der inbreuken ernstig in gebreke blijft. Op 200 klachten worden er 180 geseponneerd door het parket. Daarom moet de mogelijkheid tot het nemen van allerlei maatregelen door de rechter uitgebreid worden.

De Staatssecretaris wenst de indiener van het amendement om de vordering uit te breiden tot het herstel van de schade niet te volgen.

De ideale oplossing zal nooit bereikt worden. Door deze echter na te streven zou het wel eens kunnen gebeuren dat er geen enkele oplossing bereikt wordt waardoor het leefmilieu nog meer zal geschaad worden.

Een senator dient het volgende amendement in :

« Na het eerste lid een nieuw lid in te voegen, luidende :

« Hij kan bovendien allerlei maatregelen opleggen of werken doen uitvoeren om de aan het milieu toegebrachte schade te voorkomen of te herstellen. »

Verantwoording

De bevoegdheid van de rechter mag er niet alleen in bestaan de staking te bevelen van een handeling die het milieu schaadt. Hij moet eveneens maatregelen kunnen opleggen of werken uitvoeren om nieuwe schade te voorkomen of de bestaande schade te doen herstellen.

Een lid neemt akte van de verklaring van de Staatssecretaris volgens dewelke dit ontwerp geen herstel van de schade beoogt, doch overlaat aan de rechter ten gronde.

Il pourrait toutefois arriver que le juge ordonne malgré tout une mesure de réparation, visant à empêcher l'extension ou la poursuite du dommage.

Si l'auteur maintenait son amendement et qu'il fût rejeté, l'on pourrait en déduire que le juge ne peut en aucun cas prendre des mesures de réparation.

L'auteur s'associe au préopinant et donne l'exemple suivant: une entreprise a pollué une rivière. Le juge pourrait ordonner que l'entreprise construise une digue afin de prévenir toute pollution ultérieure. Cela ne signifie pas que l'entreprise doive nettoyer toute la rivière.

L'auteur va toutefois plus loin et estime que le juge devrait également pouvoir ordonner la remise en état du territoire naturel détruit. A cet égard, il se réfère à une déclaration faite par le ministre de la Justice en 1911.

Un autre membre demande à qui il appartient d'agir si des mesures doivent être prises afin de prévenir la poursuite ou l'extension du dommage.

Le Secrétaire d'Etat répond que c'est l'Etat qui prendra ces mesures, comme cela s'est fait jusqu'à présent. Un membre s'associe à ce qui vient d'être dit et souligne que, d'une part, c'est le droit commun qui s'applique, l'auteur étant tenu de réparer le dommage, mais que, d'autre part, le dommage causé peut être d'une telle envergure que seuls les pouvoirs publics peuvent encore le réparer.

L'auteur se plaint encore que de nombreuses lois accordent à d'autres associations des compétences et des possibilités plus importantes que le présent projet n'en octroie aux associations protectrices de l'environnement. Le présent projet de loi doit traiter les problèmes de l'environnement comme on l'a fait pour de nombreuses autres lois belges.

Les amendements sont rejetés à l'unanimité des 12 membres présents.

L'amendement ci-après est ensuite déposé:

« Compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante :

« Ce délai ne peut être supérieur à trois mois et est assorti d'une astreinte. »

Justification

La limitation du délai dans lequel les mesures ordonnées par le juge doivent être exécutées a un double avantage : éviter une tolérance exagérée et donner un point de repère qui permette au juge de calibrer ce qu'il exige.

Niettemin zou het zich kunnen voordoen dat de rechter toch een maatregel tot een zeker herstel beveelt teneinde de uitbreiding of de voorzetting van de schade te voorkomen.

Indien de indiener zijn amendement zou handhaven en het zou verworpen worden zou hieruit kunnen afgeleid worden dat de rechter in geen geval enige herstelmaatregel kan nemen.

De indiener treedt de vorige interveniënt bij en geeft het volgend voorbeeld: een bepaalde onderneming heeft een rivier bevuild. De rechter zou kunnen bevelen dat de onderneming een dijk aanlegt om verdere bevuiding tegen te gaan. Dit betekent niet dat de onderneming de hele rivier dient op te kuisen.

De indiener gaat echter verder en acht het wenselijk dat de rechter ook het herstel van een vernield natuurgebied zou moeten kunnen bevelen. Hierbij verwijst hij naar een verklaring van de Minister van Justitie afgelegd in 1911.

Een ander lid stelt de vraag wie zal handelen als er maatregelen moeten worden genomen om de voortzetting of uitbreiding van de schade te voorkomen.

Hierop antwoordt de Staatssecretaris dat de Staat deze maatregelen zal nemen zoals dit tot op heden gebeurde. Zij wordt hierin bijgetreden door een lid, dat erop wijst dat enerzijds het gemeen recht speelt en de dader tot herstel van de schade zal gehouden zijn doch anderzijds de aangerichte schade een zodanige omvang heeft dat alleen de overheid nog kan herstellen.

Tenslotte beklaagt de indiener zich erover dat in talrijke wetten aan andere verenigingen grotere bevoegdheden en mogelijkheden worden gegeven dan dit ontwerp verleent aan de milieuverenigingen. De milieuproblematiek moet in het huidige ontwerp aangepakt worden zoals men dat gedaan heeft voor talloze andere Belgische wetten.

De amendementen werden bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden verworpen.

Vervolgens wordt het volgende amendement ingediend:

« Aan het tweede lid een volzin toe te voegen, luidende :

« Deze termijn mag drie maanden niet te boven gaan en bij het toestaan ervan moet een dwangsom worden opgelegd. »

Verantwoording

Het beperken van de termijn binnen welke de door de rechter opgelegde maatregelen uitgevoerd moeten worden, biedt een tweevoudig voordeel: men vervalt niet in laksheid en bovendien beschikt de rechter over een maatstaf om de opgelegde maatregelen af te wegen.

Un membre fait observer que dans certaines circonstances, le délai de trois mois est trop long, surtout lorsque l'acte a reçu un début d'exécution. Mieux vaudrait confier au juge, qui est compétent pour ce faire, le soin de fixer un délai, qui sera toujours raisonnable et tiendra compte des possibilités qu'il y a de rétablir la situation ou de faire effectuer des travaux permettant de réparer le dommage.

L'auteur répond à cela que si le délai est trop long, le contrevenant pourra invoquer toutes sortes de raisons pouvant donner lieu à des abus. Le juge est en tout cas censé déterminer ce que le contrevenant doit faire pendant ce délai, ce qui ne l'empêche toutefois pas d'imposer éventuellement d'autres obligations qui devront être remplies dans le délai de trois mois.

L'auteur déclare toutefois ne pas attacher une trop grande importance à cet amendement puisque le juge tiendra compte des circonstances pour fixer lui-même un délai.

L'amendement est retiré.

A cette occasion, l'intervenant demande ce qui arrive si l'association ne connaît pas ou ne peut connaître l'identité exacte et complète du contrevenant.

Il lui est répondu que la réponse à cette question figure à l'article 3, qui traite plus particulièrement de la procédure.

Un membre dépose l'amendement ci-après :

« Au deuxième alinéa de cet article, qui devient le troisième alinéa, remplacer les mots « Il peut » par les mots « Le tribunal peut. »

Justification

La comparution des parties peut permettre, dans bien des cas, de rapprocher les points de vue, surtout quand il s'agira d'actes en début d'exécution ou portant sur des aspects ponctuels.

La Commission constate qu'à la suite des discussions précédentes, cet amendement n'a plus d'objet.

L'amendement est retiré.

Un membre dépose l'amendement ci-après :

« A cet article, ajouter un quatrième alinéa, libellé comme suit :

« La présente loi ne porte pas atteinte à la compétence d'autres juridictions qui se fonde sur d'autres dispositions légales. »

Een lid merkt op dat in sommige omstandigheden de termijn van drie maanden te lang is, zeker wanneer de handeling in een begin van uitvoering is. Het zou beter zijn dit over te laten aan de appreciatie van de rechter die tenslotte bevoegd is om een termijn toe te staan, hetgeen steeds een redelijke termijn zal zijn, waarbij rekening zal worden gehouden met de mogelijkheden om de toestand te herstellen of de werken uit te voeren die de schade ongedaan maken.

De indiener antwoordt hierop dat de overtreder eventueel allerhande redenen kan invoeren die aanleiding kunnen geven tot misbruiken wanneer de termijn te lang is. Het doel bestaat erin dat de rechter binnen deze termijn aanduidt wat de overtreder in elk geval moet doen, hetgeen niet uitsluit dat de rechter nog andere verplichtingen kan opleggen die over de termijn van drie maanden heen moeten worden uitgevoerd.

De indiener verklaart evenwel geen al te groot belang aan dit amendement te hechten; de rechter zal rekening houden met de omstandigheden om zelf de termijn vast te stellen.

Het amendement wordt ingetrokken.

Bij die gelegenheid vraagt het lid wat er gebeurt indien de vereniging niet de juiste en volledige identiteit van de overtreder kent of kan kennen.

Er wordt geantwoord dat hierop een antwoord wordt gegeven bij artikel 3, dat meer in het bijzonder de procedure behandelt.

Een lid dient het volgend amendement in :

« In het tweede lid van dit artikel, dat het derde lid wordt, de woorden « Hij kan » te vervangen door de woorden « De rechtbank kan. »

Verantwoording

In veel gevallen kunnen door het verschijnen van de partijen de standpunten dichter bij elkaar gebracht worden, vooral wanneer het gaat om handelingen die nog maar een begin van uitvoering kennen of betrekking hebben op specifieke aspecten.

Vastgesteld wordt dat dit amendement vervalt ingevolge de voorgaande besprekingen.

Het amendement wordt ingetrokken.

Een lid dient het volgend amendement in :

« Aan dit artikel een vierde lid toe te voegen, luidende als volgt :

« Deze wet doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van andere rechtscolleges op basis van andere wettelijke bepalingen. »

Justification

Le projet ne porte pas sur les litiges relatifs à la légalité des actes administratifs, lesquels relèvent de la compétence du Conseil d'Etat.

Cet amendement vise en outre à prévenir que cette procédure ne soit fixée, d'où l'on pourrait conclure que d'autres procédures ne peuvent plus être employées.

Le Secrétaire d'Etat confirme que les autres procédures sont maintenues.

Le texte est en outre superflu, puisque la procédure est limitée au président du tribunal de première instance qui statue dans les jugements en référé. D'autres procédures, notamment celle devant le Conseil d'Etat, n'y sont pas contraires et sont maintenues.

Un membre ajoute que les associations protectrices de l'environnement intentant une action devant d'autres juridictions ne doivent pas remplir les conditions prévues par le projet à l'examen.

Un membre craint qu'il ne suffise pas de reproduire ce point de vue dans le rapport; mieux vaudrait l'inscrire dans le texte même.

Les membres décident de faire commencer l'article 1^{er} par les mots « Sans préjudice des compétences d'autres juridictions en vertu d'autres dispositions légales ... ».

L'amendement ainsi modifié est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Un sénateur dépose l'amendement ci-après :

« Compléter cet article par un alinéa, libellé comme suit :

« La personne morale visée au présent article, qui réclame devant le Conseil d'Etat l'annulation d'un acte administratif, peut demander que l'exécution de celui-ci soit suspendue, conformément à l'article 584 du Code judiciaire. »

Justification

Le Conseil d'Etat ne disposant pas encore d'un droit de suspension général (référé administratif), l'association intéressée doit avoir la possibilité, en attendant la décision du Conseil d'Etat, de demander au président du tribunal de première instance une suspension, selon le droit commun, de l'acte administratif. A l'heure actuelle, l'association protectrice de l'environnement n'a pas accès au président du tribunal de première instance pour demander en référé la suspension de la décision qu'elle conteste des pouvoirs publics.

Verantwoording

Het ontwerp is niet geschikt voor geschillen over de wettelijkheid van bestuurlijke handelingen. Dergelijke geschillen vallen immers onder de bevoegdheid van de Raad van State.

Dit amendement wenst bovendien te voorkomen dat deze procedure zou worden gefixeerd, waaruit zou geconcludeerd worden dat andere procedures niet meer zouden kunnen worden aangewend.

De Staatssecretaris bevestigt dat de andere procedures inderdaad behouden blijven.

De tekst is bovendien overbodig vermits de procedure beperkt is tot de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg die uitspraak doet in de vonnissen van het kort geding. Andere procedures, onder meer voor de Raad van State, zijn daarbij niet strijdig en blijven behouden.

Een lid voegt hieraan toe dat milieuverenigingen die optreden voor andere rechtsinstanties, niet moeten voldoen aan de voorwaarden in het ontwerp bepaald.

Een lid vreest dat het opnemen van dat standpunt in het rapport niet volstaat; de tekst zelf zou zulks beter uitdrukkelijk bepalen.

De leden zijn het erover eens dat artikel 1 zou aanvangen met de woorden « Onverminderd de bevoegdheid van andere rechtscolleges op basis van andere bepalingen... ».

Dit amendement aldus gewijzigd wordt aangenomen met eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Een senator dient het volgende amendement in :

« Aan dit artikel een nieuw lid toe te voegen, luidende :

« De rechtspersoon bedoeld in dit artikel, die voor de Raad van State de vernietiging vordert van een administratieve handeling, kan overeenkomstig artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek de schorsing van de uitvoerbaarheid ervan vragen. »

Verantwoording

Aangezien de Raad van State nog niet over een algemeen schorsingsrecht beschikt (administratief kort geding) moet de betrokken vereniging de mogelijkheid krijgen om in afwachting van de uitspraak door de Raad van State een gemeenschappelijke schorsing van de administratieve handeling te vragen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg. Vandaag heeft de milieuvereniging geen toegang tot de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg om in kort geding de schorsing van de aangevochten overheidsbeslissing te vragen.

Un membre fait observer que la jurisprudence du Conseil d'Etat est beaucoup plus large que la condition posée en l'occurrence pour pouvoir intenter une action.

Si l'on adoptait cet amendement, le Conseil d'Etat serait obligé de limiter sa jurisprudence.

En outre, toujours selon l'intervenant, la Commission de l'Intérieur a adopté le projet du Ministre Tobback relatif au droit de suspension général.

L'amendement est rejeté à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Article 1^{er}bis

Un membre dépose l'amendement ci-après :

« Insérer un article 1^{er}bis (nouveau), libellé comme suit :

« Les personnes visées à l'article 3 sont reconnues avoir l'intérêt à demander l'annulation devant le Conseil d'Etat d'un acte administratif violant une ou plusieurs dispositions des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés et dont la mise en œuvre est de nature à avoir un effet défavorable sur l'environnement.

Ces personnes peuvent, dans l'hypothèse de l'alinéa premier, demander la suspension du caractère exécutoire de l'acte administratif, en référé et selon les formes de l'article 584 du Code judiciaire.

L'ordonnance de référé cesse ses effets au jour de la notification de l'arrêt du Conseil d'Etat. »

Justification

Le droit d'ester en justice ne peut se limiter à une simple action en cessation. Il n'est pas seulement souhaitable de pouvoir faire cesser les dommages causés à l'environnement et plus généralement les illégalités en matière d'environnement, il faut d'abord et avant tout prévenir les dommages à l'environnement et les réparer dans les délais les plus rapides (le dommage causé à l'environnement n'étant pas à ce jour considéré comme indemnisable car causé non à un tiers déterminé mais à une collectivité de tiers; de plus la procédure de réparation de droit commun est trop lente pour permettre une restauration et une cicatrization rapides de l'environnement, qui risque ainsi de

Een lid doet opmerken dat de rechtspraak van de Raad van State veel breder is dan hetgeen hier als voorwaarde wordt gesteld om een vordering in te leiden.

Door dit amendement wordt de Raad van State verplicht zijn rechtspraak te beperken.

Bovendien, zo vervolgt hetzelfde lid, werd in de Commissie voor de Binnenlandse Zaken het ontwerp Tobback met betrekking tot het algemeen schorsingsrecht gestemd.

Dit amendement wordt met eenparigheid van de 12 aanwezige leden verworpen.

Artikel 1 aldus gewijzigd werd aangenomen bij 11 stemmen, bij 1 onthouding.

Artikel 1bis

Een lid dient het volgende amendement in :

« Een artikel 1bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« De in artikel 3 bedoelde personen worden geacht een belang te hebben en kunnen voor de Raad van State de nietigverklaring vorderen van een bestuurs-handeling die een of meer bepalingen van de wetten, decreten, ordonnances, verordeningen en besluiten overtreedt en waarvan de tenuitvoerlegging voor het milieu ongunstige gevolgen kan teweegbrengen.

In het geval bedoeld in het eerste lid kunnen die personen de schorsing van de tenuitvoerlegging van de bestuurshandeling vorderen, in kort geding en in de vorm waarin artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek voorziet.

De beschikking in kort geding houdt op gevolg te hebben op de dag van de kennisgeving van het arrest van de Raad van State. »

Verantwoording

Het recht om in rechte op te treden mag niet beperkt blijven tot een vordering tot staking. Niet alleen is het wenselijk dat een einde kan worden gemaakt aan de schade die het milieu wordt toegebracht, en meer in het algemeen aan de onwettige praktijken op het stuk van het leefmilieu; men moet allereerst voornamelijk die schade kunnen voorkomen en geleden schade zo spoedig mogelijk doen herstellen. Tot op heden is men er steeds van uitgegaan dat schade aan het leefmilieu niet in aanmerking komt voor schadeloosstelling, omdat zij niet is veroorzaakt aan een welbepaalde derde maar aan een groep van derden. Daarenboven verloopt de proce-

continuer à se dégrader rapidement). Il ne suffit pas que la pollution disparaisse, il faut également que les sites pollués soient restaurés dans leur pristin état.

Il est également nécessaire de pouvoir empêcher que de tels dommages puissent se reproduire (cas des activités ponctuelles répétitives non continues).

Par ailleurs, le projet ne doit pas avoir trait au conflit portant sur la légalité des actes administratifs. Dans l'hypothèse où le projet s'appliquerait à de tels contentieux, la compétence du Conseil d'Etat risque d'être sérieusement amputée. Le Conseil d'Etat est le juge naturel de la légalité de l'acte administratif et on ne pourrait accepter que le présent projet de loi porte atteinte au contentieux objectif dont le seul juge est, depuis 1946, notre Haute Juridiction administrative.

Par ailleurs, des initiatives législatives récentes visent à introduire la possibilité, dans le chef du Conseil d'Etat, de surseoir à l'exécution de tous les actes administratifs. Dans l'attente du vote d'une telle loi, il y a lieu de conforter l'applicabilité de la procédure ordinaire du référé pour obtenir le sursis à exécution d'actes administratifs lorsqu'il y a violation de la législation relative à la protection de l'environnement. Il faut pour cela, incidemment, que l'intérêt des personnes visées à l'article 3 ne puisse être contesté devant le Conseil d'Etat lui-même.

Le délai que l'ordonnance du président du tribunal pourra accorder au contrevenant pour se mettre en ordre doit être limité quant à son ampleur et au cas où il n'y a pas de risque de préjudice irréversible pour l'environnement. C'est au contrevenant qu'il appartient de prouver que les délais qu'il postule ne présentent pas pareille potentialité. Les violations des règles nucléaires ou de celles relatives à la conservation de la nature et du sol sont présumées entraîner à bref délai des risques irréversibles. Le délai à accorder par le juge est de trois mois maximum.

Les articles 3 et 4 du projet sont adjoints à l'article 1^{er}. L'action n'est cependant pas seulement une action en cessation stricto sensu, dans notre esprit.

Pour rencontrer l'avis du Conseil d'Etat, il est prévu en sus que l'action « en cessation » constitue une cause de suspension de l'action publique, afin d'éviter des prescriptions peu souhaitables. L'action « en cessation » joue comme une mesure d'instruction et mérite d'être assimilée à un acte interruptif.

dure van schadeloosstelling in het gemeen recht te traag om het milieu de kans te bieden zich spoedig te herstellen, waardoor het verder dreigt te verloederen. Het is niet voldoende dat de verontreiniging verdwijnt, men moet de verorreinigde landschappen ook in hun vroegere staat 'erstellen.

Er moet ook voor worden gezorgd dat dergelijke schade niet opnieuw wordt toegebracht (in het geval van niet-doorlopend herhaalde en tijdelijke activiteiten).

Overigens mag dit ontwerp geen bepalingen bevatten betreffende de regeling van geschillen over de wetmatigheid van ' bestuurshandelingen. Zou dat wel het geval zijn, dan zou de Raad van State een aanzienlijk deel van zijn bevoegdheden moeten prijsgeven. Het is niet meer dan normaal dat de Raad van State de wetmatigheid van de bestuurshandelingen toetst en het zou onaanvaardbaar zijn dat dit ontwerp ingrijpt in de regels betreffende de behandeling van geschillen van bestuur die sedert 1946 uitsluitend tot de bevoegdheid van dat hoog administratief rechtscollege behoort.

Voor het overige zijn een aantal recente wetgevende initiatieven erop gericht de Raad van State de mogelijkheid te bieden de tenuitvoerlegging te schorsen van alle bestuurshandelingen. In afwachting dat die wet er komt, behoort de gewone procedure van het kort geding een ruimere toepassing te krijgen teneinde de tenuitvoerlegging van bestuurshandelingen te kunnen schorsen wanneer die in strijd zijn met de wetgeving op de bescherming van het leefmilieu. Dat is alleen mogelijk indien het belang van de in artikel 3 bedoelde personen voor de Raad van State zelf niet kan worden betwist.

De termijn die de voorzitter van de rechtbank aan de overtreder kan toekennen om de wet alsnog na te leven, dient te worden beperkt en alleen te worden toegestaan in die gevallen waarin het milieu geen onherstelbare schade dreigt op te lopen. De overtreder moet dan bewijzen dat de door hem gevraagde termijnen een dergelijk risico niet inhouden. Zo worden overtredingen van de voorschriften betreffende nucleaire aangelegenheden of betreffende het natuur- of bodembehoud geacht op korte termijn onomkeerbare risico's mee te brengen. De rechter kan een termijn van ten hoogste drie maanden toestaan.

De artikelen 3 en 4 van het ontwerp worden opgenomen in artikel 1. Wij vatten de vordering evenwel niet alleen op als een vordering tot staking stricto sensu.

Om rekening te houden met het advies van de Raad van State bepaalt het amendement bovendien dat de vordering tot staking grond oplevert voor schorsing van de strafvordering teneinde te voorkomen dat de zaak verjaart, wat uiteraard niet wenselijk is. De vordering tot staking functioneert als een maatregel van onderzoek en behoort gelijkgesteld te worden met een handeling tot stuiting van de verjaring.

L'action d'urgence visée à l'article 1^{er} ne peut faire double emploi avec le référé. Il convient de le dire. Car, ici, l'urgence est irréfragablement présumée et l'ordonnance n'est nullement provisoire, même si le fond du litige n'est pas tranché entièrement et exclusivement selon cette procédure : le pénal et la responsabilité civile ordinaire sont toujours de la compétence des juges de droit commun.

Un membre fait observer que l'amendement restreint les possibilités d'action des associations protectrices de l'environnement devant le Conseil d'Etat, puisqu'elles devront remplir les conditions fixées dans le projet.

L'auteur remarque que l'amendement donne aux associations protectrices de l'environnement la possibilité de se faire reconnaître et de recourir au référé suspensif.

Le Secrétaire d'Etat rappelle qu'il est préférable de créer une réglementation d'ordre général telle que proposée par le projet de loi déposé par le Ministre de l'Intérieur (Doc. Sénat 1990-1991, n° 1300-1).

L'amendement est retiré.

Un autre membre dépose l'amendement ci-après :

« Insérer un article 1^{er}bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 1^{er}bis. — L'action ne peut être intentée aussi longtemps que, dans l'exercice du pouvoir qui leur a été conféré en vertu d'une loi particulière, d'un décret ou d'un arrêté, les autorités envisagent, prennent ou mettent en œuvre des mesures en vue de réparer le dommage. »

Justification

Une série de lois, décrets et arrêtés confèrent à certaines autorités un pouvoir spécial en vue de prendre des mesures.

Ainsi, le gouverneur de la province ou le bourgmestre peuvent, en vertu de l'article 54 du décret du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets, ordonner l'élimination des déchets abandonnés en infraction aux dispositions dudit décret et prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Une action en cessation, intentée par une association protectrice de l'environnement, peut entraver la procédure administrative et donner lieu à des décisions contradictoires, ce qu'il convient en tout cas d'éviter.

L'auteur rappelle que la question est de savoir à quelle règle de droit il faut donner la primauté.

De spoedvordering waarover artikel 1 handelt, mag uiteraard geen doublure vormen van het kort geding. Dat moet duidelijk gemaakt worden. Er bestaat immers nauwelijks twijfel over dat de zaak spoedeisend is en de uitspraak is helemaal niet voorlopig, ook al wordt de grond van het geschil niet volledig en exclusief behandeld volgens de regels van deze procedure : het strafrechtelijk aspect van de zaak alsook de gewone burgerlijke aansprakelijkheid blijven behoren tot de bevoegdheid van de gewone rechter.

Een lid merkt op dat het amendement de grondslag van de actiemogelijkheden van de milieuvereniging voor de Raad van State enger maakt, want dan zullen de milieuverenigingen moeten beantwoorden aan de voorwaarden in het ontwerp bepaald.

De indiener merkt op dat door het amendement aan de milieuverenigingen de mogelijkheid wordt gegeven zich te laten erkennen en op het schorsend kort geding een beroep te doen.

De Staatssecretaris herhaalt het argument dat het verkieslijker is een regeling van algemene aard in te voeren, zoals is voorgesteld door het ontwerp van wet van de Minister van Binnenlandse Zaken (Gedr. St. Senaat, 1990-1991, nr. 1300-1).

Het amendement wordt ingetrokken.

Een ander lid dient het volgend amendement in :

« Een artikel 1bis (nieuw) in te voegen, luidend als volgt :

« Artikel 1bis. — De vordering kan niet ingesteld worden zolang de overheden in de uitoefening van hun bevoegdheid, hen krachtens een bijzondere wet, decreet of besluit verleend, maatregelen overwegen, nemen of uitvoeren teneinde de inbreuk te herstellen. »

Verantwoording

Een aantal wetten, decreten en besluiten kennen aan sommige overheden een bijzondere bevoegdheid toe om maatregelen te nemen.

Zo kunnen de gouverneur van de provincie of de burgemeester krachtens artikel 54 van het afvalstoffendecreet van 2 juli 1981 de verwijdering bevelen van de in overtreding aangetroffen afvalstoffen en alle nodige maatregelen hiertoe nemen.

Een vordering tot staking van een milieuvereniging kan de administratieve procedure doorkruisen en aanleiding geven tot tegenstrijdige beslissingen wat alleszins dient vermeden te worden.

De indiener herinnert eraan dat het gaat om de vraag aan welke rechtsregel primautéit moet worden gegeven.

Un membre remarque que l'action peut être intentée, mais que la procédure devra éventuellement être suspendue si le défendeur peut démontrer que les autorités publiques envisagent de prendre les mesures nécessaires.

Le Secrétaire d'Etat craint que l'on ne se borne souvent à envisager des mesures, sans y donner de suite. Il faudrait au moins prescrire un délai, certaines administrations ayant besoin de beaucoup de temps pour concrétiser leurs intentions. Autrement dit, il faut garantir que quelque chose se passera dans la pratique.

Un intervenant ne peut marquer son accord sur l'automatisme créé par l'amendement. Mieux vaudrait prévoir une faculté de suspension de l'action.

Il est remarqué que l'amendement a pour seul objectif d'empêcher un conflit entre les compétences dont disposent certaines autorités et l'action prévue dans le projet.

L'auteur convient que les administrations doivent faire diligence, mais souligne qu'un conflit éventuel entre les compétences des administrations et l'action peut également donner lieu à des retards. Dès lors, l'amendement pourrait éventuellement prévoir que, sans plus tarder, des mesures doivent être envisagées, prises ou exécutées, ce qui implique que les autorités concernées doivent faire diligence et que si elles n'en font rien, c'est au juge de prendre une décision.

On fait remarquer qu'à cet égard se pose un problème d'administration de la preuve: comment prouvera-t-on que les pouvoirs publics envisagent, prennent ou prendront des mesures?

L'auteur répond qu'il s'agit en fin de compte d'une exception dans le chef du défendeur, lequel est tenu d'en fournir la preuve.

La Commission décide d'examiner cet amendement à l'occasion de la discussion de l'article 3.

Article 2

Cet article fixe les conditions que doit remplir la personne morale qui peut intenter une action.

L'amendement ci-après est déposé:

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Peuvent agir sur base de la présente loi et pour autant que la contravention aux règles se produise à un endroit qui tombe dans le champ statutaire ou dans la compétence territoriale des personnes précitées ou risque d'avoir un effet sur ce territoire :

— les personnes morales de droit public ayant compétence en matière d'environnement et pour le domaine qui est le leur;

Een lid merkt op dat de vordering wel kan worden ingesteld doch de behandeling zou eventueel moeten worden geschorst wanneer de gedaagde kan aantonen dat de overheidsinstanties bedoelde maatregelen overwegen.

De Staatssecretaris vreest dat het overwegen van maatregelen vaak geen verdere gevolgen zal hebben. Er zou minstens een termijn moeten worden voorgeschreven, vermits bepaalde besturen soms veel tijd nodig hebben om tot de uitvoering van hun intentie over te gaan. Er moeten met andere woorden waarborgen worden gegeven dat er in de praktijk ook iets gebeurt.

Een lid is het niet eens met het automatisme dat het amendement tenslotte invoert. Een faculteit van schorsing van de vordering zou beter zijn.

Er wordt opgemerkt dat het amendement enkel tot doel heeft een tegenstrijdigheid te vermijden tussen de bevoegdheden waarover bepaalde instanties beschikken en de vordering bedoeld in het ontwerp.

De indiener is het ermee eens dat de besturen met bekwame spoed moeten optreden, doch een eventuele contradictie tussen de bevoegdheden van de besturen en de vordering kan evenzeer leiden tot vertraging. Daarom zou eventueel in het amendement kunnen worden opgenomen dat de maatregelen onverwijld worden overwogen, genomen of uitgevoerd, hetgeen betekent dat bedoelde instanties met bekwame spoed moeten handelen en zo dit niet gebeurt, beslist de rechter.

Er wordt opgemerkt dat er ter zake een probleem van bewijsvoering rijst, met andere woorden hoe zal worden bewezen dat de overheid maatregelen overweegt, neemt of zal nemen.

De indiener antwoordt hierop dat het tenslotte gaat om een exceptie in hoofde van de verweerder die gehouden is het bewijs daarvan te leveren.

De Commissie beslist dit amendement te bespreken bij artikel 3.

Artikel 2

Dit artikel omschrijft de voorwaarden waaraan de rechtspersoon die de vordering kan instellen moet beantwoorden.

Het volgend amendement wordt ingediend:

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« Op basis van deze wet en voor zover de overtreding van de regels zich voordoet op een plaats die valt binnen de statuten of binnen de territoriale bevoegdheid van de voormelde personen of een invloed op dat grondgebied dreigt te hebben, kunnen optreden :

— de publiekrechtelijke rechtspersonen die bevoegdheid hebben inzake leefmilieu voor hun grondgebied;

— les commissions provinciales piscicoles dans le domaine qui est le leur;

— les communes;

— les comités de gestion des parcs naturels;

— les établissements d'utilité publique ou associations sans but lucratif régis par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, pour autant qu'ils répondent aux conditions suivantes :

* avoir acquis la personnalité juridique depuis un an au moins;

* avoir respecté toutes les prescriptions de la loi du 27 juin 1921;

* avoir dans leur objet social la protection de l'environnement et avoir défini dans leurs statuts le territoire auquel s'étend cette activité. »

Justification

Les conditions relatives aux associations doivent être sensiblement élargies (cf. l'art. 6 du projet de loi relatif à la publicité trompeuse en ce qui concerne les professions libérales, doc. Sénat 1234/1). Les auteurs du projet ont jugé à tort qu'il était nécessaire de prévoir des conditions d'accès particulièrement restrictives afin de prévenir le risque invoqué d'une « multiplication intempestive d'actions ».

D'après le projet, la personne doit, au jour de l'intentement de l'action en cessation, être dotée de la personnalité juridique depuis trois ans. Un grand nombre de comités ne pourront pas, par conséquent, bénéficier de la procédure instituée par le présent projet. La durée de la personnalité limitée à un an devrait dès lors suffire pour tenir à l'écart des associations fictives ou non représentatives.

La personne juridique doit apporter la preuve du lien existant entre son activité réelle et son objet social et démontrer que cette activité concerne l'intérêt collectif qu'elle entend protéger. Une telle condition est de nature à permettre au président du tribunal de première instance de se prononcer sur la représentativité de l'association. Toute la problématique de l'« intérêt à agir » pour les associations se voit donc transposée en des termes nouveaux par le projet de loi. Une telle condition doit être supprimée afin de permettre aux associations d'avoir véritablement accès au prétoire, mais aussi d'éviter de compliquer singulièrement les débats avec des questions procédurales fastidieuses, sans bénéfice réel pour l'environnement ni la justice. Ces exigences alourdiraient incontestablement le travail du juge. Lorsque les statuts ont défini le territoire

— de provinciale visserijcommissies voor hun grondgebied;

— de gemeenten;

— de « comité de gestion des parcs naturels »;

— de instellingen van openbaar nut of de verenigingen zonder winstoogmerk onderworpen aan de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de vereniging zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, voor zover zij voldoen aan de volgende voorwaarden :

* sedert ten minste één jaar rechtspersoonlijkheid hebben;

* alle voorschriften van de wet van 27 juni 1921 hebben nageleefd;

* de bescherming van het leefmilieu tot doel hebben en in hun statuten het grondgebied omschreven hebben tot waar hun bedrijvigheid zich uitstrekt.

Verantwoording

De voorwaarden betreffende de verenigingen moeten aanzienlijk worden verruimd (zie art. 6 van het wetsontwerp betreffende de misleidende reclame inzake de vrije beroepen, Senaat 1234/1). De indieners van het ontwerp hebben ten onrechte geoordeeld dat het nodig was zeer strenge voorwaarden te stellen zodat het aangevoerde risico van een « buitensporige toename van vorderingen » kon worden voorkomen.

Luidens het ontwerp moet de rechtspersoon op de dag waarop hij de vordering tot staking instelt, sedert drie jaar de rechtspersoonlijkheid bezitten. Een groot aantal comités zullen bijgevolg geen beroep kunnen doen op de door dit ontwerp ingestelde procedure. Zou de duur van die rechtspersoonlijkheid tot één jaar worden beperkt, dan zou dat volstaan om alle fictieve of niet-representatieve verenigingen uit te schakelen.

De rechtspersoon moet het bewijs leveren van de band die bestaat tussen zijn werkelijke bedrijvigheid en zijn doel en aantonen dat die bedrijvigheid betrekking heeft op het collectieve belang dat hij beoogt te beschermen. Op grond van een dergelijke voorwaarde kan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zich uitspreken over de representativiteit van de vereniging. Heel de problematiek van het « belang om op te treden » voor de verenigingen wordt dus door het wetsontwerp in andere termen gesteld. Een dergelijke voorwaarde moet vervallen opdat de verenigingen werkelijk toegang krijgen tot de rechtszaal, maar ook opdat voorkomen kan worden dat de debatten aanzienlijk gecompliceerd worden door vervelende procedurekwesties, zonder reëel nut voor het leefmilieu, noch voor de rechtsbedeling.

général d'action de l'organisme, le juge ne peut plus contester son droit d'action pour des faits locaux englobés dans son territoire général.

Le bénéfice de la loi mérite non seulement d'être octroyé aux A.S.B.L. mais encore aux personnes de droit public ayant compétence en matière d'environnement (I.B.G.E., Office des Déchets, O.V.A.M., etc.), et qui sont sur le terrain.

Ces personnes morales de droit public ne pourront agir que dans leur sphère territoriale et par rapport à leurs compétences d'attribution (exemple: une commission piscicole ne pourra agir qu'en cas d'atteintes aux cours d'eau, à leur flore ou à leur faune). Toutefois les communes et les comités de gestion des parcs naturels en Wallonie seront présumés avoir intérêt à ce que l'ensemble de la législation environnementale soit respectée sur leur territoire.

On fait remarquer que, pour plus de clarté, il faut prendre comme point de départ que toutes les lois et tous les décrets relatifs à l'environnement comportent déjà des dispositions autorisant les provinces et les communes à prendre les mesures nécessaires même lorsqu'aucune infraction n'a été commise. Elles ne doivent pas faire appel au juge pour cela. Il en est notamment ainsi dans le cadre du décret concernant la gestion des déchets.

L'amendement devrait se limiter aux autorités autres que les provinces et communes, telles les intercommunales.

L'auteur remarque qu'une commune ne peut, par exemple, intervenir lorsqu'une infraction a été commise sur un terrain privé. Ces autorités sont souvent contraintes de faire appel au juge.

Le Secrétaire d'Etat confirme qu'un problème peut se poser en la matière. S'il est vrai que la commune peut intervenir dans certains cas, elle ne le fait pas toujours. Il ne faut toutefois pas perdre de vue l'objet du projet, qui est d'offrir aux associations protectrices de l'environnement la possibilité d'agir en justice. L'ouverture à d'autres autorités donnerait lieu à un débat avec les Régions, les provinces et les communes, afin de clairement délimiter les compétences, ce qui aurait pour conséquence que le projet ne sera jamais mené à bonne fin.

Un membre partage ce point de vue, mais il demande pourquoi, dans ce cas, le texte vise encore les établissements d'utilité publique.

Il lui est répondu que le projet reprend la terminologie de la loi du 27 juin 1921, celle-ci ne visant en réalité que les A.S.B.L.

Die eisen zouden het werk van de rechter onmiskenbaar verzwaren. Wanneer de statuten het grondgebied hebben gedefinieerd waarop de vereniging haar bedrijvigheid uitoefent, kan de rechter het recht om een vordering in te stellen voor lokale feiten die binnen haar grondgebied vallen niet meer betwisten.

De wet mag niet alleen van toepassing zijn op de V.Z.W.'s maar eveneens op de publiekrechtelijke rechtspersonen die bevoegdheid hebben inzake leefmilieu (I.B.G.E., Dienst Afvalstoffen. O.V.A.M., enz.) en die zich op het grondgebied bevinden.

Die publiekrechtelijke rechtspersonen zullen alleen maar kunnen optreden binnen hun grondgebied en binnen de hun toegewezen bevoegdheden (bijvoorbeeld: een visserijcommissie zal alleen kunnen optreden bij schendingen van de waterlopen, hun flora of hun fauna). De gemeenten en de « comités de gestion des parcs naturels » in Wallonië worden geacht een belang te hebben bij het feit dat de volledige leefmilieuwetgeving op hun grondgebied wordt geëerbiedigd.

Er wordt opgemerkt dat er met het oog op de duidelijkheid als uitgangspunt moet worden genomen dat in alle milieuwetten en -decreten, reeds bepalingen voorkomen die provincies en gemeenten toelaten de nodige maatregelen te nemen zelfs als er geen overtreding is. Deze moeten daarvoor geen beroep doen op de rechter. Dit geldt onder meer in het afvaldecreet.

Het amendement zou dus moeten worden beperkt tot andere autoriteiten dan de provincies en de gemeenten, zoals bijvoorbeeld de intercommunales.

De indiener merkt op dat een gemeente bijvoorbeeld niet kan optreden op een privé-terrein waar een inbreuk is gepleegd. Deze autoriteiten zelf zijn vaak gedwongen een beroep te doen op de rechter.

De Staatssecretaris bevestigt dat er ter zake een probleem kan rijzen. Wel is het juist dat de gemeente in bepaalde gevallen de mogelijkheid heeft om op te treden, doch daartoe niet altijd overgaat. Het doel van het ontwerp mag evenwel niet uit het oog worden verloren, namelijk aan de milieuverenigingen de mogelijkheid te geven om op te treden. Wanneer er nog een opening zou worden gemaakt naar andere instanties, zal dit een debat tot gevolg hebben met de Gewesten, de provincies en de gemeenten om de bevoegdheden duidelijk af te lijnen, met het gevolg dat het ontwerp nooit tot een goed einde kan worden gebracht.

Een lid is het daar mee eens doch vraagt waarom de tekst dan nog de instellingen van openbaar nut viseert.

Hierop wordt geantwoord dat de terminologie van de wet van 27 juni 1921 werd overgenomen, terwijl ze in werkelijkheid enkel bedoeld is voor de V.Z.W.'s.

Le Secrétaire d'Etat confirme ce qui vient d'être dit.

Pour la clarté, la phrase liminaire de l'article 2 est remplacée par le texte suivant « La personne juridique visée à l'article 1^{er} doit être une association sans but lucratif régie par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique ».

L'amendement est retiré.

D'autres amendements identiques sont ensuite déposés, qui sont rédigés comme suit :

« A. Au deuxième alinéa de cet article, remplacer les mots « trois ans » par les mots « un an. »

Justification

Les conditions que le présent projet impose aux associations sont inutilement sévères. La crainte de voir les tribunaux se trouver débordés est injustifiée et les conditions posées à l'article 2 auront pour seule conséquence qu'il sera, en pratique, très difficile d'intenter une action.

Or, il suffit de postuler que l'association existe depuis un an, pour éviter la création d'une association dont le seul but serait de faire de l'obstruction par la voie judiciaire pour empêcher la réalisation de certains projets.

« B. Apporter les modifications suivantes à cet article :

« Au deuxième alinéa, remplacer les mots « trois ans » par les mots « un an. »

Justification

Qu'un certain délai se soit écoulé depuis l'acquisition de la personnalité juridique par l'association protectrice de l'environnement se justifie par le souci d'écarter des groupements qui ne font pas preuve d'une certaine continuité dans leur action. Le délai d'épreuve de trois ans est toutefois excessif. Si un groupement choisit de se constituer en A.S.B.L., c'est au terme d'une réflexion et d'une maturation de ses membres qui décident de donner une certaine permanence à leur organisation et à leur action. On peut donc estimer qu'une période d'un an après cette décision suffit pour donner un gage de sérieux.

Le Secrétaire d'Etat fait observer que c'est en fonction d'un compromis que l'on a prévu un délai de trois ans; il y avait, d'ailleurs, plusieurs propositions à cet égard. Ce délai ne peut, du reste, soulever aucune difficulté pour la plupart des associations existantes.

En réponse à l'intervention d'un membre qui revient sur l'absence de liens entre le territoire auquel s'étend l'activité de la personne juridique et l'infra-

Dit wordt bevestigd door de Staatssecretaris.

Voor de duidelijkheid wordt de aanvang van artikel 2 vervangen als volgt: « De rechtspersoon bedoeld in artikel 1 moet een V.Z.W. zijn, onderworpen aan de wet van 27 juni 1921 en. »

Het amendement wordt ingetrokken.

De volgende identieke amendementen worden ingediend :

« A. In het tweede lid van dit artikel, het woord « drie » te vervangen door het woord « één. »

Verantwoording

De voorwaarden die door het huidige ontwerp aan de verenigingen worden opgelegd, zijn onnodig streng. De vrees voor een overrompeling van de rechtbanken is onterecht en de voorwaarden die in artikel 2 gesteld worden, zullen alleen voor gevolg hebben dat het praktisch zeer moeilijk zal zijn om een vordering in te stellen.

Een bestaansduur van één jaar is in elk geval voldoende om te vermijden dat een vereniging zou worden opgericht met als enig doel om langs juridische weg obstructie te voeren tegen bepaalde projecten.

« B. In dit artikel de volgende wijzigingen aan te brengen :

« In het tweede lid de woorden « drie jaar » te vervangen door de woorden « één jaar. »

Verantwoording

Het is verantwoord dat de milieuvereniging al een bepaalde tijd rechtspersoonlijkheid moet bezitten vóór ze in rechte kan optreden, omdat men op die manier verenigingen wil uitsluiten die niet kunnen bewijzen dat zij doorlopend werkzaam zijn. Daartegenover staat dat een proeftijd van drie jaar ongevoelbaar lang is. Indien een vereniging de vorm van een V.Z.W. aanneemt, gebeurt dat na rijp beraad onder haar leden, die besluiten hun organisatie en hun actie in zekere mate te bestendigen. Men mag daarom redelijkerwijze aannemen dat een periode van één jaar vanaf dat besluit voldoende is om te waarborgen dat het om een betrouwbare vereniging gaat.

De Staatssecretaris merkt op dat de vaststelling van de termijn van drie jaar het resultaat is van een compromis; er waren trouwens meerdere voorstellen in dat verband. Voor de meeste bestaande verenigingen kan deze termijn trouwens geen probleem zijn.

Aan een lid dat terugkomt op het feit dat er geen verband wordt gelegd tussen het territorium en de vastgestelde inbreuk, verwijst de Staatssecretaris

tion constatée, le Secrétaire d'Etat renvoie au premier alinéa de l'article 2 où il est question de l'objet social et, notamment, à cet égard, dudit territoire et de la preuve d'une activité s'étendant à celui-ci.

En ce qui concerne le territoire, il existe trois hypothèses. Dans la première, le problème en question est un problème local, dont les conséquences sont limitées au cadre local; dans ce cas, c'est une association locale qui engage l'action. Dans la deuxième, l'on a affaire à une infraction dont la cause est locale, mais dont les conséquences dépassent le cadre local; dans ce cas, les deux catégories d'associations en question peuvent engager une action. Dans la troisième hypothèse, il s'agit d'une réalité qui n'a aucun caractère local, ni en ce qui concerne ses causes, ni en ce qui concerne ses conséquences; dans ce cas, c'est l'association coordinatrice qui engage l'action.

L'un des auteurs fait observer — il en revient ainsi à la question de l'obligation, pour la personne morale, d'être dotée de la personnalité juridique depuis trois ans au moins, qui est prévue au deuxième alinéa de l'article 2 — qu'en fait, lesdites associations sont soumises à une double restriction, puisqu'elles doivent remplir, outre l'obligation définie au deuxième alinéa, des obligations définies au troisième alinéa.

Un membre déclare qu'à son avis, l'obligation pour la personne morale d'être dotée de la personnalité juridique depuis trois ans au moins n'a pas beaucoup d'importance, mais que le troisième alinéa de l'article 2 surtout, risque, à son avis, de créer des problèmes au juge. Comment se prononcera-t-il, lorsqu'il aura affaire à une association qui n'aura pas témoigné d'une activité importante; comment le contrôle de ces activités pourra-t-il se faire?

Un amendement a du reste été déposé, qui est rédigé comme suit:

« Supprimer le troisième alinéa. »

Justification

Le troisième alinéa introduit une condition restrictive laissée à l'appréciation souveraine du juge. En effet, lui seul décidera si une association apporte la preuve de son activité « réelle ». On risque d'assister à la création d'une jurisprudence aux accents contradictoires, fonction de la sensibilité du juge concerné à la problématique de l'environnement et au rôle à jouer par les associations. Jusqu'au jour où la Cour de cassation, comme elle l'a fait en 1982 pour dénier aux associations l'intérêt à agir en justice, se chargera de définir des critères « objectifs » aptes à cerner la conformité entre l'objet statutaire de l'association et son activité réelle.

naar het derde lid dat melding maakt van het statutair doel, dat onder meer het grondgebied bevat en daarbij gevoegd de verplichting dat blijk moet worden gegeven van een bedrijvigheid die uiteraard betrekking heeft op het grondgebied.

Er zijn wat het territorium betreft, drie mogelijke opties. Vooreerst een lokaal probleem dat in zijn gevolgen tot de lokaliteit wordt beperkt: hierbij treedt een lokale vereniging op. Vervolgens, een overtreding waarvan de oorzaak lokaal is, doch waarvan de gevolgen zich verder uitstrekken, namelijk met een overschrijdend effect; beide types van verenigingen kunnen hiertegen optreden. De derde mogelijkheid betreft een feitelijkheid die niet lokaal is in zijn oorzaken noch lokaal in zijn gevolgen; hier treedt de koepelvereniging op.

Terugkomend op de bestaansduur van drie jaar merkt een indiener op dat daardoor in feite een dubbele beperking wordt opgelegd aan de verenigingen, vermits deze bovendien nog aan andere in het derde lid bepaalde verplichtingen moeten voldoen.

Een lid hecht niet al te veel belang aan de bestaansduur van drie jaar, doch vooral het derde lid van artikel 2 is van aard om problemen te doen ontstaan voor de rechter. Hoe zal de rechter oordelen over een vereniging die geen blijk heeft gegeven van belangrijke activiteit; hoe zal de controle op de activiteiten kunnen geschieden?

Er werd trouwens het volgend amendement ingediend:

« Het derde lid te doen vervallen. »

Verantwoording

Het derde lid voert een beperkende voorwaarde in waarvan de beoordeling aan de bevoegdheid van de rechter wordt overgelaten. Alleen de rechter kan immers beslissen of een vereniging het bewijs heeft geleverd van haar « werkelijke bedrijvigheid ». Op die manier dreigt men tot tegenstrijdige uitspraken te komen naargelang de rechter gevoelig is voor milieu-problemen en voor de taak die de verenigingen toekomt. Dat zal dan duren tot het Hof van Cassatie een aantal « objectieve » criteria zal vaststellen om het doel van de vereniging te kunnen toetsen aan haar werkelijke activiteiten, zoals het Hof dat in 1982 heeft gedaan toen het aan de verenigingen het belang heeft ontzegd om in rechte op te treden.

Cette perspective détruit, délibérément ou non, la portée du texte en laissant la recevabilité même de l'action à l'appréciation du juge, ce qui est inadmissible et source de conflits de nature à retarder l'issue de la procédure. Seules des conditions objectives, justifiées par l'unique souci d'écarter des tribunaux des groupements éphémères ou fantaisistes, peuvent restreindre leur droit d'utiliser l'action en cessation.

Un membre fait observer qu'une association peut être fort active sans, toutefois, être occupée de manière ininterrompue aux tâches visées dans le projet. Ou bien l'on ouvre un large champ d'action à une série d'A.S.B.L. sérieuses, ce qui est contraire au projet, ou bien l'on ouvre un champ d'action limité à un grand nombre d'A.S.B.L.; la première possibilité recueille très largement la préférence.

L'on note que le critère défini au troisième alinéa a été pris en considération tant par le Conseil d'Etat que par la Cour d'arbitrage.

Un membre estime qu'il est bon que l'on exige un minimum d'activité. Cela permet, en effet, au juge d'apprécier si l'A.S.B.L. en question est sérieuse ou non. Toute action fortuite et arbitraire pourra ainsi être évitée.

Le Secrétaire d'Etat souligne que l'objectif doit être de permettre aux associations protectrices de la nature sérieuses d'ester en justice. A cet égard, un rapport annuel peut être considéré comme une preuve suffisante de l'exercice par l'A.S.B.L. d'une activité conforme à son objet social.

Lorsqu'un problème surgit alors, tout à coup, l'on peut intervenir, parce qu'il est permis de supposer que l'association en question procédera à des inspections à intervalles réguliers.

Un membre souligne qu'il importe surtout que l'on sache avec certitude que l'on a affaire à l'objet visé.

Un autre membre note que la réalité des activités en question se déduira du fait que l'association qui les exerce tombe sous l'application de la loi du 27 juin 1921, ce qui implique qu'une assemblée générale doit se réunir chaque année et que la liste des membres doit être déposée au greffe.

Pour définir clairement l'activité en question, un membre propose de remplacer les mots « l'intérêt collectif » par les mots « l'intérêt collectif de l'environnement ». Ce remplacement permet de mettre l'accent, et sur l'activité elle-même, et sur l'activité s'inscrivant dans le cadre d'un objet spécifique.

Un autre membre estime que cette modification est de nature à étendre les pouvoirs du juge.

Door de rechter te laten oordelen over de ontvankelijkheid zelf van de vordering wordt de strekking van de tekst, al dan niet met opzet, in gevaar gebracht. Dat is ontoelaatbaar en leidt tot conflicten die de procedure nodeloos zullen verlengen. Alleen objectieve voorwaarden, die uitsluitend zijn ingegeven door de bedoeling om verenigingen met een kortstondig bestaan of met dubieuze doelstellingen uit de rechtszaal te houden, mogen hun recht beperken om de vordering tot staking in te stellen.

Een interveniënt merkt op dat een vereniging zeer actief kan zijn doch daarom nog niet ononderbroken bezig is met wat in het ontwerp wordt bedoeld. Ofwel wordt aan een aantal ernstige en beperkte V.Z.W.'s een ruime actieterrein toegekend, hetgeen niet in overeenstemming is met het ontwerp, ofwel wordt aan een groot aantal V.Z.W.'s een beperkt actieterrein toegekend; het eerste geniet ruimschoots de voorkeur.

Opgemerkt wordt dat het criterium, vermeld in het derde lid, in aanmerking is genomen door zowel de Raad van State als het Arbitragehof.

Een lid is van mening dat het goed is dat een minimum aan activiteit wordt vereist hetgeen de rechter zal toelaten erover te oordelen of het al dan niet om een ernstige V.Z.W. gaat. Aldus kan een toevallig en willekeurig optreden worden vermeden.

De Staatssecretaris wijst erop dat het doel erin moet bestaan dat de ernstige milieuverenigingen in rechte kunnen optreden. Zo kan een jaarverslag als een afdoende bewijs worden beschouwd om aan te tonen dat de V.Z.W. activiteiten aan de dag legt rond haar statutair doel.

Wanneer zich nu plots een probleem voordoet, kan worden opgetreden omdat er mag worden vanuit gegaan dat bedoelde vereniging op regelmatige tijdstippen een inspectie zal uitvoeren.

Een lid vestigt er de aandacht op dat het er vooral op aankomt dat vaststaat dat men met het geviseerde doel bezig is.

Een ander lid merkt op dat de activiteiten zullen bewezen worden door het feit dat de vereniging resorteert onder de wet van 27 juni 1921, vermits er een jaarlijkse algemene vergadering moet plaatshebben en de ledenlijst moet worden neergelegd ter griffie.

Teneinde de activiteit duidelijk te omlijnen, stelt een lid voor de woorden « op het collectief belang » te vervangen door de woorden « op het collectief milieubelang ». Aldus wordt niet enkel het accent gelegd op de bedrijvigheid zelf, doch op de bedrijvigheid binnen een specifiek doel.

Een ander lid meent dat dit van aard is om de bevoegdheid van de rechter uit te breiden.

Le Secrétaire d'Etat confirme que sont également visées les associations qui poursuivent, outre leurs autres objectifs, un objectif de protection de la nature, et qui tombent, dès lors, sous l'application de la loi en projet.

Un membre estime qu'il est préférable de prévoir que des documents doivent être déposés; la nature de ces documents est sans importance, s'ils prouvent, de par leur contenu, que l'association en question agit en vue de la protection d'un intérêt environnemental collectif et que l'on dispose de certitudes à cet égard.

Deux membres ont encore déposé les amendements suivants :

A cet article apporter les modifications suivantes :

« A. Au deuxième alinéa, remplacer les mots « 3 ans » par les mots « 1 an. »

Justification

Les procédures et exigences imposées par la loi de 1921 sur les A.S.B.L. évitent de constituer celles-ci à la légère. Imposer trois ans limite sensiblement le champ d'application actuel et futur du droit d'action.

« B. Supprimer le troisième alinéa ».

Justification

La qualité de son argumentation lors de l'action fera preuve en soi de sa connaissance du problème et l'examen préalable, ouvert à trop d'interprétation, de la qualité à agir de l'A.S.B.L. détourne de l'objet réel de l'action qui est de faire constater la réalité de l'infraction et de prendre d'urgence les mesures propres à la faire cesser, à prévenir les problèmes et à réparer le dommage causé. Le juge en outre pourra toujours sanctionner les actions téméraires et vexatoires.

« C. Subsidiairement :

Remplacer, au troisième alinéa, les mots « intérêts de l'environnement » par le mot « intérêt ».

Justification

Ajout non nécessaire par rapport au texte initial. Exigence redondante par rapport aux conditions déjà citées dans l'alinéa premier. Possible interprétation restrictive de la « compétence » territoriale locale d'une A.S.B.L. régionale ou nationale.

De Staatssecretaris bevestigt dat ook verenigingen worden bedoeld die naast hun andere doelstellingen eveneens de bescherming van het milieu beogen en bijgevolg onder toepassing van de wet vallen.

Een lid is van mening dat het beter is te bepalen dat er stukken moeten worden voorgelegd; de aard van de stukken is van geen belang als inhoudelijk wordt aangetoond en de zekerheid bestaat dat de vereniging optreedt ter bescherming van het collectief milieubelang.

Tweede leden hebben nog de volgende amendementen ingediend :

In dit artikel de volgende wijzigingen aan te brengen :

« A. In het tweede lid, de woorden « drie jaar » te vervangen door de woorden « een jaar. »

Verantwoording

De procedures en eisen opgelegd door de wet van 1922 op de V.Z.W.'s dienen om te voorkomen dat deze lichtvaardig worden opgericht. De termijn van drie jaar zou de huidige en toekomstige werkingssfeer van het vorderingsrecht aanzienlijk beperken.

« B. Het derde lid te doen vervallen. »

Verantwoording

De kwaliteit van zijn argumentatie bij de vordering zal op zichzelf een bewijs zijn van zijn kennis van het probleem en het voorafgaand onderzoek — dat te veel ruimte biedt tot interpretatie — van de bekwaamheid om op te treden van de V.Z.W. leidt de aandacht af van het reële doel van de vordering, nl. vast te stellen of er werkelijk een overtreding is en dringend de geëigende maatregelen nemen om de problemen te doen ophouden of te voorkomen en de veroorzaakte schade te herstellen. Bovendien zal de rechter steeds de roekeloze en tergende vorderingen kunnen sanctioneren.

« C. Subsidiair :

In het derde lid het voorgestelde woord « milieubelang » te vervangen door het woord « belang ».

Verantwoording

Onnodige toevoeging in vergelijking met de oorspronkelijke tekst. Overtollige eis in vergelijking met de reeds in het eerste lid vermelde voorwaarden. Mogelijke beperkende interpretatie van de lokale, territoriale « bevoegdheid » van een regionale of nationale V.Z.W.

« Supprimer le troisième alinéa de cet article. »

Justification

Aucune disposition légale analogue n'impose de pareilles conditions à une personne morale qui défend des intérêts généraux ou collectifs.

Premier amendement subsidiaire:

« Au troisième alinéa de cet article, supprimer les mots « et que cette activité concerne l'intérêt collectif de l'environnement qu'elle vise à protéger. »

Justification

Si l'on conserve ces mots dans le texte, le juge aura toujours la possibilité d'apprécier le caractère représentatif de l'association. Dès lors, le problème relatif à l'interprétation de la notion de « partie intéressée » (arrêt Eikendael) serait réintroduit par le biais d'une autre formulation.

Deuxième amendement subsidiaire:

« Au troisième alinéa de cet article, remplacer les mots « l'intérêt collectif de l'environnement » par les mots « l'intérêt général de l'environnement. »

Justification

Lorsqu'une association agit au nom et dans l'intérêt de ses membres, elle le fait dans l'intérêt collectif de ceux-ci, en ce sens qu'elle défend un groupe d'intérêts individuels (cf. l'article 39 de la loi du 6 août 1990 sur les mutualités).

Un sénateur regrette de constater qu'aucune loi ouvrant le droit d'agir en justice en vue de la défense d'un intérêt général ou collectif n'impose autant de conditions à ceux auxquels ce droit est accordé, que la loi en projet en impose aux associations protectrices de l'environnement. Il est permis de se demander pourquoi l'on doit faire montre d'autant de méfiance et imposer autant de conditions auxdites associations, surtout quand on sait que ces conditions peuvent donner lieu à bien des contestations devant le juge.

Un autre sénateur rejoint ce que vient de dire son collègue. Il ajoute qu'à son avis la notion d'intérêt collectif de l'environnement traduit mieux ce que l'on entend dans le cadre de la protection de l'environnement.

Pour ce qui est du territoire auquel s'étend l'activité en question — une discussion a eu lieu à cet égard entre plusieurs membres — le Secrétaire d'Etat déclare que, selon le premier alinéa de l'article 2, l'association doit définir ce territoire et que, selon le

« Het derde lid van dit artikel te doen vervallen. »

Verantwoording

In geen enkele analoge wetsbepaling wordt aan de rechtspersoon, die algemene of collectieve belangen behartigt, zulke eisen gesteld.

Eerste subsidiair:

« In het derde lid te doen vervallen de woorden « en dat die bedrijvigheid betrekking heeft op het collectief milieubelang dat hij beoogt te beschermen. »

Verantwoording

Als deze woorden behouden blijven krijgt de betrokken rechter alsnog de mogelijkheid om te oordelen over de representatieve aard van de vereniging. Het probleem rond de interpretatie van het begrip « belanghebbende partij » (arrest-Eikendael) zou dus in andere bewoordingen worden binnengeloofd.

Tweede subsidiair:

« In het derde lid de voorgestelde woorden « collectief milieubelang » te vervangen door de woorden « algemeen milieubelang. »

Verantwoording

Als een vereniging optreedt in naam van het belang van haar leden ageert zij in het collectief belang van deze leden, d.w.z. ter verdediging van een groep individuele belangen (cf. art. 39 van de wet van 6 augustus 1990 op de ziekenfondsen).

Een senator beklaagt er zich over dat in geen enkele wet die in een vorderingsrecht voorziet met het oog op een algemeen of collectief belang, zoveel eisen worden gesteld aan diegenen die dit vorderingsrecht kunnen uitoefenen als dit ontwerp het doet ten opzichte van de milieuverenigingen. Waarom moet men zoveel wantrouwen hebben en eisen stellen in de richting van de milieuverenigingen, temeer daar deze eisen kunnen aanleiding geven tot heel wat betwistingen voor de rechtbank, aldus de internenient.

Een andere senator treedt deze zienswijze bij. Tevens acht hij het begrip « collectief milieubelang » beter de bescherming van het leefmilieu.

Betreffende de territorialiteit van de bedrijvigheid, waaromtrent er tussen verschillende leden een discussie ontstond, verklaarde de Staatssecretaris dat overeenkomstig het eerste lid van artikel 2 de vereniging moet aanduiden welke haar territoriale omschrijving

troisième alinéa, elle ne peut pas exercer son activité en dehors du territoire défini. Il y a un lien entre le premier et le troisième paragraphe.

Les amendements globaux précités sont rejetés à l'unanimité des 12 membres présents.

Les autres amendements deviennent sans objet.

L'article 2 amendé est adopté par 11 voix et 1 abstention.

Article 3

Cet article règle le déroulement de la procédure.

Plusieurs membres déposent un amendement rédigé comme suit :

« Remplacer le premier alinéa de cet article par ce qui suit :

« L'action est formée et instruite selon les formes du référé, conformément aux articles 1025 à 1041 du Code judiciaire.

Elle peut également être formée par requête. Celle-ci est déposée en quatre exemplaires au greffe du tribunal de première instance ou envoyée à ce greffe par lettre recommandée à la poste.

Le greffier du tribunal avertit sans délai la partie adverse par pli judiciaire et l'invite à comparaître au plus tôt trois jours, au plus tard huit jours après l'envoi du pli judiciaire auquel est joint un exemplaire de la requête introductive.

Sous peine de nullité, la requête contient :

- 1. l'indication des jour, mois et an;*
- 2. la dénomination et le siège de l'association;*
- 3. les nom et adresse de la personne morale ou physique contre laquelle la demande est formée;*
- 4. l'objet et l'exposé des moyens de la demande;*
- 5. la signature de l'avocat.*

Il est statué sur la demande nonobstant toute action pénale exercée en raison des mêmes faits. »

Justification

Par analogie avec la procédure de l'action en cessation définie à l'article 99 du projet de loi sur les pratiques du commerce, l'action doit également pouvoir être formée par requête.

is terwijl het derde lid erin voorziet dat de vereniging niet kan optreden buiten deze territoriale omschrijving. De eerste en de derde paragraaf zijn met elkaar verbonden.

De bovenvermelde globale amendementen worden verworpen met eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

De overige amendementen vervallen.

Artikel 2, geamendeerd, wordt aangenomen met 11 stemmen, bij 1 onthouding.

Artikel 3

Dit artikel regelt de wijze waarop de procedure dient te verlopen.

Leden dienen het volgend amendement in :

« Het eerste lid van dit artikel te vervangen als volgt :

« De vordering wordt ingesteld en behandeld zoals in kort geding overeenkomstig de artikelen 1025 tot 1041 van het Gerechtelijk Wetboek.

Zij mag eveneens ingesteld worden bij verzoekschrift. Dit wordt in vier exemplaren neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg of bij een ter post aangetekende brief verzonden aan deze griffie.

De griffier van de rechtbank verwittigt onverwijld de tegenpartij bij gerechtsbrief en nodigt haar uit te verschijnen ten vroegste drie dagen en ten laatste acht dagen na het verzenden van de gerechtsbrief, waarvan een exemplaar van het inleidend verzoekschrift werd gevoegd.

Op straffe van nietigheid vermeldt het verzoekschrift :

- 1. de dag, de maand en het jaar;*
- 2. de benaming en de zetel van de vereniging;*
- 3. de naam en het adres van de natuurlijke persoon of de rechtspersoon tegen wie de vordering wordt ingesteld;*
- 4. het onderwerp en de uiteenzetting van de midelen van de vordering;*
- 5. de handtekening van de advocaat.*

Er wordt uitspraak gedaan over de vordering niet-tegenstaande elke vordering uitgeoefend om reden van dezelfde feiten. »

Verantwoording

Analoog met de procedure « Vordering tot staking » bepaald in artikel 99 van het wetsontwerp inzake handelspraktijken, moet de vordering ook bij verzoekschrift kunnen worden ingeleid.

Par ailleurs, la pratique a montré, à l'occasion de certains cas importants, la nécessité de pouvoir intentionner une action par requête unilatérale.

Il est parfois nécessaire de pouvoir intervenir immédiatement lorsqu'il y a un risque imminent de voir l'environnement subir des dommages irréparables, sans que leur auteur soit informé au préalable.

L'auteur ajoute que le juge saisi d'une requête unilatérale devrait normalement examiner en détail la demande introduite et les pièces déposées.

D'ailleurs, celui contre lequel la mesure est prononcée peut toujours interjeter appel.

L'amendement ouvre évidemment un nouveau débat. L'on peut se trouver devant un cas dans lequel la mesure étant rapportée, des dommages-intérêts peuvent être immédiatement réclamés à celui qui a introduit la requête unilatérale. En outre, dans les cas urgents, il peut y avoir référé d'hôtel.

Il est, toutefois, exact que l'on constate dans la pratique tout le contraire de la présence de bonnes intentions, si bien qu'il serait malgré tout préférable de prévoir une procédure contradictoire. L'expérience a montré que la procédure engagée sur la base d'une requête unilatérale est dangereuse quant à ses conséquences.

Un membre confirme ce qui vient d'être dit. Il ressort en effet de la pratique que le juge fait toujours droit à une requête unilatérale. Comme l'on applique en la matière le délai beaucoup trop court de trois jours, l'auteur de l'infraction est informé, par l'intermédiaire de la citation à comparaître, de ce qui lui est reproché, et il ne lui est plus possible, étant donné la brièveté dudit délai, d'encore accomplir d'autres actes.

L'auteur retire sa proposition relative à la requête unilatérale en déclarant, toutefois, que les délais en référé, qui sont déjà brefs, peuvent encore être raccourcis en vue de l'engagement d'une procédure en référé d'hôtel si nécessaire.

Un autre amendement est ensuite déposé, qui est rédigé comme suit :

« Compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les dispositions suivantes :

« Elle peut être également formée par voie de requête unilatérale déposée au greffe du tribunal de première instance dans les formes prévues par les articles 1025 à 1034 du Code judiciaire.

Bovendien hebben enkele belangrijke gevallen uit de praktijk aangetoond dat het nodig is om de vordering bij eenzijdig verzoekschrift te kunnen instellen.

Het is soms noodzakelijk om onmiddellijk te kunnen optreden bij een dreigend gevaar voor onherstelbare schade aan het leefmilieu, zonder dat de dader hiervan vooraf op de hoogte gesteld wordt.

De indiener voegt eraan toe dat een rechter die gevat is door een eenzijdig verzoekschrift, de vordering en de stukken die worden voorgelegd, normalerwijze grondig zou moeten onderzoeken.

Trouwens degene tegen wie de maatregel wordt uitgesproken, beschikt nog altijd over de mogelijkheid van verzet.

Het amendement brengt uiteraard een nieuw debat op gang. Eventueel komt men te staan voor een toestand waarbij de maatregel wordt ingetrokken en onmiddellijk schadevergoeding kan worden geëist van de betrokkene die een eenzijdig verzoekschrift heeft ingediend. Bovendien kan in spoedeisende gevallen het *référé d'hôtel* plaatsvinden.

Doch het is juist dat de praktijk het tegendeel van de goede bedoeling uitwijst zodat het dan toch verkieslijker zou zijn de procedure tegensprekelijk te laten verlopen. De ervaring heeft uitgewezen dat de procedure op eenzijdig verzoekschrift in zijn gevolgen een gevaarlijke procedure is.

Een lid treedt deze visie bij. De praktijk wijst inderdaad uit dat de rechter steeds ingaat op het eenzijdig verzoekschrift. Des te meer geldt ter zake de al zeer korte termijn van drie dagen, zodat de overtreder door de dagvaarding met zekerheid weet wat hem overkomt en hij, gelet op de korte termijn, over geen tijd meer beschikt om in die tijdspanne nog handelingen te stellen.

De indiener trekt zijn voorstel met betrekking tot het eenzijdig verzoekschrift in onder de vermelding dat de termijnen in kort geding die weliswaar kort zijn, nog kunnen worden verkort om een procedure bij *référé d'hôtel* in te stellen, wanneer de noodzaak zich voordoet.

Vervolgens wordt het volgend amendement ingediend :

« Na de eerste volzin van het eerste lid van dit artikel in te voegen de volgende bepaling :

« Zij kan eveneens worden ingesteld bij eenzijdig verzoekschrift neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in de vormen voorgeschreven door de artikelen 1025 tot 1034 van het Gerechtelijk Wetboek.

A peine de nullité, la requête contient : la date, la dénomination et le siège social de l'association, l'objet et l'exposé sommaire des moyens de la demande et la signature du président de l'association ou de son avocat. »

Justification

Le recours à la requête pour introduire l'action en cessation se justifie à la fois par sa simplicité, son efficacité et l'économie de frais de procédure qu'elle permet de réaliser. Le législateur l'a bien compris en aménageant une procédure de ce type dans le cadre du droit de la famille et du bail à loyer. L'action en cessation en matière de pratiques commerciales pourra être introduite de la même façon lorsque le projet sera voté.

Bien que cet amendement vise également la requête unilatérale, l'auteur rappelle que cette sorte de requête présente l'avantage de ne pas devoir mentionner la personne citée.

Ce point est formellement contesté par les membres; la personne citée doit être mentionnée, même si c'est une personne à l'égard de laquelle le demandeur n'a que des présomptions. La requête doit en tout cas être signifiée à quelqu'un. Ce n'est pas au juge qu'il incombe de déterminer à l'encontre de qui l'action en référé est intentée.

Certaines législations désignent les responsables dans un ordre déterminé mais, même alors, une personne bien déterminée doit être indiquée. S'il s'avérait que l'on a fait un mauvais choix, l'intéressé désignera certainement lui-même la personne qui doit être tenue pour responsable, à moins qu'il ne compare volontairement.

Un membre fait remarquer que le référé est d'ordre civil et vaut donc entre parties. Il est donc élémentaire que la partie adverse soit connue.

L'auteur du premier amendement revient sur celui-ci et insiste pour que l'on puisse cependant opter pour la requête contradictoire, qui permet de limiter les frais de procédure.

Un membre craint que le délai ne soit plus long que par voie de citation. On lui répond que l'on peut à présent également citer en référé à plus long terme.

Il est proposé de reprendre intégralement l'amendement en question, à l'exception des dispositions relatives à la requête unilatérale, mais donc avec l'énumération des indications à mentionner à peine de nullité.

Le fait que la loi prévoit la possibilité d'introduction par requête n'a toutefois pas pour conséquence que l'action en référé ne puisse être intentée par voie

Het verzoekschrift bevat op straffe van nietigheid : de datum, de naam van de zetel van de vereniging, het doel en de beknopte uiteenzetting van de middelen van de vordering en de handtekening van de voorzitter van de vereniging of van haar advocaat. »

Verantwoording

De procedure op verzoekschrift om de vordering tot staking in te leiden is verantwoord wegens de eenvoud, de doelmatigheid en de geringe kosten van de procedure die erop volgt. De wetgever heeft dit zeer goed begrepen en in een dergelijke procedure voorzien in het kader van het familierecht en de huishuur. De vordering tot staking inzake handelspraktijken zal, zodra het ontwerp is goedgekeurd, op dezelfde wijze kunnen worden ingesteld.

Hoewel dit amendement eveneens het eenzijdig verzoekschrift beoogt, herinnert de indiener eraan dat deze soort van verzoekschrift het voordeel heeft dat de gedaagde niet moet worden vermeld.

Dit wordt door de leden ten stelligste betwist; de gedaagde moet worden vermeld al is het dan een persoon waartegen de eiser slechts vermoedens heeft. Het verzoekschrift moet in elk geval aan iemand worden betekend. Het is immers niet aan de rechter om na te gaan tegen wie het geding wordt gevoerd.

In bepaalde wetgevingen worden de aansprakelijken in een bepaalde volgorde aangeduid doch ook dan moet een wel bepaalde persoon worden aangewezen. Wanneer zou blijken dat er een verkeerde keuze is verricht, zal deze ongetwijfeld zelf de persoon aanwijzen die verantwoordelijk moet worden geacht, tenzij de betrokkene vrijwillig verschijnt.

Een lid merkt op dat het geding van burgerrechtelijke aard is en dus tussen partijen geldt. Het is dan ook elementair dat de tegenpartij gekend is.

De indiener van het eerste amendement komt erop terug en vestigt de aandacht erop dat dan toch zou kunnen worden geopteerd voor het tegensprekelijk verzoekschrift omdat dit van aard is de procedurekosten te beperken.

Een lid vreest dat de termijn langer zal zijn dan bij wege van dagvaarding, waarop wordt geantwoord dat men thans eveneens in kort geding op een langere termijn kan dagvaarden.

Er wordt voorgesteld dat bedoeld amendement, met weglating van de bepalingen die het eenzijdig verzoekschrift betreffen, in zijn geheel wordt overgenomen, met andere woorden met inbegrip van de opsomming van de op straffe van nietigheid te vermelden gegevens.

Het feit dat de wet voorschrijft dat de inleiding bij verzoekschrift mogelijk is, heeft evenwel niet tot gevolg dat het geding niet bij dagvaarding zou kun-

de citation. Dans cette dernière hypothèse, les frais de citation ne sont toutefois pas récupérables. Sous réserve de ce qui a été dit ci-dessus, les amendements sont retirés.

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Supprimer la seconde phrase du premier alinéa ainsi que le second alinéa. »

Justification

Le procès pénal jouit d'une indépendance complète par rapport aux procès non répressifs portant sur les mêmes faits.

Ceci s'exprime dans le principe radical et traditionnel : « Le pénal tient le civil en état. »

Des dérogations à ce principe sont tout à fait exceptionnelles (voir notamment Fr. Tulkens et M. Van De Kerckhove, « Introduction au Droit pénal, 1991, p. 114 citant comme exemple rare de dérogation les questions préjudicielles).

Dans le cadre du projet de loi, l'action en cessation est principalement conçue dans l'hypothèse d'une inaction du Parquet. Mais si celui-ci est saisi, alors il vaut mieux reconnaître aux associations le droit de se joindre au procès pénal comme partie civile dont l'intérêt est présumé légalement.

Suivant cette manière de procéder, aucun danger de contradiction de décisions n'existe.

De plus, l'action en cessation, bien que formée suivant la procédure du référé, est une action au fond; la décision ne se limitera pas à des mesures provisoires.

La dérogation au principe « le tribunal tient le civil en état » est donc, ici, tout à fait fondamentale et constitue un précédent fâcheux.

Enfin, le second alinéa de l'article fait appel à un principe nouveau, insolite qui, exprimé de manière lapidaire, deviendrait « Le civil tient le pénal en état ».

Un membre fait remarquer que le rôle du juge civil est basé sur une responsabilité objective, tandis que le juge pénal statue dans le cadre d'une responsabilité subjective, ce qui signifie que quand on constate que la loi a été transgressée de manière objective, le juge pénal peut néanmoins acquitter la personne parce qu'il n'y a pas eu, par exemple, de faute pénale. Il n'empêche que le juge civil peut prononcer malgré tout la cessation. Dans une affaire pénale, le prévenu peut invoquer, notamment, l'article 71 du Code pénal, par exemple, parce qu'il s'avère que les autorités se sont trompées.

nen worden ingesteld. In deze laatste hypothese zijn de kosten van de dagvaarding evenwel niet terugvorderbaar. Onder bovenvermeld voorbehoud, worden de amendementen ingetrokken.

Een lid dient het volgend amendement in :

« De tweede zin van het eerste lid evenals het tweede lid van dit artikel te doen vervallen. »

Verantwoording

Het strafproces geniet een volledige onafhankelijkheid ten opzichte van de burgerlijke zaken die over dezelfde feiten handelen.

Dit komt tot uitdrukking in het radicale en traditionele beginsel : « De strafvervolgning schorst de burgerlijke zaak. »

Afwijkingen van dat beginsel zijn zeer uitzonderlijk (zie meer bepaald Fr. Tulkens en M. Van De Kerckhove, Introduction au Droit pénal, 1991, blz. 114 waarin de prejudiciële vragen aangehaald worden als een zeldzaam voorbeeld waarin afgeweken wordt van bedoeld beginsel).

In dit wetsontwerp wordt voorzien in een vordering tot staking in de veronderstelling dat het parket niet optreedt. Doch indien een zaak bij het parket aanhangig wordt gemaakt, is het beter de verenigingen het recht te geven om zich bij het strafgeding burgerlijke partij te stellen, waarvan het belang wettelijk wordt vermoed.

Wordt die handelwijze gevolgd, dan bestaat er geen gevaar voor tegenstrijdige beslissingen.

Bovendien is de vordering tot staking een vordering betreffende de grond van de zaak, hoewel ze wordt ingesteld zoals in kort geding; de beslissing zal niet beperkt blijven tot voorlopige maatregelen.

De afwijking van het principe volgens hetwelk de strafvervolgning de burgerlijke zaak schorst, is hier van wezenlijk belang en vormt een kwalijk precedent.

Het tweede lid van het artikel verwijst naar een nieuw ongewoon principe dat vrij vertaald neerkomt op : « De vervolging in burgerlijke zaken schorst de strafzaak ! »

Een lid merkt op dat de rol van de burgerlijke rechter gegrond is op een objectieve verantwoordelijkheid terwijl de strafrechter uitspraak doet in het raam van een subjectieve verantwoordelijkheid, hetgeen betekent dat wanneer wordt vastgesteld dat de wet op een objectieve wijze is overtreden, de strafrechter de persoon niettemin kan vrijspreken omdat er bij voorbeeld geen strafrechtelijke fout is; zulks verhindert niet dat de burgerlijke rechter toch de staking kan bevelen. De verdachte in een strafzaak kan onder meer artikel 71 van het Strafwetboek invoeren, omdat bij voorbeeld blijkt dat de autoriteiten zich hebben vergist.

Il est fait remarquer à ce propos que dans la mesure où le juge civil constate une infraction, le juge pénal sera dans un certain sens tenu.

Le premier alinéa comporte une dérogation au principe selon lequel le criminel tient le civil en état. Cette dérogation doit être maintenue, sans quoi l'action en cessation devient inutile.

En effet, le but est de faire cesser un acte, et cette intervention doit avoir un résultat immédiat.

Au deuxième alinéa, il a fallu choisir entre l'efficacité de l'action et le débat contradictoire.

En outre, il y a lieu de faire référence à un arrêt de la cour d'appel de Liège, dans lequel il est dit qu'il y a suspension des poursuites pénales, ce qui signifie que le juge peut évaluer le contenu du deuxième alinéa. Cela est d'ailleurs confirmé par la doctrine.

L'auteur retire son amendement.

Un membre déclare que le principe selon lequel le criminel tient le civil en état a pour but de permettre la recherche de la vérité.

La décision qui intervient en matière pénale vaut du reste *erga omnes* tandis que le jugement civil vaut *inter partes*.

Dans le projet, le problème se complique toutefois parce que c'est le juge civil qui constate l'infraction. On peut donc se trouver en présence d'une contradiction si le juge civil conclut à l'existence d'une infraction et que le juge pénal constate le contraire.

Un intervenant précédent rappelle la distinction entre la responsabilité objective et la responsabilité subjective. Le juge pénal peut décider qu'il n'y a pas infraction ou décider qu'il y a bien infraction, mais que le prévenu n'en est pas responsable.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que le grand problème résidera dans la pluralité des délais, problème que l'on peut résoudre par une suspension temporaire des poursuites pénales. Le but est en tout cas de faire en sorte que par la procédure du référé, une décision intervienne quant au fond, c'est-à-dire qu'il soit mis fin à l'acte. C'est la raison pour laquelle le texte doit être maintenu.

L'auteur de l'amendement vise surtout à éviter une contradiction entre jugements.

Un membre fait remarquer que la contradiction entre le juge civil et le juge pénal peut être évitée si le juge civil ne statue qu'à titre provisoire.

Hierbij wordt opgemerkt dat in de mate de burgerlijke rechter een overtreding vaststelt, de strafrechter in zekere zin gebonden zal zijn.

Het eerste lid bevat een afwijking van het principe «le criminel tient le civil en état»; deze afwijking moet behouden blijven zoniet wordt de vordering tot het bekomen van de staking nutteloos.

Het doel bestaat er immers in een handeling te doen staken en dit optreden moet een onmiddellijk resultaat hebben.

In het tweede lid moest een keuze worden gedaan tussen enerzijds de efficiëntie van de vordering en anderzijds het tegensprekelijk debat.

Bovendien moet worden verwezen naar een arrest van het hof van beroep van Luik waarin is bepaald dat de strafvervolgning wordt opgeschort, hetgeen betekent dat de rechtspraak de inhoud van het tweede lid kan evalueren. In de rechtsleer wordt dit trouwens bevestigd.

De indiener trekt zijn amendement in.

Een lid verklaart dat het principe «le criminel tient le civil en état» tot doel heeft de waarheid te achterhalen.

De uitspraak in strafzaken geldt bovendien *erga omnes*, terwijl het burgerlijk vonnis *inter partes* geldt.

In het ontwerp wordt het probleem evenwel gecompliceerder omdat de burgerlijke rechter de inbreuk vaststelt. Er kan dus een tegenspraak ontstaan wanneer de burgerlijke rechter besluit tot het bestaan van een inbreuk en de strafrechter het tegendeel vaststelt.

Een vorige spreker herinnert aan het onderscheid tussen de objectieve en de subjectieve verantwoordelijkheid. De strafrechter kan beslissen dat er geen inbreuk is of beslissen dat er wel een inbreuk is doch dat de verdachte er niet verantwoordelijk voor is.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat het grote probleem zal bestaan in het doorkruisen van de verschillende termijnen, hetgeen kan worden opgelost door een tijdelijke schorsing van de strafvervolgning. De bedoeling is in elk geval dat via de procedure van het kort geding een uitspraak geschiedt ten gronde, namelijk de stopzetting van de handeling. Daarom moet de tekst worden behouden.

De indiener van het amendement heeft vooral de bedoeling een tegenstrijdigheid tussen vonnissen te voorkomen.

Een lid merkt op dat de contradictie tussen de burgerlijke rechter en de strafrechter kan worden vermeden, indien de burgerlijke rechter enkel ten voorlopige titel maatregelen zou nemen.

Un membre se réfère à son amendement, qui propose également de supprimer le deuxième alinéa, mais pour un autre motif.

Cet amendement est libellé comme suit :

« *Supprimer le deuxième alinéa de cet article.* »

Justification

Comme le remarque le Conseil d'Etat dans son avis, l'exercice de l'action en cessation pourrait avoir pour effet que l'action pénale serait prescrite.

Le texte en projet crée ainsi un risque non négligeable qu'une infraction pénale ne puisse plus faire l'objet de poursuites devant la juridiction répressive compétente.

Nous proposons de supprimer le deuxième alinéa, afin que le juge de répression puisse statuer sur l'action pénale, malgré l'action en cessation.

Par suite du premier alinéa de cet article, le président sera également compétent pour se prononcer sur l'action en cessation, nonobstant toute action pénale.

L'attention est attirée sur le fait que si les parties ne suivent pas l'action, le ministère public peut intervenir en vertu de l'article 138 du Code judiciaire. Cela doit être considéré comme une garantie supplémentaire en vue de faire pression sur les parties.

Un intervenant approuve entièrement la distinction qui a été faite entre la responsabilité objective et la responsabilité subjective. Du reste, le texte ne peut poser de problème, puisque la sanction pénale doit être considérée comme une sanction supplémentaire, prononcée contre une personne qui a commis une faute grave. En outre, un référé pénal sera rarement intenté avant que la procédure civile n'ait été engagée.

Le même intervenant attire l'attention sur la disposition du troisième alinéa, où il est question d'une décision passée en force de chose jugée, ce qui indique qu'un recours et un pourvoi en cassation sont possibles.

Ce point de vue étant confirmé par les membres, l'intervenant craint que le litige ne puisse s'éterniser et que la cessation demandée ne soit pas exécutée; en même temps, le risque de contradiction entre les jugements s'accroît, spécialement en degré d'appel.

Il est répondu que la décision du juge civil est exécutoire en vertu de l'article 4.

Een lid verwijst naar zijn amendement dat eveneens voorstelt het tweede lid te doen vervallen doch op grond van een andere motivering.

Dit amendement luidt als volgt :

« *Het tweede lid van dit artikel te doen vervallen.* »

Verantwoording

Zoals de Raad van State opmerkt in haar advies kan de uitoefening van de vordering tot staking der verjaring van de strafvordering tot gevolg hebben.

De ontworpen tekst doet aldus het niet onbelangrijke gevaar ontstaan dat een strafbaar feit niet meer zou kunnen worden vervolgd voor het bevoegde strafgerecht.

Voorgesteld wordt om het tweede lid weg te laten, zodat de strafrechter uitspraak kan doen over de strafvordering, ongeacht de vordering tot staken.

Ingevolge het eerste lid van dit artikel zal ook de voorzitter bevoegd zijn om uitspraak te doen over de vordering tot staken, niettegenstaande elke vervolging.

De aandacht wordt erop gevestigd dat, indien de partijen geen voortgang maken met de vordering, het openbaar ministerie kan tussenkomen op grond van artikel 138 van het Gerechtelijk Wetboek; dit moet als een bijkomende waarborg worden beschouwd, ten einde druk op de partijen uit te oefenen.

Een interveniënt sluit zich volledig aan bij het reeds gemaakte onderscheid tussen de objectieve en subjectieve verantwoordelijkheid. Trouwens de tekst kan geen aanleiding geven tot problemen, vermits de strafrechtelijke sanctie als een bijkomende sanctie moet worden beschouwd, die wordt uitgesproken tegen een persoon die een zware fout heeft begaan. Bovendien zal een strafrechtelijk geding zelden reeds zijn ingesteld voordat de burgerrechtelijke procedure is aanhangig gemaakt.

Dezelfde interveniënt vestigt de aandacht op het bepaalde in het derde lid, waar er sprake is van kracht van gewijsde hetgeen er dus op wijst dat er hoger beroep en cassatieberoep mogelijk is.

Vermits dit standpunt door de leden wordt bevestigd, vreest de spreker dat het geding daardoor lang zou kunnen aanslepen en de gevorderde staking niet zou worden uitgevoerd; meteen neemt het gevaar van contradictie tussen de uitspraken toe, meer bepaald dan op het niveau van het hoger beroep.

Hierop wordt geantwoord dat de beslissing van de burgerlijke rechter uitvoerbaar is krachtens het bepaalde in artikel 4.

Un membre craint que les grandes entreprises n'essaient de poursuivre la procédure civile le plus longtemps possible, ce qui aura pour conséquence que l'action pénale ne sera pas exercée pendant plusieurs années.

Un autre membre partage ce point de vue, mais fait remarquer que dans ce cas, on dispose déjà d'une ordonnance de cessation, assortie éventuellement de mesures de réparation également exécutoires, de sorte que l'effet social et l'effet sur l'environnement sont déjà réels.

Enfin, un membre propose de faire débiter le deuxième alinéa comme suit: «il est sursis à statuer ...», et d'ajouter un troisième alinéa, libellé comme suit: «Pendant le cours de cette surséance, la prescription de l'action publique est suspendue.»

Le Président conclut que le texte sera finalement libellé comme suit:

Premier alinéa:

— la première phrase est rédigée comme dans le texte proposé;

— la deuxième phrase reprend l'amendement comme indiqué ci-dessus, mais en commençant par les mots «Elle peut également être formée ...», et avec d'autres modifications de contenu; ajout, au point 5, du mot «demandeur».

Deuxième alinéa: «Il est sursis à statuer sur l'action pénale ...».

Troisième alinéa: «Pendant la surséance, la prescription de l'action publique est suspendue.»

Un membre en déduit donc que la primauté est donnée au juge civil, puisque l'action publique est suspendue jusqu'à ce que le juge civil ait statué.

Ce point de vue est effectivement confirmé.

La Commission examine ensuite l'amendement suivant:

«Remplacer le deuxième alinéa de cet article par ce qui suit:

«Il peut également être statué sur la demande reconventionnelle fondée sur le caractère vexatoire ou téméraire de l'action.»

Justification

Il s'agit là d'un moyen de prévenir l'engagement de procédures inutiles, qui viendraient encore grossir l'arriéré judiciaire.

Le Secrétaire d'Etat rappelle le prescrit de l'article 563 du Code judiciaire, qui reste applicable de toute manière. Cette disposition est d'ailleurs de portée générale.

Een lid vreest dat grote ondernemingen de burgerlijke procedure zo lang mogelijk zullen trachten verder te zetten met het gevolg dat de strafvordering gedurende meerdere jaren niet zal worden uitgeoefend.

Een ander lid treedt dit bij, doch merkt op dat men dan reeds beschikt over een bevel tot staking dat eventueel gepaard gaat met maatregelen om de toestand te herstellen en dat tevens uitvoerbaar is, zodat het sociaal en milieueffect reeds uitwerking heeft.

Een lid stelt tenslotte voor het tweede lid te doen aanvangen als volgt: «De uitspraak... wordt geschorst...» en een derde lid toevoegen luidende: «Tijdens dat uitstel wordt de verjaring van de strafvordering geschorst.»

De Voorzitter besluit dat de tekst uiteindelijk zal luiden als volgt:

Eerste lid:

— de eerste zin luidt zoals hij is voorgesteld;

— de tweede zin neemt het amendement over zoals boven is aangeduid, dat evenwel aanvangt met de woorden «De vordering kan ook worden ingesteld...», met andere inhoudelijke wijzigingen; toevoeging in 5. van de woorden «de verzoeker».

Tweede lid: «De uitspraak over de strafvordering... wordt uitgesteld...»

Derde lid: «Tijdens dat uitstel wordt de verjaring van de strafvordering geschorst.»

Een lid leidt hier dus uit af dat de primauté aan de burgerlijke rechter wordt gegeven vermits de publieke vordering wordt opgeschort tot na de uitspraak door de burgerlijke rechter.

Deze zienswijze wordt inderdaad bevestigd.

Vervolgens wordt het volgend amendement besproken:

«Het tweede lid van dit artikel te vervangen als volgt:

«Er kan ook uitspraak gedaan worden over een tegenvordering wegens tergend en roekeloos geding.»

Verantwoording

Dit is een middel om te voorkomen dat er nutteloze procedures zouden ingelegd worden en daardoor de gerechtelijke achterstand nog zou verhogen.

De Staatssecretaris verwijst naar het bepaalde in artikel 563 van het Gerechtelijk Wetboek, dat in elk geval van toepassing blijft; deze bepaling is trouwens van algemene aard.

Un membre déclare que le juge qui est compétent pour connaître de l'action principale statue également sur la demande téméraire et vexatoire. La présente loi confère au président une nouvelle compétence à l'égard de l'action principale; il est donc également compétent pour se prononcer sur l'action téméraire et vexatoire.

Ce que l'on pourrait déduire à ce sujet de l'exposé des motifs n'est pas exact.

L'auteur pourrait retirer son amendement s'il est interprété dans le sens indiqué ci-dessus et que l'article 563 du Code judiciaire reste applicable. Cependant, il est à noter que l'article 563 ne fait pas référence au président du tribunal siégeant en référé. Si cela est exact, cette lacune doit être comblée.

Les membres décident d'ajouter le texte de l'amendement à l'article 3, afin de lever tout doute quant à l'application de l'article 563 du Code judiciaire.

On revient ensuite à un amendement qui avait pour but d'insérer un article 1^{er}bis et que l'on avait jugé préférable d'examiner à l'article 3.

Cet amendement est libellé comme suit :

« Insérer un article 1^{er}bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 1^{er}bis. — L'action ne peut être intentée aussi longtemps que, dans l'exercice du pouvoir qui leur a été conféré en vertu d'une loi spéciale, d'un décret ou d'un arrêté, les autorités envisagent, prennent ou mettent en œuvre des mesures en vue de réparer le dommage. »

Justification

Une série de lois, décrets et arrêtés confèrent à certaines autorités un pouvoir spécial en vue de prendre des mesures.

Ainsi, le gouverneur de la province ou le bourgmestre peuvent, en vertu de l'article 54 du décret du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets, ordonner l'élimination des déchets abandonnés en infraction aux dispositions dudit décret et prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Une action en cessation, intentée par une association protectrice de l'environnement, peut entraver la procédure administrative et donner lieu à des décisions contradictoires, ce qu'il convient en tout cas d'éviter.

Een lid stelt dat de rechter die bevoegd is over de hoofdvordering eveneens uitsprekt over het tergend en roekeloos geding; deze wet geeft aan de voorzitter een nieuwe bevoegdheid voor de hoofdvordering; deze is dus eveneens bevoegd om uit te spreken over het tergend en roekeloos geding.

Het is niet juist wat uit de memorie van toelichting ter zake zou kunnen worden afgeleid.

De indiener zou zijn amendement kunnen intrekken wanneer het in bovenvermelde zin wordt geïnterpreteerd en dat artikel 563 van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing blijft. Nochtans moet worden opgemerkt dat artikel 563 niet refereert naar de voorzitter van de rechtbank zetelende in kort geding; indien dit juist is, moet de leemte worden opgevuld.

De leden beslissen de tekst van het amendement aan artikel 3 toe te voegen, teneinde elke twijfel weg te nemen over de toepasselijkheid van artikel 563 van het Gerechtelijk Wetboek.

Vervolgens wordt teruggekomen op een amendement dat tot doel had een artikel 1bis in te voegen en waarvan werd geoordeeld dat het beter bij artikel 3 zou worden behandeld.

Het amendement luidt als volgt :

« Een artikel 1bis (nieuw) in te voegen, luidende als volgt :

« Artikel 1bis. — De vordering kan niet ingesteld worden zolang de overheden in de uitoefening van hun bevoegdheid, hen krachtens een bijzondere wet, decreet of besluit verleend, maatregelen overwegen, nemen of uitvoeren teneinde de inbreuk te herstellen. »

Verantwoording

Een aantal wetten, decreten en besluiten kennen aan sommige overheden een bijzondere bevoegdheid toe om maatregelen te nemen. Zo kan de gemachtigde ambtenaar in toepassing van artikel 64, c), van de stedenbouwwet aan de overtreder toestaan een bedrag van de meerwaarde te betalen dat zijn goed door de overtreding heeft verkregen.

Evenzo kan de gouverneur van de provincie of de burgemeester krachtens artikel 54 van het afvalstoffendecreet van 2 juli 1981 de verwijdering bevelen van de in overtreding aangetroffen afvalstoffen en alle nodige maatregelen hiertoe nemen.

Een vordering tot staking van een milieuvereniging kan nu de administratieve procedure doorkruisen en aanleiding geven tot tegenstrijdige beslissingen wat alleszins dient vermeden te worden.

Le texte est toutefois modifié en prévoyant la suspension de la prescription et en supprimant les mots « envisagent » et « des mesures », si bien que les autorités ne peuvent plus que prendre ces mesures ou les mettre en œuvre.

Le texte de l'amendement deviendrait éventuellement le deuxième alinéa.

Il est confirmé que le défendeur devra en tout cas prouver les éléments prévus par ce texte; dans le cas contraire, il s'agirait d'une mesure dilatoire si la preuve devait être apportée par le demandeur. La preuve implique donc que des mesures ont été prises et/ou sont mises en œuvre.

Un membre donne la synthèse suivante: l'instruction de l'action est suspendue aussi longtemps que les autorités prennent ou mettent en œuvre des mesures en vue de réparer le dommage.

Un intervenant est hostile à l'amendement. En effet, si l'on sollicite l'intervention des instances publiques en vue de la réparation du dommage, cela entraîne un glissement de l'obligation de réparation de l'auteur de l'acte vers ces instances. On fait remarquer que ces instances font également cesser l'acte.

Il est objecté que, comme l'ont démontré certains événements qui se sont produits dans le passé, l'instance publique peut être elle-même l'auteur des infractions.

L'auteur de l'amendement renvoie à l'article 65, c), de la législation relative aux délits de la construction, qui prévoit la possibilité de mener des négociations avec les autorités.

L'amendement vise à éviter un conflit entre les deux dispositions légales en question, à savoir le fait que des négociations ont lieu pour prendre des mesures et les mettre en œuvre et l'ordonnance de cessation. C'est d'ailleurs le juge qui apprécie l'opportunité du moyen produit.

Le Secrétaire d'Etat craint que la lenteur de l'intervention des administrations publiques ne soit plutôt un obstacle à l'application de la loi. La décision devrait à tout le moins avoir été prise et être mise en œuvre.

Un autre membre se demande si l'amendement n'est pas superflu, compte tenu des dispositions de l'article 1^{er}, en vertu desquelles le président peut accorder au contrevenant un délai pour se conformer aux mesures ordonnées.

On rappelle les dispositions du texte modifié de l'article 1^{er}, qui prévoient également la prévention.

Wel wordt de tekst in die zin gewijzigd dat wordt bepaald dat de vordering zou worden geschorst en dat de woorden « maatregelen overwegen » eveneens worden weggelaten, zodat alleen het nemen en het uitvoeren gevisceerd blijft.

De tekst van het amendement zou dan eventueel het tweede lid worden.

Bevestigd wordt dat in elk geval de verweerder het bedoelde in deze tekst zal moeten bewijzen, zoniet zou het een dilatoire maatregel zijn zo het bewijs door de aanlegger zou moeten worden geleverd. Het bewijs houdt dus in dat maatregelen genomen zijn en/of in uitvoering zijn.

Een lid resumeert als volgt: de behandeling van de vordering wordt geschorst zolang de overheden ... maatregelen nemen of uitvoeren ten einde de inbreuk te herstellen.

Een interveniënt kan het niet eens zijn met het amendement. Het invoeren van het optreden van de publieke instanties met het oog op het herstel van de inbreuk, heeft immers tot gevolg dat de verplichting tot herstel wordt verplaatst van degene die de handeling heeft gesteld naar die instanties. Opgemerkt moet worden dat deze instanties de handeling eveneens doen stopzetten.

Hierbij wordt opgeworpen dat, zoals bepaalde gebeurtenissen uit het verleden hebben aangetoond, de openbare instantie zelf de dader kan zijn van de inbreuken.

De indiener verwijst naar artikel 65, c), inzake bouw misdrijf, dat in de mogelijkheid voorziet om onderhandelingen te voeren met de autoriteit.

Het amendement wenst een conflict te vermijden tussen de twee bedoelde wettelijke bepalingen, namelijk dat er onderhandelingen plaatshebben om maatregelen te nemen en uit te voeren en het bevel tot stopzetting. Het is trouwens de rechter die oordeelt over de opportuniteit van het middel dat wordt voorgedragen.

De Staatssecretaris vreest dat de traagheid van het optreden van openbare besturen eerder een beletsel zal zijn om de wet te doen toepassen. Minstens zou de beslissing moeten genomen zijn en deze zou minstens moeten worden uitgevoerd.

Een ander lid vraagt zich af of het amendement niet overbodig is, gelet op het bepaalde in artikel 1 dat de voorzitter een termijn kan toestaan om aan de opgelegde voorschriften te voldoen.

Er wordt herinnerd aan de gewijzigde tekst van artikel 1, waar thans eveneens voorzien wordt in de preventie.

L'auteur souligne que l'amendement tend à éviter que les dispositions d'autres lois ne soient finalement annulées par la loi à l'examen.

Pour éviter ce risque, un membre propose de faire commencer le nouvel article 1^{er} par les mots: « Sans préjudice des compétences d'autres juridictions ou autorités en vertu... », afin de faire apparaître une compétence parallèle, ce qui n'empêche bien entendu pas ces juridictions de risquer d'entrer en conflit entre elles.

Le Secrétaire d'Etat répète sa crainte de voir la loi devenir en partie lettre morte à la suite d'une éventuelle suspension de l'instruction sur la base du motif avancé.

Plusieurs membres estiment que l'amendement susvisé a une portée beaucoup trop large. Toute action en cessation pourrait être empêchée par le fait qu'une autre autorité envisage de prendre une mesure, laquelle ne sera peut-être pas prise ou mise en œuvre.

Un membre insiste auprès de l'auteur de l'amendement pour qu'il retire celui-ci, étant donné que le juge tiendra compte du renvoi du défendeur à la décision qu'aura prise une autre autorité en vertu de sa propre compétence, une mesure qui sera en exécution au moment de l'action.

L'auteur de l'amendement retire celui-ci, à la condition que ce point de vue soit mentionné expressément dans le rapport; la majorité des membres marquent leur accord à ce sujet.

L'article 3 amendé est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 4

Cet article fait l'objet de l'amendement suivant:

« Compléter le premier alinéa de cet article par ce qui suit:

« Il est publié dans le mois du prononcé par extrait dans au moins trois journaux quotidiens distribués dans la région d'établissement ou de domicile du contrevenant. »

Justification

La publication de la décision constitue un excellent moyen pour inciter notamment les entreprises, très sensibles à leur image de marque, à respecter la législation en matière d'environnement.

Le Secrétaire d'Etat estime que cet amendement n'apporte rien d'essentiel. L'expérience nous apprend que l'on fait suffisamment de publicité aux infractions, notamment par les conférences de presse que tiendront les associations protectrices de l'environnement.

De indiener onderstreept dat het amendement wenst te voorkomen dat de bepalingen in andere wetten tenslotte worden ongedaan gemaakt door deze wet.

Om dit te verzekeren suggereert een lid in de aanvang van het nieuwe artikel 1 toe te voegen: « Onverminderd de bevoegdheid van andere rechtscolleges of overheden op basis van ... », zodat er dan een parallelle bevoegdheid ontstaat, hetgeen uiteraard niet verhindert dat ze toch in conflict kunnen komen met elkaar.

De Staatssecretaris herhaalt haar vrees dat door een eventuele schorsing van de behandeling op grond van de aangebrachte reden, de wet voor een deel dode letter zou worden.

Enkele leden vinden bovenvermeld amendement veel te ruim. Elke vordering tot staking zou kunnen verhinderd worden door de overweging van een andere overheid om een maatregel te nemen, die misschien niet wordt genomen of uitgevoerd.

Een lid dringt er bij de indiener op aan het amendement in te trekken omdat de rechter zal rekening houden met de verwijzing door de verweerder naar de beslissing die een andere overheid krachtens haar eigen bevoegdheid heeft genomen, welke maatregel op het ogenblik van de vordering in uitvoering is.

Mits de uitdrukkelijke vermelding van deze zienswijze in het verslag waarmee de meerderheid van de leden akkoord is, trekt de indiener zijn amendement in.

Artikel 3, geamendeerd, wordt aangenomen met eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 4

Het volgend amendement wordt ingediend:

« Het eerste lid van dit artikel aan te vullen als volgt:

« Zij wordt binnen een maand bij uittreksel bekendgemaakt in ten minste drie dagbladen die worden verspreid in de streek van de overtreder zijn zetel of woonplaats heeft. »

Verantwoording

De bekendmaking van de beslissing vormt een uitstekend middel om er met name de ondernemingen, die zeer gevoelig zijn voor hun imago, toe aan te zetten de wetgeving inzake leefmilieu te respecteren.

De Staatssecretaris is van mening dat dit amendement niets wezenlijks bijbrengt. De ervaring leert dat er voldoende publiciteit aan de inbreuken wordt gegeven, door onder meer de persconferenties die de milieuverenigingen zullen houden.

Un membre rappelle la publication imposée en cas de condamnation pour banqueroute. On sait par expérience que ces avis sont rarement lus.

L'auteur de l'amendement retire ce dernier.

L'article est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 4bis

L'amendement suivant est déposé; il devient toutefois sans objet, à la suite de la discussion lors de l'examen de l'article 1^{er}.

Cet amendement est libellé comme suit :

« Insérer un article 4bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 4bis. — La personne morale visée à l'article 1^{er}, qui poursuit devant le Conseil d'Etat l'annulation d'un acte administratif pris en application de lois, décrets, ordonnances ou d'une ou plusieurs dispositions concernant la protection de l'environnement, peut, conformément à l'article 584 du Code judiciaire, demander la suspension de son caractère exécutoire. »

Justification

Etant donné que le Conseil d'Etat, section d'administration, ne dispose pas d'un droit de suspension général, il faut que l'association intéressée ait la possibilité, dans l'attente de la décision du juge administratif, de demander une suspension de droit commun au président du tribunal de première instance, siégeant en référé.

Un autre amendement est déposé, rédigé comme suit :

« Insérer un article 4bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 4bis. — Les personnes juridiques qui satisfont aux conditions fixées à l'article 2 sont présumées avoir qualité et intérêt à agir en justice au sens de l'article 17 du Code judiciaire. »

Justification

L'instauration d'une action en cessation ne doit pas empêcher une association de poursuivre devant une autre juridiction l'annulation d'un acte administratif ou la réparation d'un dommage subi suite à la violation de la législation en matière d'environnement.

De plus, comme le Conseil d'Etat ne peut suspendre l'exécution d'un acte administratif que dans des circonstances limitativement énumérées, il faut

Een lid herinnert aan de publicatie die wordt opgelegd bij een veroordeling wegens bankroet. De ervaring leert dat deze berichten zelden worden gelezen.

De indiener trekt het amendement in.

Het artikel wordt aangenomen met eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 4bis

Het volgend amendement wordt ingediend, dat evenwel vervalt ingevolge de bespreking bij artikel 1.

Dit amendement luidt :

« Een artikel 4bis (nieuw) in te voegen, luidend als volgt :

« Artikel 4bis. — De rechtspersoon bedoeld in artikel 1, die voor de Raad van State de vernietiging vordert van een administratieve handeling getroffen op basis van wetten, decreten, ordonnantieën of een of meer bepalingen betreffende de bescherming van het leefmilieu, kan overeenkomstig artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek de schorsing van de uitvoerbaarheid ervan vragen. »

Verantwoording

Aangezien de Raad van State, afdeling administratie, over geen algemeen schorsingsrecht beschikt moet de betrokken vereniging de mogelijkheid krijgen om in afwachting van de uitspraak door de administratieve rechter, een gemeenrechtelijke schorsing te vragen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zetelend in kort geding.

Een ander amendement wordt ingediend, luidende :

« Een artikel 4bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 4bis. — De rechtspersonen die voldoen aan de voorwaarden neergelegd in artikel 2, worden geacht een hoedanigheid en een belang te hebben om in rechte op te treden in de zin van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek. »

Verantwoording

De mogelijkheid om een vordering tot staking in te stellen, betekent niet dat een vereniging de vernietiging van een bestuurshandeling of de vergoeding van schade ontstaan als gevolg van de schending van de wetgeving inzake leefmilieu niet meer mag vorderen voor een ander gerecht.

Aangezien de Raad van State de uitvoering van een bestuurshandeling alleen maar kan schorsen in limitatief opgesomde omstandigheden, moeten de vereni-

ménager aux associations la possibilité de le faire suspendre par le juge des référés, dans le cadre de mesures d'urgence et provisoires.

On fait observer que le projet précité qui a été déposé par le Ministre de l'Intérieur ne modifie en rien la notion d'« intérêt » visée à l'article 17.

Le Secrétaire d'Etat s'oppose à l'amendement, parce qu'il va à l'encontre de l'essence même du projet; en outre, on ne peut hypothéquer le projet précité du Ministre de l'Intérieur.

Il faut rappeler de surcroît que l'interprétation que donne le Conseil d'Etat de la notion d'« intérêt » est plus large que celle visée à l'article 2 du projet en discussion.

L'adoption de l'amendement limiterait les possibilités d'action des associations.

L'amendement est retiré par son auteur.

Article 5

Les amendements suivants sont déposés :

- 1) « Supprimer cet article. »

Justification

Il est inutile de prévoir des sanctions pénales, d'ailleurs modestes, alors que le mécanisme des astreintes serait beaucoup plus efficace.

- 2) « Remplacer le texte néerlandais de cet article par la disposition suivante :

« Met geldboete van vijftig tot twintigduizend frank worden gestraft, zij die de voorschriften niet naleven van een vonnis of arrest dat is gewezen ingevolge een vordering tot staking. »

Justification

Nous proposons de modifier ainsi le texte néerlandais, afin qu'il corresponde à celui de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

- 3) « Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Sans préjudice du paiement des astreintes, des dommages et intérêts et restitutions, sont punis d'une amende de 100 à 20 000 francs ceux qui ne se conforment pas aux prescriptions d'un jugement ou arrêt rendu par le juge judiciaire sur la base des articles 1^{er} et 2 de la présente loi. »

gingen bovendien de mogelijkheid behouden om die handeling te doen schorsen door de rechter in kort geding, uit hoofde van onverwijlde spoed en met een voorlopige voorziening.

Opgemerkt wordt dat het reeds geciteerde ontwerp dat door de Minister van Binnenlandse Zaken is neergelegd in genendele het begrip « belang » van bedoeld artikel 17, wijzigt.

De Staatssecretaris verzet zich tegen het amendement omdat het ingaat tegen de kern zelf van het ontwerp; het bedoelde ontwerp van de Minister van Binnenlandse Zaken mag bovendien niet worden gehypothekeerd.

Bovendien moet er worden aan herinnerd dat de interpretatie door de Raad van State van het begrip « belang » ruimer is dan wat gevisceerd wordt in artikel 2 van dit ontwerp.

Zo het amendement zou worden aangenomen, zou de actiemogelijkheid van de verenigingen worden beperkt.

Het amendement wordt ingetrokken.

Artikel 5

De volgende amendementen worden ingediend :

- 1) « Dit artikel te doen vervallen. »

Verantwoording

Het is overbodig in strafsancities te voorzien die bovendien vrij bescheiden zijn. Het mechanisme van de dwangsom zou immers veel doeltreffender zijn.

- 2) « Dit artikel te vervangen door de volgende bepaling :

« Met geldboete van vijftig tot twintigduizend frank worden gestraft, zij die de voorschriften niet naleven van een vonnis of arrest dat is gewezen ingevolge een vordering tot staking. »

Verantwoording

Deze wijziging van de Nederlandse tekst wordt voorgesteld zodat hij overeenstemt met de Nederlandse tekst van de wet op de financiële transacties en de financiële markten d.d. 4 december 1990.

- 3) « Dit artikel te vervangen als volgt :

« Onverminderd de betaling van dwangsommen, schadevergoeding en teruggave, worden gestraft met geldboete van 100 tot 200 000 frank zij die zich niet schikken naar de voorschriften van een vonnis of arrest gewezen door de gewone rechter op grond van de artikelen 1 en 2 van deze wet. »

Justification

L'article 5 prévoit une sanction pénale à prononcer par le tribunal correctionnel (et non par le président du tribunal de première instance comme dit erronément dans le commentaire des articles) dont le minimum incompressible doit être de 100 francs et non de 50 francs. De plus, il est bon de rappeler que la sanction est indépendante des suites civiles éventuelles et notamment de l'astreinte qui, elle, est fixée souverainement par le président.

L'auteur de l'amendement visant à supprimer l'article estime qu'une sanction pénale ne se justifie pas dans la loi à l'examen.

En outre, la sanction pénale n'aura aucun effet, surtout à l'égard des grandes entreprises, d'autant plus qu'une action publique est aussi possible. Enfin, il est bien plus utile de faire appliquer l'astreinte, qui a beaucoup plus d'effets.

Le Secrétaire d'Etat estime également que l'astreinte est beaucoup plus importante qu'une sanction pénale.

Un membre se déclare favorable à l'amendement.

Au fond, un deuxième procès est intenté, puisque c'est le juge pénal qui doit se prononcer sur la sanction pénale. Il est exact que cette amende est et reste insignifiante pour celui qui encourrait le risque; il sera davantage impressionné par une astreinte sérieuse.

Il est décidé de supprimer l'article 5, étant entendu que les membres soulignent que le principe général de l'application de l'astreinte vaut à la demande de celui qui intente l'action. De plus, une action publique devant le juge pénal reste toujours possible.

En outre, on peut renvoyer, *mutatis mutandis*, à l'extension récente de l'article 507 du Code pénal, qui s'applique également à celui qui aura fait disparaître des biens attribués en exécution de mesures prises en référé dans le cadre d'une procédure de divorce.

L'expérience démontre toutefois qu'il est difficile d'amener le parquet à intervenir.

En supprimant l'article, la Commission souhaite que le juge fasse exécuter réellement les mesures qu'il ordonne au moyen de l'astreinte, qui sera bien entendu fixée en proportion du préjudice causé, de ses conséquences et de sa portée, ainsi que des possibilités financières du défendeur; en d'autres termes, l'astreinte doit être adaptée à ces éléments.

Verantwoording

Artikel 5 voorziet in een straf die moet uitgesproken worden door de correctionele rechtbank (en niet door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zoals verkeerdelijk in de commentaar bij de artikelen staat) en die minimum 100 frank moet bedragen en niet 50 frank. Voorts is het goed eraan te herinneren dat de sanctie losstaat van eventuele burgerlijke rechtsvervolgning, met name de dwangsom die door de voorzitter op eigen hand wordt vastgesteld.

De indiener van het amendement strekkende tot weglating van het artikel is van mening dat een strafsancie in deze wet niet verantwoord is.

Bovendien zal de strafsancie geen uitwerking hebben, vooral ten aanzien van de grote ondernemingen, des te meer daar er nog een publieke vordering mogelijk is. Tenslotte is het veel nuttiger de dwangsom te doen toepassen die een veel betere uitwerking heeft.

De Staatssecretaris is eveneens van mening dat de dwangsom veel belangrijker is dan een penale sanctie.

Een lid verklaart gunstig te staan tegenover het amendement.

In de grond wordt een tweede proces ingevoerd, vermits het de strafrechter is die zich over de penale sanctie uit te spreken heeft. Het is juist dat deze boete zonder betekenis is en blijft voor degene die het risico van de geldboete zou lopen; hij zal meer onder de indruk zijn van een ernstige dwangsom.

Beslist wordt artikel 5 weg te laten met dien verstande dat de leden onderstrepen dat het algemeen principe van de toepassing van de dwangsom geldt op verzoek van de inleider van de vordering. Bovendien blijft een publieke vordering voor de strafrechter steeds mogelijk.

Bovendien kan er *mutatis mutandis* worden verwezen naar de recente uitbreiding van artikel 507 van het Strafwetboek, die eveneens van toepassing is op het doen verdwijnen van goederen toebedeeld door maatregelen getroffen in kort geding in het kader van een echtscheidingsprocedure.

De praktijk wijst evenwel uit dat het parket moeilijk te bewegen is om op te treden.

Bij de weglating van het artikel, is het de wens van de Commissie dat de rechter de maatregelen die hij beveelt daadwerkelijk doet uitvoeren door middel van de dwangsom die uiteraard wordt vastgesteld in verhouding met de veroorzaakte schade, het gevolg en de draagwijdte ervan en met de financiële mogelijkheden van de verweerder, met andere woorden de dwangsom moet aan deze elementen worden aangepast.

Il est répondu à une question posée par un sénateur que l'inobservation des mesures est constatée par huissier de justice et que le défendeur est sommé de payer l'astreinte sur la base du jugement qui l'a ordonnée.

Comme on fait remarquer que les associations seront ennuyées si l'astreinte leur revient au lieu de revenir par exemple au Trésor, on répond qu'il n'y a pas d'autre possibilité.

L'astreinte peut uniquement être obtenue sur requête de la partie demanderesse et lui être allouée; celle-ci peut en disposer librement et éventuellement affecter ces fonds au financement de ses activités.

Les autres amendements sont retirés par leurs auteurs.

L'article est rejeté à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 6 (article 5 du texte adopté par la Commission)

Aucune observation.

L'article est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Article 7 (nouveau)

L'amendement suivant est déposé:

«Ajouter un article 7 (nouveau), libellé comme suit:

«La présente loi ne porte pas préjudice au droit d'action consacré plus largement par d'autres dispositions législatives.»

Justification

Ainsi, la loi du 12 août 1991 pour la conservation de la beauté des paysages n'est pas restreinte dans ses potentialités par le projet. Il ne s'agit que d'un exemple.

On constate que le nouveau texte de l'article 1^{er} répond à l'objet de cet amendement.

*
* *

L'ensemble du projet de loi amendé a été adopté par 11 voix et 1 abstention.

A l'unanimité des 12 membres présents, confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le Rapporteur,
R. VAN ROMPAEY.

Le Président,
R. LALLEMAND.

Op vraag van een senator wordt geantwoord dat het niet-naleven van de maatregelen wordt vastgesteld bij gerechtsdeurwaarder en op grond van het vonnis dat de dwangsom heeft opgelegd wordt de verweerder gesommeerd deze te betalen.

Wanneer wordt opgemerkt dat de verenigingen verveeld zullen zijn wanneer de dwangsom hen en bijvoorbeeld niet aan de Schatkist zal toekomen, wordt geantwoord dat er geen andere mogelijkheid is.

De dwangsom kan slechts worden bekomen op verzoek van de eisende partij en aan haar worden toegekend die er vrij kan over beschikken; zij kan deze fondsen eventueel aanwenden voor het financieren van haar activiteiten.

De overige amendementen worden ingetrokken.

Het artikel wordt verworpen met eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 6 (artikel 5 van de tekst aangenomen door de Commissie)

Geen opmerkingen.

Het artikel wordt aangenomen met eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Artikel 7 (nieuw)

Het volgende amendement wordt ingediend:

«Een artikel 7 (nieuw) toe te voegen, luidende:

«Deze wet doet geen afbreuk aan het vorderingsrecht dat door andere wetsbepalingen in meer algemene termen wordt gesanctioneerd.»

Verantwoording

De mogelijkheden die de wet van 12 augustus 1911 tot behoud van de schoonheid der landschappen biedt, worden door dit ontwerp onverlet gelaten; dat is maar één voorbeeld.

Vastgesteld wordt dat dit amendement is ondergaan door de nieuwe tekst van artikel 1.

*
* *

Het geheel van het geamendeerde ontwerp van wet wordt aangenomen met 11 stemmen, bij 1 onthouding.

Met eenparigheid van de 12 aanwezige leden wordt vertrouwen geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van zijn verslag.

De Rapporteur,
R. VAN ROMPAEY.

De Voorzitter,
R. LALLEMAND.

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

Article 1^{er}

Sans préjudice des compétences d'autres juridictions en vertu d'autres dispositions légales, le président du tribunal de première instance, à la requête d'une personne morale telle que définie à l'article 2, constate l'existence d'un acte même pénalement réprimé, constituant une violation manifeste ou une menace grave de violation d'une ou de plusieurs dispositions des lois, décrets, ordonnances, règlements ou arrêtés relatifs à la protection de l'environnement.

Il peut ordonner la cessation d'actes qui ont formé un commencement d'exécution ou imposer des mesures visant à prévenir l'exécution de ces actes ou à empêcher des dommages à l'environnement. Avant tout débat au fond, une tentative de conciliation aura lieu.

Le président peut accorder au contrevenant un délai pour se conformer aux mesures ordonnées.

Article 2

La personne morale visée à l'article 1^{er} doit être une association sans but lucratif régie par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. Elle doit en avoir respecté toutes les prescriptions, avoir dans son objet social la protection de l'environnement et avoir, dans ses statuts, défini le territoire auquel s'étend son activité.

La personne morale doit, au jour de l'intentement de l'action en cessation, être dotée de la personnalité juridique depuis trois ans au moins.

Elle doit apporter la preuve, par la production de ses rapports d'activité ou de tout autre document, qu'elle a une activité réelle conforme à son objet statutaire et que cette activité concerne l'intérêt collectif de l'environnement qu'elle vise à protéger.

Article 3

L'action est formée et instruite selon les formes du référé conformément aux articles 1035 à 1038, 1040 et 1041 du Code judiciaire.

Elle peut également être formée par requête. Celle-ci est déposée en quatre exemplaires au greffe du tribunal de première instance ou envoyée à ce greffe par lettre recommandée à la poste.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Artikel 1

Onverminderd de bevoegdheid van andere rechtscolleges op basis van andere wetsbepalingen, stelt de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, op verzoek van een rechtspersoon zoals omschreven in artikel 2, het bestaan vast van een zelfs onder het strafrecht vallende handeling, die een kennelijke inbreuk is of een ernstige dreiging vormt voor een inbreuk op een of meer bepalingen van wetten, decreten, ordonnances, verordeningen of besluiten betreffende de bescherming van het leefmilieu.

Hij kan de staking bevelen van handelingen waarvan de uitvoering reeds is begonnen of maatregelen opleggen ter preventie van de uitvoering ervan of ter voorkoming van schade aan het leefmilieu. Voor elke debat over de grond van de zaak moet een verzoeningspoging plaatshebben.

De voorzitter kan aan de overtreder een termijn toestaan om aan de opgelegde maatregelen te voldoen.

Artikel 2

De rechtspersoon bedoeld in artikel 1 moet een vereniging zonder winstoogmerk zijn, die onderworpen is aan de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend. Hij moet alle voorschriften van die wet nageleefd hebben, de bescherming van het leefmilieu tot doel hebben en in zijn statuten het grondgebied omschreven hebben tot waar zijn bedrijvigheid zich uitstrekt.

De rechtspersoon moet, op de dag waarop hij de vordering tot staking instelt, sedert ten minste drie jaar rechtspersoonlijkheid bezitten.

Hij moet door overlegging van zijn activiteitenverslagen of van enig ander stuk, bewijzen dat er een werkelijke bedrijvigheid is die overeenstemt met zijn statutair doel en dat die bedrijvigheid betrekking heeft op het collectief milieubelang dat hij beoogt te beschermen.

Artikel 3

De vordering wordt ingesteld en behandeld zoals in kort geding overeenkomstig de artikelen 1035 tot 1038, 1040 en 1041 van het Gerechtelijk Wetboek.

Zij kan eveneens ingesteld worden bij verzoekschrift. Dit wordt in vier exemplaren neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg of aan deze griffie verzonden bij een ter post aangetekende brief.

Le greffier du tribunal avertit sans délai la partie adverse par pli judiciaire et l'invite à comparaître au plus tôt trois jours, au plus tard huit jours après l'envoi du pli judiciaire auquel est joint un exemplaire de la requête introductive.

A peine de nullité, la requête contient :

1. l'indication des jour, mois et an;
2. la dénomination et le siège de l'association;
3. les nom et adresse de la personne morale ou physique contre laquelle la demande est formée;
4. l'objet et l'exposé des moyens de la demande;
5. la signature du demandeur ou de son avocat.

Il est statué sur la demande nonobstant toute action pénale exercée en raison des mêmes faits.

Il est sursis à statuer sur l'action pénale relative à des faits faisant l'objet d'une action en cessation, jusqu'à ce qu'une décision passée en force de chose jugée ait été rendue relativement à l'action en cessation.

Pendant la surséance, la prescription de l'action publique est suspendue.

Il peut également être statué sur une demande reconventionnelle fondée sur le caractère vexatoire ou téméraire de l'action.

Article 4

Le jugement rendu sur l'action en cessation est exécutoire par provision nonobstant tout recours et sans caution.

Le jugement est susceptible d'appel.

Article 5

L'article 587, alinéa premier, du Code judiciaire, modifié par les lois des 20 juillet 1971 et 15 janvier 1990, est complété comme suit :

« 4° sur les demandes formées conformément à la loi du ... concernant un droit d'action des associations protectrices de l'environnement. »

De griffie van de rechtbank verwittigt onverwijld de tegenpartij bij gerechtsbrief en nodigt haar uit te verschijnen ten vroegste drie dagen en ten laatste acht dagen na het verzenden van de gerechtsbrief, waarbij een exemplaar van het inleidend verzoekschrift is gevoegd.

Op straffe van nietigheid vermeldt het verzoekschrift :

1. de dag, de maand en het jaar;
2. de benaming en de zetel van de vereniging;
3. de naam en het adres van de rechtspersoon of van de natuurlijke persoon tegen wie de vordering wordt ingesteld;
4. het onderwerp en de uiteenzetting van de midelen van de vordering;
5. de handtekening van de verzoeker of van zijn advocaat.

Over de vordering wordt uitspraak gedaan niettegenstaande enige strafvervolgning uitgeoefend wegens dezelfde feiten.

De uitspraak over de strafvordering die betrekking heeft op feiten waartegen een vordering tot staking is ingesteld, wordt uitgesteld totdat inzake de vordering tot staking een beslissing is gewezen die in kracht van gewijsde is gegaan.

Tijdens het uitstel wordt de verjaring van de strafvordering geschorst.

Er kan ook uitspraak worden gedaan over een tegenvordering wegens tergend en roekeloos geding.

Artikel 4

De uitspraak over de vordering tot staking is uitvoerbaar bij voorraad niettegenstaande voorziening en zonder borgstelling.

De uitspraak is vatbaar voor hoger beroep.

Artikel 5

Artikel 587, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 20 juli 1971 en 15 januari 1990, wordt aangevuld als volgt :

« 4° over de vorderingen ingesteld overeenkomstig de wet van... betreffende een vorderingsrecht van milieuverenigingen. »